

RAPPORT DE GESTION

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, comparativement au trimestre et à l'exercice clos le 31 décembre 2020

| | |
|--|----|
| Faits saillants | 2 |
| Commentaires préalables au rapport de gestion | 4 |
| Profil et description | 5 |
| Principales données financières consolidées | 6 |
| Incidences de la pandémie de la COVID-19 | 7 |
| Mesures financières non conformes aux PCGR | 7 |
| Analyse des résultats financiers consolidés | 9 |
| Analyse des résultats financiers par secteur | 20 |
| Flux de trésorerie | 27 |
| Financement | 29 |
| Structure du capital | 32 |
| Situation financière | 35 |
| Parties liées | 36 |
| Gestion des risques | 36 |
| Principales méthodes comptables | 45 |
| Utilisation d'estimations et recours au jugement | 45 |
| Données sur les taux de change | 46 |
| Efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière | 47 |

FAITS SAILLANTS

Résultats ajustés — nouvelle définition

Au cours du troisième trimestre de 2021, la Société a mis à jour sa définition (précisée ci-après) du BAIIA ajusté, du BAI ajusté, du résultat ajusté et du résultat ajusté de base par action, ces mesures excluant désormais la rémunération à base d'actions. La direction estime que cette nouvelle définition reflète mieux sa performance d'exploitation de base. Par conséquent, les chiffres comparatifs ont été ajustés pour tenir compte de ce changement, y compris certains ratios, comme ceux de l'endettement total net sur le BAIIA ajusté et du rendement ajusté du total des capitaux propres moyens. (Se reporter à la section « Mesures financières non conformes aux PCGR » pour la définition complète et à la section « Analyse des résultats financiers consolidés » pour un rapprochement quantitatif des mesures financières non conformes aux PCGR avec la mesure la plus directement comparable calculée conformément aux PCGR.)

FAITS SAILLANTS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2021

(En milliers de \$ US, à l'exception des pourcentages, des montants par action et d'indication contraire)

| 2021 | | | | |
|---|----------------------|-----------------------------|---|--|
| VENTES | BAIIA ⁽¹⁾ | BAIIA AJUSTÉ ⁽¹⁾ | RÉSULTAT NET | RÉSULTAT AJUSTÉ ⁽¹⁾ |
| 400 175 \$ | 31 312 \$ | 37 433 \$ | 9 008 \$ | 15 678 \$ |
| CROISSANCE ORGANIQUE ⁽¹⁾ 7,5 % | 7,8 % DES VENTES | 9,4 % DES VENTES | RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION DE 0,21 \$ | RÉSULTAT AJUSTÉ DE BASE PAR ACTION ⁽¹⁾ 0,36 \$ |
| 2020 | | | | |
| VENTES | BAIIA ⁽¹⁾ | BAIIA AJUSTÉ ⁽¹⁾ | RÉSULTAT NET | RÉSULTAT AJUSTÉ ⁽¹⁾ |
| 366 246 \$ | 21 457 \$ | 25 425 \$ | (5 075) \$ | (292) \$ |
| CROISSANCE ORGANIQUE ⁽¹⁾ (12,0) % | 5,9 % DES VENTES | 6,9 % DES VENTES | RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION DE (0,12) \$ | RÉSULTAT AJUSTÉ DE BASE PAR ACTION ⁽¹⁾ (0,01) \$ |

Une situation financière solide et en amélioration :

- Au 31 décembre 2021, la dette à long-terme s'élevait à 337 386 \$ (comparativement à 424 631 \$ au 31 décembre 2020); l'endettement total net⁽¹⁾ était de 309 230 \$, une baisse de 61 022 \$ par rapport au 31 décembre 2020 et une diminution de 5 703 \$ par rapport au 30 septembre 2021, en raison des solides résultats d'exploitation, de l'attention constante portée à la gestion du fonds de roulement et de la discipline en matière d'affectation des capitaux;
- Le ratio de l'endettement total net sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ était de 2,11 x au 31 décembre 2021, une amélioration significative par rapport à 3,99 x à la fin de 2020 et 2,34 x à la fin du troisième trimestre de 2021.

Comparativement au quatrième trimestre de 2020 :

- Les ventes ont augmenté de 9,3 % pour atteindre 400 175 \$, principalement grâce à une croissance organique⁽¹⁾ de 7,5 % et à la fluctuation favorable du dollar canadien et de la livre sterling. La croissance organique⁽¹⁾ au quatrième trimestre provient surtout d'une augmentation de la demande et des prix, les marchés mondiaux continuant de se remettre de la pandémie de COVID-19.
- Le BAIIA⁽¹⁾ a augmenté de 45,9 %, pour atteindre 31 312 \$, ou 7,8 % des ventes, comparativement à 21 457 \$, ou 5,9 % des ventes, grâce à l'amélioration de la marge brute en raison du volume et à des économies d'échelle liées à la masse salariale et aux coûts d'exploitation. Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ a progressé de 47,2 %, pour atteindre 37 433 \$, ou 9,4 % des ventes comparativement à 25 425 \$, ou 6,9 % des ventes.
- Le résultat net s'est établi à 9 008 \$ ou 0,21 \$ par action de base, contre une perte de (5 075) \$ ou (0,12) \$ par action de base. Le résultat ajusté⁽¹⁾ s'est chiffré à 15 678 \$, ou 0,36 \$ par action de base, comparativement à une perte nette ajustée⁽¹⁾ de (292) \$, ou (0,01) \$ par action de base. L'amélioration du résultat net est attribuable à la hausse des ventes, à des économies d'échelle de coûts grâce à une performance d'exploitation disciplinée, à une baisse des charges d'intérêts à la suite des modifications apportées à la facilité de crédit en 2021 et à la diminution du niveau d'endettement.

⁽¹⁾ Mesures financières non conformes aux PCGR. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières non conformes aux PCGR »)

FAITS SAILLANTS (SUITE)

FAITS SAILLANTS DE LA PÉRIODE DE DOUZE MOIS DE 2021

(En milliers de \$ US, à l'exception des pourcentages, des montants par action et d'indication contraire)

| 2021 | | | | |
|---|----------------------|-----------------------------|---|--|
| VENTES | BAIIA ⁽¹⁾ | BAIIA AJUSTÉ ⁽¹⁾ | RÉSULTAT NET | RÉSULTAT AJUSTÉ ⁽¹⁾ |
| 1 612 800 \$ | 91 882 \$ | 146 695 \$ | 895 \$ | 48 885 \$ |
| CROISSANCE ORGANIQUE ⁽¹⁾ 6,0 % | 5,7 % DES VENTES | 9,1 % DES VENTES | RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION DE 0,02 \$ | RÉSULTAT AJUSTÉ DE BASE PAR ACTION ⁽¹⁾ 1,14 \$ |
| 2020 | | | | |
| VENTES | BAIIA ⁽¹⁾ | BAIIA AJUSTÉ ⁽¹⁾ | RÉSULTAT NET | RÉSULTAT AJUSTÉ ⁽¹⁾ |
| 1 471 816 \$ | 64 643 \$ | 92 791 \$ | (31 531) \$ | (4 901) \$ |
| CROISSANCE ORGANIQUE ⁽¹⁾ (15,3) % | 4,4 % DES VENTES | 6,3 % DES VENTES | RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION DE (0,74) \$ | RÉSULTAT AJUSTÉ DE BASE PAR ACTION ⁽¹⁾ (0,12) \$ |

Comparativement à la période de douze mois de 2020 :

- Les ventes ont augmenté de 9,6 %, pour s'établir à 1 612 800 \$, principalement grâce à une croissance organique⁽¹⁾ dans tous les secteurs de 6,0 % et à la fluctuation favorable du dollar canadien et de la livre sterling. La croissance organique⁽¹⁾ pour les douze mois de 2021 provient surtout d'une augmentation de la demande et des prix, les marchés mondiaux continuant de se remettre de la pandémie de COVID-19, ce qui a contrebalancé l'incidence négative de la diminution du nombre de jours de facturation.
- Le BAIIA⁽¹⁾ a augmenté de 42,1 %, pour atteindre 91 882 \$, ou 5,7 % des ventes, comparativement à 64 643 \$, ou 4,4 % des ventes, grâce à l'amélioration de la marge brute et à une réduction des coûts d'exploitation, malgré un changement d'estimation lié à l'obsolescence des stocks de 21 619 \$. Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ a progressé de 58,1 %, pour atteindre 146 695 \$, ou 9,1 % des ventes, comparativement à 92 791 \$, ou 6,3 % des ventes.
- Les éléments spéciaux pour la période de douze mois de 2021 ont principalement trait aux indemnités de départ totalisant 14 470 \$ à l'égard de changements au sein de l'équipe de direction et à des frais de restructuration de 7 207 \$ attribuables à la radiation d'immobilisations corporelles pour les installations fermées.
- Le résultat net s'est établi à 895 \$, ou 0,02 \$ par action de base, contre une perte nette de (31 531) \$, ou (0,74) \$ par action de base. Le résultat ajusté⁽¹⁾ s'est chiffré à 48 885 \$, ou 1,14 \$ par action de base, comparativement à une perte ajustée⁽¹⁾ de (4 901) \$, ou (0,12) \$ par action de base. L'amélioration du résultat net découle de la hausse des ventes et de la marge brute, d'un meilleur échelonnement des coûts d'exploitation grâce à une performance d'exploitation disciplinée, ainsi qu'à une baisse des charges d'intérêts à la suite des modifications apportées à la facilité de crédit en 2021 et à la diminution du niveau d'endettement.

⁽¹⁾ Mesures financières non conformes aux PCGR. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières non conformes aux PCGR ».)

COMMENTAIRES PRÉALABLES AU RAPPORT DE GESTION

MODE DE PRÉSENTATION DU RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021 en comparaison avec le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2020, ainsi que sur la situation financière au 31 décembre 2021 en comparaison au 31 décembre 2020. Il devrait être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes complémentaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion tiennent compte de tout événement important survenu jusqu'au moment de l'approbation et de l'autorisation pour publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion par le conseil d'administration de la Société le 17 février 2022. Ils présentent la situation de l'entreprise et son contexte commercial tels qu'ils étaient, au meilleur de la connaissance de la direction, à cette date.

À l'exception d'indication contraire et tel qu'indiqué ci-après, l'ensemble de l'information financière contenue dans le présent rapport de gestion de même que dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 a été établi conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), comme ils sont énoncés dans la Partie I du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*, laquelle intègre les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

De l'information additionnelle sur Uni-Sélect, y compris les états financiers consolidés audités et la notice annuelle de la Société, est disponible sur le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Dans le présent rapport de gestion, « Uni-Sélect » ou la « Société » désigne, selon le cas, Uni-Sélect inc. et ses filiales.

Sauf indication contraire, les données financières présentées dans ce rapport de gestion, dont celles incluses au sein des tableaux, sont exprimées en milliers de dollars américains, à l'exception des montants par action, des pourcentages ou du nombre d'actions. Les comparaisons se font par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

INFORMATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations faites dans le présent rapport de gestion constituent des informations prospectives au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Toutes ces informations prospectives sont présentées conformément aux dispositions en matière d'exonération prévues dans les lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables.

Les informations prospectives comprennent toutes les informations et déclarations concernant les intentions, les plans, les attentes, les croyances, les objectifs, le rendement futur et la stratégie d'Uni-Sélect, ainsi que toute autre information ou déclaration se rapportant à des circonstances ou des événements futurs et qui ne se rapportent pas directement et exclusivement à des faits avérés. Les déclarations prospectives emploient souvent, mais pas toujours, des termes comme « croire », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention », « envisager », « prévoir », « planifier », « prédire », « projeter », « viser à », « chercher à », « s'efforcer de », « potentiel », « continuer », « cibler », « peut », « pourrait », « devrait », ainsi que tout autre terme de nature semblable et toute autre forme conjuguée de ces termes.

Les informations prospectives sont fondées sur la perception qu'a Uni-Sélect des tendances historiques, des conditions actuelles et des développements futurs prévus, ainsi que sur d'autres hypothèses, tant générales que spécifiques, qu'Uni-Sélect juge raisonnables dans les circonstances. De telles informations sont, de par leur nature même, assujetties à des risques et incertitudes inhérents, dont plusieurs sont indépendants de la volonté d'Uni-Sélect, ce qui donne lieu à la possibilité que les résultats réels diffèrent de façon importante des attentes exprimées ou suggérées par Uni-Sélect dans ces informations prospectives. Uni-Sélect ne peut garantir que toute déclaration prospective se matérialisera, et nous conseillons les lecteurs de ne pas se fier indûment à ces informations prospectives.

Ces risques et incertitudes incluent, sans s'y limiter, les suivants : les risques associés à la pandémie de COVID-19; une diminution de la demande de nos produits; l'interruption de nos relations avec nos fournisseurs, une interruption des activités de nos fournisseurs ou le regroupement de fournisseurs; l'interruption de nos relations avec nos clients; la concurrence au sein des secteurs dans lesquels nous exerçons nos activités; des atteintes à la sécurité; un dysfonctionnement en matière de sécurité de l'information ou des enjeux d'intégration; la demande liée au commerce électronique et l'incapacité à fournir des solutions adéquates en matière de commerce électronique; la rétention des employés; les coûts de main-d'œuvre; les activités syndicales et les lois en matière de travail et d'emploi; l'incapacité à réaliser les avantages liés à des acquisitions et à d'autres opérations stratégiques; les réclamations en matière de responsabilité du fait du produit; le risque de crédit; la perte du droit d'exercer nos activités dans des emplacements clés; l'incapacité de mettre en œuvre des initiatives commerciales; l'incapacité de maintenir des contrôles internes efficaces; les conditions macroéconomiques comme le chômage, l'inflation, les modifications apportées aux politiques fiscales et l'incertitude associée aux marchés du crédit; les activités exercées dans des territoires étrangers; l'incapacité d'assurer le service de notre dette ou de respecter nos clauses restrictives financières; les litiges; la législation ou les politiques ou les règlements gouvernementaux; le respect des lois et des règlements en matière d'environnement; le respect des lois en matière de protection des renseignements personnels; le changement climatique à l'échelle mondiale; les modifications aux normes comptables; les fluctuations du cours des actions; la responsabilité sociale et la réputation de l'entreprise, les investisseurs activistes ainsi que d'autres risques énoncés ou intégrés par renvoi dans le présent rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 et dans d'autres documents que nous rendons publics, y compris ceux que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com).

COMMENTAIRES PRÉALABLES AU RAPPORT DE GESTION (SUITE)

Sauf indication contraire, les informations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion sont présentées en date des présentes et Uni-Select décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à l'arrivée d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif, sauf dans la mesure où les lois applicables l'exigent. Bien que nous estimions que les hypothèses sur lesquelles reposent ces informations prospectives étaient raisonnables à la date du présent rapport de gestion, les lecteurs sont invités à ne pas se fier indûment à ces informations prospectives.

De plus, nous rappelons aux lecteurs que les informations prospectives sont présentées dans le seul but d'aider les investisseurs et autres personnes à comprendre les résultats financiers prévus d'Uni-Sélect, ainsi que ses objectifs, ses priorités stratégiques et ses perspectives d'affaires, de même que le contexte dans lequel elle prévoit exercer ses activités. Les lecteurs sont avertis que ces informations peuvent ne pas être appropriées à d'autres fins.

De plus amples renseignements sur les risques qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent considérablement de nos attentes actuelles se trouvent dans la rubrique intitulée « Gestion des risques » qui est intégrée par renvoi à la présente mise en garde.

Nous prions également les lecteurs de tenir compte du fait que les risques susmentionnés et les risques présentés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 et les autres documents déposés ne sont pas les seuls risques susceptibles de nous toucher. D'autres risques et incertitudes qui ne sont pas actuellement connus de nous ou que nous considérons actuellement comme non significatifs pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

CONFORMITÉ AUX PCGR

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures de rendement conformes aux PCGR. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La Société croit que les lecteurs du rapport de gestion analysent ses résultats financiers d'après ces mesures. *(Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières non conformes aux PCGR ».)*

PROFIL ET DESCRIPTION

Avec plus de 4 800 employés au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, Uni-Sélect est un chef de file de la distribution de peintures automobile, de revêtements industriels et d'accessoires connexes en Amérique du Nord, ainsi qu'un chef de file de la distribution de produits automobiles destinés au marché secondaire de l'automobile au Canada et au Royaume-Uni. Le siège social de Uni-Sélect est situé à Boucherville (Québec) Canada et les actions de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto (UNS).

Au Canada, Uni-Sélect dessert plus de 16 000 ateliers de réparation et de carrosserie automobile et plus de 4 000 ateliers grâce à ses bannières d'atelier de réparation/installation et de carrosserie automobile. Son réseau national compte plus de 1 000 grossistes indépendants et plus de 75 magasins corporatifs, dont plusieurs exercent leurs activités sous les programmes de bannières de Uni-Sélect tels que BUMPER TO BUMPER®, AUTO PARTS PLUS® et FINISHMASTER®.

Aux États-Unis, Uni-Sélect, par l'intermédiaire de sa filiale entièrement détenue FinishMaster, Inc., exploite un réseau national de plus de 145 magasins corporatifs de produits de revêtement automobile sous la bannière FINISHMASTER®, laquelle dessert un réseau de plus de 30 000 clients annuellement.

Au Royaume-Uni, Uni-Sélect, par l'intermédiaire de GSF Car Parts, est un important distributeur de produits automobiles qui dessert plus de 20 000 clients avec un réseau de plus de 170 magasins corporatifs.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

| (en milliers de \$ US, à l'exception des montants par action, des pourcentages et d'indication contraire) | 2021 | 2020 | 2019 |
|---|-----------|-----------|-----------|
| RÉSULTATS D'EXPLOITATION | \$ | \$ | \$ |
| Ventes | 1 612 800 | 1 471 816 | 1 739 572 |
| BAIIA ⁽¹⁾ | 91 882 | 64 643 | 76 458 |
| Marge du BAIIA ⁽¹⁾ | 5,7 % | 4,4 % | 4,4 % |
| BAIIA ajusté ⁽¹⁾ | 146 695 | 92 791 | 133 102 |
| Marge du BAIIA ajusté ⁽¹⁾ | 9,1 % | 6,3 % | 7,7 % |
| BAI ⁽¹⁾ | 1 803 | (35 304) | (17 389) |
| Marge du BAI ⁽¹⁾ | 0,1 % | (2,4) % | (1,0) % |
| BAI ajusté ⁽¹⁾ | 62 748 | (3 010) | 43 908 |
| Marge du BAI ajusté ⁽¹⁾ | 3,9 % | (0,2) % | 2,5 % |
| Changement d'estimation relative à l'obsolescence de stocks | 21 619 | — | — |
| Rémunération à base d'actions | 11 380 | 3 980 | 3 171 |
| Éléments spéciaux | 21 814 | 24 168 | 53 473 |
| Résultat net | 895 | (31 531) | (19 845) |
| Résultat ajusté ⁽¹⁾ | 48 885 | (4 901) | 33 108 |
| Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾ | 91 452 | 122 276 | 825 |
| DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE | | | |
| Résultat de base par action | 0,02 | (0,74) | (0,47) |
| Résultat dilué par action | 0,02 | (0,74) | (0,47) |
| Résultat ajusté ⁽¹⁾ de base par action | 1,14 | (0,12) | 0,73 |
| Dividende ⁽²⁾ | — | 0,09 | 0,37 |
| Valeur comptable | 11,38 | 11,18 | 11,96 |
| Nombre d'actions en circulation (en milliers) ⁽³⁾ | 43 582 | 42 387 | 42 387 |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation | | | |
| De base (en milliers) | 42 904 | 42 387 | 42 387 |
| Dilué (en milliers) | 43 064 | 42 387 | 42 387 |

| | Aux 31 décembre | | |
|---|-----------------|-----------|-----------|
| | 2021 | 2020 | 2019 |
| SITUATION FINANCIÈRE | \$ | \$ | \$ |
| Fonds de roulement | 215 599 | 265 213 | 321 970 |
| Total des actifs | 1 300 817 | 1 375 272 | 1 586 394 |
| Endettement total net ⁽¹⁾ | 309 230 | 370 252 | 449 059 |
| Facilités de crédit (incluant la facilité de crédit renouvelable et les facilités de crédit à terme) à la valeur nominale | 235 384 | 318 379 | 375 956 |
| Débiteures convertibles | 78 327 | 87 728 | 84 505 |
| Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires | 495 965 | 474 055 | 506 994 |
| Rendement du total des capitaux propres moyens ⁽¹⁾ | 0,2 % | (6,5) % | (3,9) % |
| Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens ⁽¹⁾ | 9,3 % | (1,8) % | 5,2 % |

⁽¹⁾ Mesures financières non conformes aux PCGR. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières non conformes aux PCGR ».)

⁽²⁾ Le 20 avril 2020, le conseil d'administration a décidé de suspendre tous les paiements de dividendes.

⁽³⁾ Le nombre d'actions en circulation correspond aux actions ordinaires émises moins les actions détenues par la Fiducie d'actions (Pour plus de renseignements, voir la section « Structure du capital »).

INCIDENCE DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 (« COVID-19 »)

Comme présenté en 2020 et 2021, la direction a mis en place un plan d'intervention et suit de près l'évolution de la COVID-19, y compris ses répercussions sur la Société, l'économie et la population en général.

La Société a suivi et continue de suivre les programmes d'aide gouvernementaux en lien avec la COVID-19 et a bénéficié de ces programmes. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, des montants provenant de programmes d'aide gouvernementaux ont été comptabilisés en réduction des coûts correspondants dans les « Autres dépenses d'exploitation » pour 752 \$ (2 527 \$ ainsi que 3 436 \$ dans les « Salaires et avantages sociaux » en 2020).

Plus d'informations à propos des risques pour la Société associés à la COVID-19 sont disponibles dans la section "Gestion des risques".

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

L'information comprise dans le présent rapport de gestion comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures financières du rendement conformes aux PCGR. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR et, par conséquent, il est peu probable qu'elles soient comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La Société est d'avis que les lecteurs du présent document peuvent tenir compte de ces mesures de rendement aux fins d'analyse.

Le tableau suivant présente les mesures de la performance utilisées par la Société qui ne sont pas définies selon les PCGR.

| | |
|---|---|
| Croissance organique⁽¹⁾ | Cette mesure consiste à quantifier l'augmentation des ventes consolidées entre deux périodes données, en excluant l'impact des acquisitions, de la perte de ventes découlant du regroupement de magasins exploités par la Société, des variations du taux de change et, lorsqu'il y a lieu, de la différence du nombre de jours de facturation. Cette mesure aide Uni-Sélect à juger l'évolution intrinsèque des ventes générées par sa base de magasins en exploitation par rapport au reste du marché. La croissance organique est fondée sur des constats raisonnables aux yeux de la direction et pourrait ne pas être comparable à la croissance organique d'autres sociétés. |
| BAIIA⁽¹⁾ et BAIIA ajusté⁽¹⁾ | <p>Le BAIIA représente le résultat net excluant l'amortissement, les charges financières nettes et la charge (le recouvrement) d'impôt sur le résultat. Il s'agit d'un indicateur financier mesurant la capacité d'une société de rembourser ses dettes et d'en contracter de nouvelles. Les investisseurs ne doivent pas le considérer comme un substitut des ventes ou du résultat net, ni comme un indicateur des résultats d'exploitation ou des flux de trésorerie, ni comme une mesure de liquidité, mais comme une information additionnelle.</p> <p>Le BAIIA ajusté comprend certains ajustements qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société. Ces ajustements comprennent, entre autres, les frais de restructuration et autres charges, la rémunération à base d'actions, la radiation d'actifs ainsi que le changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks.</p> |
| Marge du BAIIA⁽¹⁾ et marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾ | La marge du BAIIA est un pourcentage qui correspond au BAIIA divisé par les ventes. La marge du BAIIA ajusté est un pourcentage qui correspond au BAIIA ajusté divisé par les ventes. |
| BAI⁽¹⁾, BAI ajusté⁽¹⁾, résultat ajusté⁽¹⁾ et résultat ajusté par action⁽¹⁾ | <p>La direction utilise le résultat avant impôt « BAI » ajusté, le résultat ajusté ainsi que le résultat ajusté par action pour évaluer le résultat avant impôt, le résultat net et le résultat par action provenant des activités d'exploitation de base, comprenant certains ajustements, nets d'impôt pour le résultat ajusté et le résultat ajusté par action, qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société. La direction considère que ces mesures facilitent l'analyse et permettent une meilleure compréhension de la performance des activités de la Société. L'objectif de ces mesures est de fournir de l'information additionnelle.</p> <p>Ces ajustements comprennent, entre autres, les frais de restructuration et autres, la rémunération à base d'actions, le changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks, la radiation de frais de financement différés ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de Parts Alliance (maintenant connue sous le nom de GSF Car Parts). Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.</p> |
| Marge du BAI⁽¹⁾ et marge du BAI ajusté⁽¹⁾ | La marge du BAI est un pourcentage qui correspond au BAI divisé par les ventes. La marge du BAI ajusté est un pourcentage qui correspond au BAI ajusté divisé par les ventes. |

MESURES FINANCIÈRES AUTRES QUE LES PCGR (SUITE)

| | |
|--|---|
| Flux de trésorerie disponibles ⁽²⁾ | <p>Cette mesure correspond aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation selon les tableaux consolidés des flux de trésorerie, ajustés des éléments suivants : les acquisitions nettes d'immobilisations corporelles, les avances nettes aux marchands membres et incitatifs aux clients, ainsi que les acquisitions nettes et développement d'immobilisations incorporelles. Uni-Sélect considère les flux de trésorerie disponibles comme un indicateur de la solidité financière et du rendement des activités, car ils révèlent le montant des fonds disponibles pour gérer la croissance, rembourser la dette, réinvestir dans la Société et profiter des différentes opportunités de marché qui se présentent.</p> <p>Les flux de trésorerie disponibles ne tiennent pas compte de certains autres fonds générés et utilisés selon les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Par conséquent, ils ne devraient pas être considérés comme un substitut des flux de trésorerie selon les tableaux consolidés des flux de trésorerie ou comme une mesure de liquidité, mais comme une information additionnelle.</p> |
| Endettement total net ⁽³⁾ | Cette mesure correspond à la somme de la facilité de crédit renouvelable, des facilités de crédit à terme et des obligations locatives (incluant la portion courante), nette des frais de financement différés et de la trésorerie (<i>Pour plus de renseignements, voir la note 18 aux états financiers consolidés</i>). |
| Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres ⁽³⁾ | Ce ratio correspond à l'endettement total net (tel qu'il est défini ci-dessus) divisé par la somme de l'endettement total net, des débetures convertibles et du total des capitaux propres. |
| Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres ⁽³⁾ | Ce ratio correspond à la dette à long terme, y compris la portion courante (comme présenté à <i>la note 18 aux états financiers consolidés</i>), divisée par la somme des débetures convertibles et le total des capitaux propres. |
| Ratio de l'endettement total net sur le BAIIA ajusté ⁽³⁾ | Ce ratio correspond à l'endettement total net (tel qu'il est défini ci-dessus) divisé par le BAIIA ajusté. |
| Ratio du rendement du total des capitaux propres moyens ⁽³⁾ | Ce ratio correspond au résultat net, divisé par le total des capitaux propres moyens attribuables. |
| Ratio du rendement ajusté du total des capitaux propres moyens ⁽³⁾ | Ce ratio correspond au résultat ajusté ⁽¹⁾ , auquel est ajouté l'amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de GSF Car Parts, divisé par le total des capitaux propres moyens. |

⁽¹⁾ Voir la section « Analyse des résultats financiers consolidés » pour un rapprochement quantitatif des mesures financières non conformes aux PCGR et des mesures les plus directement comparables conformément aux PCGR.

⁽²⁾ Voir la section « Flux de trésorerie » pour un rapprochement quantitatif des mesures financières non conformes aux PCGR et des mesures les plus directement comparables conformément aux PCGR.

⁽³⁾ Voir la section « Structure du capital » pour plus de renseignements.

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

VENTES

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|--|---|----------------|--|------------------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ | 2021 \$ | 2020 \$ |
| <i>FinishMaster États-Unis</i> | 167 788 | 154 657 | 672 124 | 653 720 |
| <i>Produits automobiles Canada</i> | 135 961 | 124 908 | 540 879 | 485 388 |
| <i>GSF Car Parts Royaume-Uni</i> | 96 426 | 86 681 | 399 797 | 332 708 |
| Ventes | 400 175 | 366 246 | 1 612 800 | 1 471 816 |
| | | % | | % |
| Variation des ventes | 33 929 | 9,3 | 140 984 | 9,6 |
| Incidence de la conversion du dollar canadien et de la livre sterling | (6 981) | (1,9) | (60 911) | (4,1) |
| Incidence du nombre de jours de facturation | 1 089 | 0,3 | 9 023 | 0,6 |
| Perte de ventes découlant du regroupement de magasins exploités par la Société | — | — | 1 185 | 0,1 |
| Acquisitions | (520) | (0,2) | (2 659) | (0,2) |
| Croissance organique consolidée | 27 517 | 7,5 | 87 622 | 6,0 |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les ventes consolidées ont augmenté de 9,3 % par rapport au même trimestre en 2020, grâce à une croissance organique de 7,5 % et aux fluctuations favorables du dollar canadien et de la livre sterling, qui ont contrebalancé l'incidence de la diminution du nombre de jours de facturation. Les ventes organiques consolidées continuent de s'améliorer, reflétant la reprise du marché mondial.

Les trois secteurs ont affiché une croissance organique positive des ventes pour le trimestre, principalement en raison de l'augmentation de la demande et des hausses de prix.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les ventes consolidées ont augmenté de 9,6 % pour la période de douze mois, par rapport à la même période de l'exercice précédent, principalement en raison de la croissance organique de 6,0 %, les marchés mondiaux continuant à se remettre de la pandémie de COVID-19, de l'incidence favorable des fluctuations de la livre sterling et du dollar canadien, ainsi que des acquisitions d'entreprises, qui ont contrebalancé l'incidence de la diminution du nombre de jours de facturation et de la perte de ventes prévue découlant du regroupement de magasins exploités par la Société.

Les trois secteurs ont enregistré une croissance organique positive des ventes au cours de la période de douze mois.

MARGE BRUTE

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|---|---|------------|--|------------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ | 2021 \$ | 2020 \$ |
| Marge brute | 128 856 | 110 387 | 493 497 | 434 075 |
| <i>En % des ventes</i> | 32,2 % | 30,1 % | 30,6 % | 29,5 % |
| Changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks ⁽¹⁾ | 1 019 | — | 21 619 | — |
| Marge brute ajustée | 129 875 | 110 387 | 515 116 | 434 075 |
| <i>En % des ventes</i> | 32,5 % | 30,1 % | 31,9 % | 29,5 % |

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice 2021, la Société a effectué une analyse détaillée de ses stocks et des méthodologies de provisionnement des stocks dans tous les secteurs. À la suite de l'examen des hypothèses sous-jacentes utilisées, une charge ponctuelle d'obsolescence de 21 619 \$ a été comptabilisée, principalement en raison de la mise à jour de la consommation des produits concernés. (Pour plus de renseignements, voir la note 5 aux états financiers consolidés.)

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La marge brute et la marge brute ajustée, en pourcentage des ventes, ont augmenté respectivement de 2,1 % et de 2,4 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en grande partie grâce aux rabais additionnels accordés par les fournisseurs à l'achat, à l'assortiment de produits et aux augmentations de prix.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

En excluant l'incidence de 1,3 % résultant d'un changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks, la marge brute ajustée, en pourcentage des ventes, a augmenté de 2,4 % par rapport à la période correspondante l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique en grande partie par les rabais additionnels accordés par les fournisseurs, l'assortiment de produits et les augmentations de prix.

SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|--|---|--------|--|---------|
| | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Salaires et avantages sociaux | 69 090 | 61 899 | 268 203 | 235 996 |
| <i>En % des ventes</i> | 17,3 % | 16,9 % | 16,6 % | 16,0 % |
| Rémunération à base d'actions ⁽¹⁾ | 5 177 | 1 525 | 11 380 | 3 980 |
| Salaires et avantages sociaux ajustés | 63 913 | 60 374 | 256 823 | 232 016 |
| <i>En % des ventes</i> | 16,0 % | 16,5 % | 15,9 % | 15,8 % |

⁽¹⁾ La variation de la rémunération à base d'actions est attribuable à la forte augmentation du prix de l'action de la Société et aux attributions aux nouveaux membres de la direction. (Pour plus de renseignements, voir la note 16 aux états financiers consolidés.)

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les salaires et avantages sociaux ajustés, en pourcentage des ventes, ont baissé de 0,5 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à l'augmentation du volume des ventes, ce qui génère des économies d'échelle, et des avantages découlant de certaines initiatives de réduction des coûts, le tout en partie contrebalancé par des charges supplémentaires liées aux incitatifs à court terme en raison de la performance de la Société.

L'augmentation de la rémunération à base d'actions est liée à l'appréciation du prix de l'action et à la performance de la Société.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les salaires et avantages sociaux ajustés, en pourcentage des ventes, ont augmenté de 0,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable au niveau plus élevé de la masse salariale, la période de douze mois de 2020 ayant bénéficié de subventions accordées par le gouvernement canadien dans le contexte de la COVID-19, représentant 3 436 \$, ou environ 0,2 % des ventes, ainsi que des mises à pied temporaires dans le cadre des actions visant à contrer la baisse de la demande engendrée par la pandémie. De plus, l'exercice 2021 a connu une hausse des dépenses liées aux incitatifs à court terme en raison de la performance de la Société.

L'augmentation de la rémunération à base d'actions est liée à l'appréciation du prix de l'action et à la performance de la Société.

AUTRES DÉPENSES D'EXPLOITATION

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|--------------------------------|---|------------|--|------------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ | 2021 \$ | 2020 \$ |
| Autres dépenses d'exploitation | 28 529 | 24 588 | 111 598 | 109 268 |
| <i>En % des ventes</i> | 7,1 % | 6,7 % | 6,9 % | 7,4 % |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les autres dépenses d'exploitation, en pourcentage des ventes, ont augmenté de 0,4 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation s'explique principalement par les pertes de change liées à la fluctuation du dollar canadien et de la livre sterling au cours du quatrième trimestre de 2021, comparativement à des gains à l'exercice précédent. En outre, le quatrième trimestre de 2020 avait bénéficié de subventions gouvernementales spécifiques à la pandémie de COVID-19 au Royaume-Uni pour les coûts d'occupation de 1 030 \$, ainsi que de la fermeture temporaire de magasins exploités par la Société en réponse aux effets de la pandémie.

Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par une meilleure absorption des coûts fixes grâce au volume des ventes, par la baisse des honoraires professionnels, ainsi que par les initiatives concernant l'exploitation et l'automatisation.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les autres dépenses d'exploitation, en pourcentage des ventes, se sont améliorées de 0,5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette variation favorable est principalement attribuable à l'amélioration du recouvrement des créances de 0,4 % au cours de la période, par opposition aux charges supplémentaires liées aux créances irrécouvrables comptabilisées à l'exercice précédent. En outre, la période de douze mois de 2021 a bénéficié d'une meilleure absorption des coûts fixes en raison du volume supplémentaire des ventes, ainsi que d'honoraires professionnels moins élevés.

Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par une variation défavorable des coûts d'occupation en raison de la baisse des subventions gouvernementales reçues en 2021 de l'ordre de 1 775 \$. De plus, l'exercice 2020 avait bénéficié de la fermeture temporaire des magasins exploités par la Société en réponse aux effets de la pandémie.

ÉLÉMENTS SPÉCIAUX

Les éléments spéciaux sont composés de facteurs qui sont non représentatifs de la performance de base de la Société ou, lorsque présentés de façon distincte, permettent aux utilisateurs des états financiers consolidés de mieux comprendre les résultats de la Société pour l'exercice. Les éléments spéciaux sont détaillés comme suit :

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|--|---|------------|--|------------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ | 2021 \$ | 2020 \$ |
| Frais de restructuration et autres charges relatifs aux plans d'amélioration | (315) | 1 826 | 7 207 | 21 481 |
| Autres éléments spéciaux | 240 | 617 | 14 607 | 2 687 |
| | (75) | 2 443 | 21 814 | 24 168 |

Frais de restructuration et autres charges relatifs aux plans d'amélioration

Au début de l'exercice 2019, la Société a annoncé un vaste plan d'amélioration de la performance (« PIP »), qui a pris fin au cours du premier trimestre de 2020, avec des économies annualisées réalisées tel que prévu.

Le 22 juin 2020, la Société a annoncé qu'elle mettait en œuvre un plan d'amélioration continue (« CIP ») basé sur une approche à long terme visant à améliorer davantage la productivité et l'efficacité de tous les secteurs. Un examen approfondi des activités a été entrepris par chacun des secteurs, dans le but principal d'optimiser les processus, y compris le service à la clientèle, l'automatisation et la logistique de la chaîne d'approvisionnement et ce, tout en optimisant l'effectif en fonction des besoins. Le CIP était essentiellement achevé pour les secteurs Produits automobiles Canada et GSF Car Parts Royaume-Uni au 31 décembre 2020. Cependant, d'autres domaines d'optimisation potentielle sont actuellement examinés par le secteur FinishMaster États-Unis.

La direction actuelle estime qu'il existe encore des occasions substantielles d'amélioration des activités dans tous les secteurs. Cependant, ces futurs changements seront adressés dans le cadre des pratiques normales d'exploitation.

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

Pour le trimestre et la période de douze mois clos le 31 décembre 2021, la Société a comptabilisé des frais (recouvrement) de restructuration et autres charges respectivement de (315) \$ et 7 207 \$ (1 826 \$ et 21 481 \$ en 2020). Ces frais se détaillent comme suit :

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|---|---|--------------|--|---------------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ | 2021 \$ | 2020 \$ |
| Frais hors caisse relatifs à la radiation d'actifs ⁽¹⁾ | (534) | 192 | 5 514 | 6 347 |
| Autres charges engagées ⁽²⁾ | 219 | 1 790 | 2 556 | 5 312 |
| Changement d'estimation ⁽³⁾ | — | (156) | (863) | (585) |
| Frais de restructuration ⁽⁴⁾ | — | — | — | 10 407 |
| | (315) | 1 826 | 7 207 | 21 481 |

⁽¹⁾ Principalement des pertes de valeur sur immobilisations corporelles et autres actifs.

⁽²⁾ Composés principalement d'honoraires de consultation visant l'optimisation des processus logistiques et de frais de relocalisation de stocks.

⁽³⁾ La Société a revu ses provisions résiduelles et a repris une partie des provisions relatives aux indemnités de départ.

⁽⁴⁾ Principalement pour des indemnités de départ dans le cadre de l'optimisation de l'effectif.

Au 31 décembre 2021, une provision pour frais de restructuration de 1 060 \$ était présentée dans les passifs courants à l'état consolidé de la situation financière de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 5 aux états financiers consolidés.)*

Autres éléments spéciaux

Au cours de la période de douze mois close le 31 décembre 2021, la Société a entrepris des changements significatifs au sein des membres de l'exécutif. Pour le trimestre et la période de douze mois clos le 31 décembre 2021, la Société a comptabilisé des charges respectivement de 240 \$ et 14 607 \$ (617 \$ et 2 687 \$ en 2020) qui se détaillent comme suit :

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|--|---|------------|--|--------------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ | 2021 \$ | 2020 \$ |
| Indemnités de départ ⁽¹⁾ et primes de rétention | 240 | 351 | 14 470 | 2 265 |
| Autres frais ⁽²⁾ | — | 266 | 137 | 422 |
| | 240 | 617 | 14 607 | 2 687 |

⁽¹⁾ Comprennent les charges de rémunération à base d'actions comptabilisées dans le cadre du règlement des indemnités de départ.

⁽²⁾ Principalement composés d'honoraires de consultation.

BAIIA

Le tableau suivant présente le rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté :

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | | |
|--|---|---------|--------|--|----------|--------|
| | 2021 | 2020 | | 2021 | 2020 | |
| | \$ | \$ | % | \$ | \$ | % |
| Résultat net | 9 008 | (5 075) | | 895 | (31 531) | |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat | 1 303 | 2 554 | | 908 | (3 773) | |
| Charges financières nettes | 6 595 | 9 087 | | 30 224 | 37 350 | |
| Amortissement | 14 406 | 14 891 | | 59 855 | 62 597 | |
| BAIIA | 31 312 | 21 457 | 45,9 % | 91 882 | 64 643 | 42,1 % |
| <i>Marge du BAIIA</i> | 7,8 % | 5,9 % | | 5,7 % | 4,4 % | |
| Changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks | 1 019 | — | | 21 619 | — | |
| Rémunération à base d'actions | 5 177 | 1 525 | | 11 380 | 3 980 | |
| Éléments spéciaux | (75) | 2 443 | | 21 814 | 24 168 | |
| BAIIA ajusté | 37 433 | 25 425 | 47,2 % | 146 695 | 92 791 | 58,1 % |
| <i>Marge du BAIIA ajusté</i> | 9,4 % | 6,9 % | | 9,1 % | 6,3 % | |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La marge du BAIIA ajusté pour le quatrième trimestre de 2021 était de 9,4 %, une hausse de 2,5 % par rapport au trimestre correspondant de 2020. Toutefois, si l'on exclut l'aide gouvernementale reçue au cours du quatrième trimestre de 2020, qui a représenté environ 0,3 % des ventes, la marge du BAIIA ajusté s'est améliorée de 2,8 %. Cette performance s'explique en grande partie par des rabais additionnels accordés par les fournisseurs dans tous les secteurs. En outre, le trimestre a bénéficié d'une meilleure absorption des coûts fixes liée à la croissance organique, d'une structure de coûts rationalisée et d'une baisse des honoraires professionnels.

Ces éléments ont été, en partie, contrebalancés par un niveau de dépenses plus élevé au cours du trimestre considéré, car le quatrième trimestre de 2020 présentait des coûts de main-d'œuvre inférieurs en raison de mise à pieds temporaires d'employés et de la fermeture temporaire de magasins exploités par la Société, en réponse à la baisse de la demande engendrée par la pandémie. De plus, la performance du quatrième trimestre de 2021 a été affectée par des pertes de change liées à la fluctuation du dollar canadien et de la livre sterling, alors que des gains ont été réalisés à la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi que par une augmentation des incitatifs à court terme en raison de la performance d'exploitation.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La marge du BAIIA ajusté s'est améliorée de 2,8 % comparativement à la période correspondante en 2020, ce qui s'explique en grande partie par les mêmes facteurs que pour le trimestre.

En outre, les résultats de la période de douze mois ont bénéficié d'une amélioration du recouvrement des créances, alors que des charges supplémentaires liées aux créances irrécouvrables ont été comptabilisées à la période correspondante de 2020.

AMORTISSEMENT

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|-----------------|---|--------|--|--------|
| | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Amortissement | 14 406 | 14 891 | 59 855 | 62 597 |
| En % des ventes | 3,6 % | 4,1 % | 3,7 % | 4,3 % |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

L'amortissement, en pourcentage des ventes, a diminué de 0,5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, bénéficiant principalement des économies d'échelle associées à un volume de ventes plus élevé.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

L'amortissement, en pourcentage des ventes, a diminué de 0,6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, bénéficiant principalement des économies d'échelle associées à un volume de ventes plus élevé.

(Pour plus de renseignements, voir la note 6 aux états financiers consolidés.)

CHARGES FINANCIÈRES NETTES

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|----------------------------|---|-------|--|--------|
| | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Charges financières nettes | 6 595 | 9 087 | 30 224 | 37 350 |
| En % des ventes | 1,6 % | 2,5 % | 1,9 % | 2,5 % |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les charges financières nettes ont diminué de 2 492 \$, ou 0,9 % des ventes, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, reflétant la réduction des coûts d'emprunt à la suite des modifications apportées à la facilité de crédit en 2021, ainsi que du niveau d'endettement moyen plus faible.

Au cours du trimestre, la Société a radié des frais de financement différés totalisant 1 688 \$, ou 0,4 % des ventes.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les charges financières nettes ont diminué de 7 126 \$, ou 0,6 % des ventes, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant la réduction des coûts d'emprunt à la suite des modifications apportées à la facilité de crédit en 2021, ainsi que du niveau d'endettement moyen plus faible.

Au cours de l'exercice, la Société a radié des frais de financement différés totalisant 1 688 \$, ou 0,1 % des ventes.

(Pour plus de renseignements, voir la note 7 aux états financiers consolidés.)

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)

BAI

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAI et du BAI ajusté :

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | | |
|--|---|---------|---------|--|----------|-----------|
| | 2021 | 2020 | | 2021 | 2020 | |
| | \$ | \$ | % | \$ | \$ | % |
| Résultat net | 9 008 | (5 075) | | 895 | (31 531) | |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat | 1 303 | 2 554 | | 908 | (3 773) | |
| BAI | 10 311 | (2 521) | 509,0 % | 1 803 | (35 304) | 105,1 % |
| <i>Marge du BAI</i> | 2,6 % | (0,7) % | | 0,1 % | (2,4) % | |
| Changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks | 1 019 | — | | 21 619 | — | |
| Rémunération à base d'actions | 5 177 | 1 525 | | 11 380 | 3 980 | |
| Éléments spéciaux | (75) | 2 443 | | 21 814 | 24 168 | |
| Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de GSF Car Parts | 1 089 | 1 065 | | 4 444 | 4 146 | |
| Radiation de frais de financement différés | 1 688 | — | | 1 688 | — | |
| BAI ajusté | 19 209 | 2 512 | 664,7 % | 62 748 | (3 010) | 2 184,7 % |
| <i>Marge du BAI ajusté</i> | 4,8 % | 0,7 % | | 3,9 % | (0,2) % | |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La marge du BAI ajusté s'est améliorée de 16 697 \$, ou 4,1 % des ventes, comparativement au trimestre correspondant de 2020, grâce à une augmentation du volume de ventes, à des rabais, à des initiatives de réduction des coûts, à une structure de coûts optimisée et à une performance d'exploitation améliorée. Au cours du quatrième trimestre de 2020, la Société a bénéficié de subventions gouvernementales pour ses frais d'occupation.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La marge du BAI ajusté s'est améliorée de 65 758 \$, ou 4,1 % des ventes, comparativement à la période correspondante de 2020, principalement en raison des mêmes facteurs mentionnés pour le trimestre. En 2020, la Société a bénéficié de subventions gouvernementales pour ses salaires et ses frais d'occupation.

CHARGE (RECOUVREMENT) D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|---|---|------------|--|------------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ | 2021 \$ | 2020 \$ |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat | 1 303 | 2 554 | 908 | (3 773) |
| <i>Taux d'imposition</i> | 12,6 % | (101,3) % | 50,4 % | 10,7 % |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Le taux d'imposition du trimestre considéré a été affecté par des ajustements relatifs à des exercices antérieurs. En excluant cette incidence, le taux d'imposition aurait été de 24,6 %, reflétant le résultat imposable et les taux d'imposition par région géographique, ainsi que l'avantage de la structure de financement mise en place en septembre 2020.

Pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, le taux d'imposition a été affecté par des dépenses non déductibles et des ajustements liés aux exercices précédents. En excluant ces incidences, le taux d'imposition aurait été de 7,7 %, reflétant le résultat imposable et les taux d'imposition par région géographique, ainsi que l'avantage de la structure de financement.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

L'augmentation du taux d'imposition par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent est principalement attribuable à l'incidence nette d'un changement du taux d'imposition adopté au Royaume-Uni (lequel est passé de 19,0 % à 25,0 %) et des dépenses non déductibles en proportion du résultat avant impôt, le tout contrebalancé en partie par l'incidence favorable de la reprise de provision pour éventualités, des ajustements relatifs aux exercices précédents et de l'avantage de la structure de financement de la Société.

(Pour plus de renseignements, voir la note 8 aux états financiers consolidés.)

RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat ajusté :

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | | |
|--|---|----------------|------------------|--|-----------------|------------------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ | % | 2021 \$ | 2020 \$ | % |
| Résultat net | 9 008 | (5 075) | 277,5 % | 895 | (31 531) | 102,8 % |
| Changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks, net d'impôt | 764 | — | | 16 379 | — | |
| Rémunération à base d'actions, nette d'impôt | 3 858 | 1 116 | | 8 457 | 2 931 | |
| Éléments spéciaux, nets d'impôt | (79) | 2 976 | | 16 285 | 19 546 | |
| Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de GSF Car Parts, net d'impôt | 882 | 691 | | 3 630 | 4 153 | |
| Radiation de frais de financement différés, nette d'impôt | 1 245 | — | | 1 245 | — | |
| Incidence fiscale nette des changements de taux d'imposition et de la reprise de provision pour éventualités | — | — | | 1 994 | — | |
| Résultat ajusté | 15 678 | (292) | 5 469,2 % | 48 885 | (4 901) | 1 097,4 % |
| Résultat de base par action | 0,21 | (0,12) | 271,8 % | 0,02 | (0,74) | 102,8 % |
| Changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks, net d'impôt | 0,02 | — | | 0,38 | — | |
| Rémunération à base d'actions, nette d'impôt | 0,09 | 0,03 | | 0,20 | 0,07 | |
| Éléments spéciaux, nets d'impôt | (0,01) | 0,06 | | 0,38 | 0,45 | |
| Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de GSF Car Parts, net d'impôt | 0,02 | 0,02 | | 0,08 | 0,10 | |
| Radiation de frais de financement différés, nette d'impôt | 0,03 | — | | 0,03 | — | |
| Incidence fiscale nette des changements de taux d'imposition et de la reprise de provision pour éventualités | — | — | | 0,05 | — | |
| Résultat ajusté de base par action | 0,36 | (0,01) | 3 756,5 % | 1,14 | (0,12) | 1 021,0 % |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Le résultat ajusté a augmenté de 15 970 \$ par rapport au trimestre correspondant de 2020, grâce à un volume de ventes plus élevé et à l'amélioration de la performance d'exploitation globale, y compris la réduction des charges financières nettes. Le quatrième trimestre de 2020 a été affecté par les effets de la pandémie, partiellement contrebalancés par les programmes d'aide gouvernementaux.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Le résultat ajusté a augmenté de 53 786 \$ par rapport à la période correspondante de 2020, principalement pour les mêmes raisons que le trimestre.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES TRIMESTRIELLES

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière : les ventes sont historiquement plus importantes au cours des deuxièmes et troisièmes trimestres pour les secteurs FinishMaster États-Unis et Produits automobiles Canada et au cours des premiers et deuxièmes trimestres pour le secteur GSF Car Parts Royaume-Uni. Les ventes sont aussi affectées par les acquisitions d'entreprises ainsi que par l'incidence de la conversion du dollar canadien et de la livre sterling en dollar américain. Depuis avril 2020, tous les trimestres ont été affectés par la pandémie de COVID-19, particulièrement le deuxième trimestre de 2020.

Le tableau suivant résume les principales informations financières tirées des rapports financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres.

| | 2021 | | | | 2020 | | | |
|---|---------------------------|---------------------------|--------------------------|-------------------------|---------------------------|---------------------------|--------------------------|-------------------------|
| | Quatrième trimestre \$ | Troisième trimestre \$ | Deuxième trimestre \$ | Premier trimestre \$ | Quatrième trimestre \$ | Troisième trimestre \$ | Deuxième trimestre \$ | Premier trimestre \$ |
| Ventes | | | | | | | | |
| <i>FinishMaster États-Unis</i> | 167 788 | 174 872 | 171 261 | 158 203 | 154 657 | 163 490 | 133 374 | 202 199 |
| <i>Produits automobiles Canada</i> | 135 961 | 144 489 | 145 267 | 115 162 | 124 908 | 137 240 | 114 299 | 108 941 |
| <i>GSF Car Parts Royaume-Uni</i> | 96 426 | 106 733 | 99 884 | 96 754 | 86 681 | 94 622 | 54 861 | 96 544 |
| | 400 175 | 426 094 | 416 412 | 370 119 | 366 246 | 395 352 | 302 534 | 407 684 |
| BAIIA | 31 312 | 35 326 | 488 | 24 756 | 21 457 | 30 780 | (2 674) | 15 080 |
| <i>Marge du BAIIA</i> | 7,8 % | 8,3 % | 0,1 % | 6,7 % | 5,9 % | 7,8 % | (0,9) % | 3,7 % |
| BAIIA ajusté | 37 433 | 42 294 | 37 006 | 29 965 | 25 425 | 33 799 | 15 982 | 17 586 |
| <i>Marge du BAIIA ajusté</i> | 9,4 % | 9,9 % | 8,9 % | 8,1 % | 6,9 % | 8,5 % | 5,3 % | 4,3 % |
| BAI | 10 311 | 14 682 | (23 697) | 507 | (2 521) | 6 800 | (30 967) | (8 616) |
| <i>Marge du BAI</i> | 2,6 % | 3,4 % | (5,7) % | 0,1 % | (0,7) % | 1,7 % | (10,2) % | (2,1) % |
| BAI ajusté | 19 209 | 22 763 | 13 950 | 6 829 | 2 512 | 10 861 | (11 308) | (5 075) |
| <i>Marge du BAI ajusté</i> | 4,8 % | 5,3 % | 3,4 % | 1,8 % | 0,7 % | 2,7 % | (3,7) % | (1,2) % |
| Changement d'estimation relative à l'obsolescence de stocks | 1 019 | — | 20 600 | — | — | — | — | — |
| Rémunération à base d'actions | 5 177 | 1 554 | 2 869 | 1 783 | 1 525 | 515 | 1 141 | 800 |
| Éléments spéciaux | (75) | 5 414 | 13 049 | 3 426 | 2 443 | 2 504 | 17 515 | 1 706 |
| Résultat net | 9 008 | 11 927 | (20 253) | 213 | (5 075) | 4 454 | (24 169) | (6 741) |
| Résultat ajusté | 15 678 | 17 248 | 10 914 | 5 048 | (292) | 7 916 | (8 811) | (3 709) |
| Résultat de base par action | 0,21 | 0,28 | (0,48) | 0,01 | (0,12) | 0,11 | (0,57) | (0,16) |
| Résultat ajusté de base par action | 0,36 | 0,40 | 0,26 | 0,12 | (0,01) | 0,19 | (0,21) | (0,09) |
| Résultat dilué par action | 0,20 | 0,25 | (0,48) | 0,01 | (0,12) | 0,11 | (0,57) | (0,16) |
| <i>Dividende déclaré par action (\$ CA)</i> ⁽¹⁾ | — | — | — | — | — | — | — | 0,09 |
| <i>Taux de change moyen des résultats (\$ CA)</i> | 0,80: 1\$ | 0,79: 1\$ | 0,81: 1\$ | 0,79: 1\$ | 0,77: 1\$ | 0,75: 1\$ | 0,72: 1\$ | 0,75: 1\$ |
| <i>Taux de change moyen des résultats (£)</i> | 1,38: 1\$ | 1,38: 1\$ | 1,40: 1\$ | 1,38: 1\$ | 1,32: 1\$ | 1,29: 1\$ | 1,24: 1\$ | 1,28: 1\$ |

⁽¹⁾ Le 20 avril 2020, le conseil d'administration a décidé de suspendre tous les paiements de dividendes.

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS PAR SECTEUR

INFORMATION SECTORIELLE

La Société fournit des informations sur quatre secteurs isolables :

- FinishMaster États-Unis :** distribution de peintures automobile, de revêtements industriels et d'accessoires connexes représentant FinishMaster, Inc. au sein du marché américain;
- Produits automobiles Canada :** distribution de produits destinés au marché secondaire de l'automobile, incluant la peinture automobile, les revêtements industriels et les accessoires connexes, par l'entremise du réseau canadien;
- GSF Car Parts Royaume-Uni :** distribution d'équipements d'origine et de pièces du marché secondaire de l'automobile, servant des clients locaux et nationaux à travers le Royaume-Uni; et
- Siège social et autres :** dépenses du siège social et autres dépenses principalement liées à la structure de financement.

La mesure de rentabilité utilisée par la Société pour évaluer la performance des résultats obtenus par secteur est le BAI ajusté.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – FINISHMASTER ÉTATS-UNIS

Ventes

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|---|---|------------|--|------------|
| | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ventes | 167 788 | 154 657 | 672 124 | 653 720 |
| | | % | | % |
| Variation des ventes | 13 131 | 8,5 | 18 404 | 2,8 |
| Incidence du nombre de jours de facturation | — | — | 5 168 | 0,8 |
| Croissance organique | 13 131 | 8,5 | 23 572 | 3,6 |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La croissance des ventes et la croissance organique ont été de 8,5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, toutes les régions ayant contribué positivement.

Ce secteur a affiché une croissance organique positive pour un troisième trimestre consécutif, stimulée par une reprise générale du marché.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les ventes ont augmenté de 2,8 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, grâce à une croissance organique de 3,6 %, en partie contrebalancée par l'incidence négative d'un nombre différent de jours de facturation.

ANALYSE DES RÉSULTATS PAR SECTEUR (SUITE)

BAIIA et BAI

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | | |
|---|---|-------|---------|--|---------|---------|
| | 2021 | 2020 | | 2021 | 2020 | |
| | \$ | \$ | % | \$ | \$ | % |
| BAIIA | 15 387 | 8 229 | 87,0 % | 31 280 | 24 532 | 27,5 % |
| <i>Marge du BAIIA</i> | 9,2 % | 5,3 % | | 4,7 % | 3,8 % | |
| Changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks ⁽¹⁾ | — | — | | 20 600 | — | |
| Rémunération à base d'actions | 842 | 52 | | 1 367 | 88 | |
| Éléments spéciaux | (635) | 126 | | 2 119 | 8 319 | |
| BAIIA ajusté | 15 594 | 8 407 | 85,5 % | 55 366 | 32 939 | 68,1 % |
| <i>Marge du BAI ajusté</i> | 9,3 % | 5,4 % | | 8,2 % | 5,0 % | |
| BAI | 9 573 | 1 466 | 553,0 % | 7 386 | (3 004) | 345,9 % |
| <i>Marge du BAI</i> | 5,7 % | 0,9 % | | 1,1 % | (0,5) % | |
| Changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks ⁽¹⁾ | — | — | | 20 600 | — | |
| Rémunération à base d'actions | 842 | 52 | | 1 367 | 88 | |
| Éléments spéciaux | (635) | 126 | | 2 119 | 8 319 | |
| BAI ajusté | 9 780 | 1 644 | 494,9 % | 31 472 | 5 403 | 482,5 % |
| <i>Marge du BAI ajusté</i> | 5,8 % | 1,1 % | | 4,7 % | 0,8 % | |

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice 2021, la Société a effectué une analyse détaillée de ses stocks et des méthodologies de provisionnement des stocks dans tous les secteurs. À la suite de l'examen des hypothèses sous-jacentes utilisées, une charge ponctuelle d'obsolescence de 20 600 \$ a été comptabilisée, principalement en raison d'une mise à jour de la consommation des produits concernés. (Pour plus de renseignements, voir la note 5 aux états financiers consolidés.)

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les marges du BAIIA ajusté et du BAI ajusté ont augmenté respectivement de 3,9 % et de 4,7 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, grâce à l'augmentation du volume des ventes et de rabais, à la hausse de la marge brute et à l'amélioration de l'absorption des coûts fixes. Au cours du trimestre correspondant de 2020, ce secteur a été affecté par des rabais plus faibles en raison de la diminution des achats résultant de l'optimisation des niveaux de stock.

Depuis le troisième trimestre de 2020, ce secteur n'a cessé de présenter un BAIIA ajusté trimestriel supérieur à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en dollars et en pourcentage des ventes, grâce aux mesures mises en place et à une reprise plus importante du marché.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les marges du BAIIA ajusté et du BAI ajusté ont augmenté respectivement de 3,2 % et de 3,9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Cette performance est attribuable aux incitatifs supplémentaires des fournisseurs et aux augmentations de prix, aux initiatives de réduction des coûts, y compris l'optimisation des effectifs, au regroupement de magasins exploités par la Société, ainsi qu'au contrôle diligent de l'ensemble des dépenses discrétionnaires. Les résultats ont également bénéficié d'un renversement partiel de la provision pour créances douteuses en raison d'un meilleur recouvrement. Au cours de la période de douze mois de l'exercice précédent, ce secteur avait été affecté par des dépenses supplémentaires liées à l'obsolescence des stocks et aux créances irrécouvrables.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – PRODUITS AUTOMOBILES CANADA**Ventes**

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|---|---|------------|--|-------------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ | 2021 \$ | 2020 \$ |
| Ventes | 135 961 | 124 908 | 540 879 | 485 388 |
| | | % | | % |
| Variation des ventes | 11 053 | 8,8 | 55 491 | 11,4 |
| Incidence de la conversion du dollar canadien | (4 710) | (3,8) | (35 042) | (7,2) |
| Incidence du nombre de jours de facturation | 1 089 | 0,9 | 2 615 | 0,5 |
| Acquisitions | (520) | (0,4) | (2 659) | (0,5) |
| Croissance organique | 6 912 | 5,5 | 20 405 | 4,2 |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les ventes ont augmenté de 8,8 % par rapport au trimestre correspondant de 2020, soutenues par la force du dollar canadien et l'incidence des entreprises acquises qui ont intégré le réseau au cours des douze derniers mois, contrebalancée par l'incidence négative d'un nombre différent de jours de facturation. Une fois ces facteurs exclus, les ventes ont augmenté organiquement de 5,5 %.

Cette augmentation des ventes organiques s'explique par une hausse de la demande et une augmentation des prix au cours du trimestre considéré. Les ventes restent solides au Canada, malgré les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, et elles ont dépassé les niveaux de 2019.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les ventes ont augmenté de 11,4 %, par rapport à la période correspondante de 2020, en grande partie grâce à l'appréciation du dollar canadien et à une croissance organique de 4,2 %, pour l'essentiel survenue au cours du deuxième trimestre de 2021, le deuxième trimestre de 2020 ayant été durement affecté par la pandémie.

Cette augmentation des ventes organiques est le résultat d'une demande accrue et d'une hausse des prix.

ANALYSE DES RÉSULTATS PAR SECTEUR (SUITE)

BAIIA et BAI

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | | |
|---|---|--------|--------|--|--------|--------|
| | 2021 | 2020 | | 2021 | 2020 | |
| | \$ | \$ | % | \$ | \$ | % |
| BAIIA | 14 702 | 12 722 | 15,6 % | 59 872 | 41 273 | 45,1 % |
| <i>Marge du BAIIA</i> | 10,8 % | 10,2 % | | 11,1 % | 8,5 % | |
| Changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks ⁽¹⁾ | 948 | — | | 948 | — | |
| Rémunération à base d'actions | 1 091 | 100 | | 1 649 | 219 | |
| Éléments spéciaux | 73 | 648 | | 1 032 | 6 748 | |
| BAIIA ajusté | 16 814 | 13 470 | 24,8 % | 63 501 | 48 240 | 31,6 % |
| <i>Marge du BAI ajusté</i> | 12,4 % | 10,8 % | | 11,7 % | 9,9 % | |
| BAI | 9 733 | 9 190 | 5,9 % | 40 053 | 22 034 | 81,8 % |
| <i>Marge du BAI</i> | 7,2 % | 7,4 % | | 7,4 % | 4,5 % | |
| Changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks ⁽¹⁾ | 948 | — | | 948 | — | |
| Rémunération à base d'actions | 1 091 | 100 | | 1 649 | 219 | |
| Éléments spéciaux | 73 | 648 | | 1 032 | 6 748 | |
| BAI ajusté | 11 845 | 9 938 | 19,2 % | 43 682 | 29 001 | 50,6 % |
| <i>Marge du BAI ajusté</i> | 8,7 % | 8,0 % | | 8,1 % | 6,0 % | |

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice 2021, la Société a effectué une analyse détaillée de ses stocks et des méthodologies de provisionnement des stocks dans tous les secteurs. À la suite de l'examen des hypothèses sous-jacentes utilisées, une charge ponctuelle d'obsolescence de 948 \$ a été comptabilisée, principalement en raison d'une mise à jour de la consommation des produits concernés. (Pour plus de renseignements, voir la note 5 aux états financiers consolidés.)

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La marge du BAIIA ajusté a augmenté de 1,6 % et la marge du BAI ajusté a augmenté de 0,7 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à des rabais supplémentaires accordés par les fournisseurs, à l'assortiment de produits et à des augmentations de prix.

Ces avantages ont été partiellement contrebalancés par des pertes de change, tandis que le quatrième trimestre de 2020 a bénéficié de gains de change, ainsi que d'une augmentation des incitatifs à court terme qui est conforme à la performance d'exploitation du secteur.

L'amélioration de la marge du BAI est principalement attribuable à la marge du BAIIA ajusté et a été partiellement contrebalancée par des charges d'amortissement supplémentaires en raison des récentes dépenses d'investissement et par les intérêts sur les obligations locatives.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La marge du BAIIA ajusté pour la période de douze mois de 2021 a augmenté de 1,8 % et la marge du BAI ajusté a augmenté de 2,1 %, par rapport à 2020. Cette hausse est principalement attribuable à des rabais supplémentaires accordés par les fournisseurs, à l'assortiment de produits et à des augmentations de prix.

Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par des charges salariales plus élevées, la période de douze mois de 2020 ayant bénéficié de subventions gouvernementales de 3 301 \$ pour les salaires, et par des dépenses plus élevées d'incitatifs à court terme en 2021 en raison de la performance d'exploitation du secteur.

L'amélioration de la marge du BAI est principalement attribuable à la marge du BAIIA ajusté et a été partiellement contrebalancée par les intérêts sur les obligations locatives.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – GSF CAR PARTS PARTS ROYAUME-UNI

Ventes

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|--|---|---------------|--|----------------|
| | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ventes | 96 426 | 86 681 | 399 797 | 332 708 |
| | | % | | % |
| Variation des ventes | 9 745 | 11,2 | 67 089 | 20,2 |
| Incidence de la conversion de la livre sterling | (2 271) | (2,6) | (25 869) | (7,8) |
| Incidence du nombre de jours de facturation | — | — | 1 240 | 0,4 |
| Perte de ventes découlant du regroupement de magasins exploités par la Société | — | — | 1 185 | 0,3 |
| Croissance organique | 7 474 | 8,6 | 43 645 | 13,1 |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les ventes ont augmenté de 11,2 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement grâce à une croissance organique de 8,6 % et à une livre sterling forte par rapport au dollar américain au cours du trimestre considéré de 2021.

La croissance organique du secteur a continué de s'améliorer au cours du trimestre et les ventes sont similaires à celles de 2019 pour le trimestre considéré.

Au cours du trimestre considéré, ce secteur a ouvert deux nouveaux magasins exploités par la Société dans le cadre de sa stratégie de croissance. L'incidence sur les ventes du trimestre a été minime.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les ventes ont augmenté de 20,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette performance est attribuable à une croissance organique de 13,1 % et à une livre sterling forte par rapport au dollar américain au cours de la période de douze mois de 2021, contrebalançant la variation défavorable du nombre de jours de facturation, ainsi que la perte de ventes prévue découlant du regroupement de magasins exploités par la Société au cours des douze derniers mois.

La croissance organique provient en grande partie du deuxième trimestre de 2021, le trimestre comparable de 2020 ayant été fortement affecté par la pandémie.

ANALYSE DES RÉSULTATS PAR SECTEUR (SUITE)

BAIIA et BAI

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | | |
|---|---|------------|---------|--|------------|-----------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ | % | 2021 \$ | 2020 \$ | % |
| BAIIA | 6 519 | 6 723 | (3,0) % | 32 796 | 15 239 | 115,2 % |
| <i>Marge du BAIIA</i> | 6,8 % | 7,8 % | | 8,2 % | 4,6 % | |
| Changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks ⁽¹⁾ | 71 | — | | 71 | — | |
| Rémunération à base d'actions | 527 | (79) | | 948 | 67 | |
| Éléments spéciaux | 247 | 11 | | 3 006 | 5 208 | |
| BAIIA ajusté | 7 364 | 6 655 | 10,7 % | 36 821 | 20 514 | 79,5 % |
| <i>Marge du BAI ajusté</i> | 7,6 % | 7,7 % | | 9,2 % | 6,2 % | |
| BAI | 2 338 | 1 771 | 32,0 % | 14 101 | (3 924) | 459,4 % |
| <i>Marge du BAI</i> | 2,4 % | 2,0 % | | 3,5 % | (1,2) % | |
| Changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks ⁽¹⁾ | 71 | — | | 71 | — | |
| Rémunération à base d'actions | 527 | (79) | | 948 | 67 | |
| Éléments spéciaux | 247 | 11 | | 3 006 | 5 208 | |
| BAI ajusté | 3 183 | 1 703 | 86,9 % | 18 126 | 1 351 | 1 241,7 % |
| <i>Marge du BAI ajusté</i> | 3,3 % | 2,0 % | | 4,5 % | 0,4 % | |

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice 2021, la Société a effectué une analyse détaillée de ses stocks et des méthodologies de provisionnement des stocks dans tous les secteurs. À la suite de l'examen des hypothèses sous-jacentes utilisées, une charge ponctuelle d'obsolescence de 71 \$ a été comptabilisée, principalement en raison d'une mise à jour de la consommation des produits concernés. (Pour plus de renseignements, voir la note 5 aux états financiers consolidés.)

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La marge du BAIIA ajusté a baissé de 0,1 % tandis que la marge du BAI ajusté a augmenté de 1,3 % par rapport au trimestre correspondant de 2020. Le quatrième trimestre de 2020 avait bénéficié de subventions gouvernementales pour les coûts d'occupation de 1 030 \$, ou 1,2 % des ventes. Cet élément a été contrebalancé par la performance attribuable au volume supplémentaire des ventes, à la hausse de la marge brute en raison de l'augmentation des rabais des fournisseurs et à une meilleure absorption des coûts fixes. De plus, les amortissements et les intérêts sur les obligations locatives ont diminué par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, conformément à l'optimisation globale amorcée au cours de l'exercice précédent.

Depuis le troisième trimestre de 2020, ce secteur n'a cessé de présenter un BAIIA ajusté et un BAI ajusté trimestriels, en dollars, supérieurs à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La marge du BAIIA ajusté et la marge du BAI ajusté ont augmenté respectivement de 3,0 % et 4,1 % par rapport à la période correspondante de 2020, essentiellement pour les mêmes facteurs que ceux mentionnés pour le trimestre et également en raison d'augmentations de prix. En outre, la période considérée a été affectée par des dépenses plus élevées d'incitatifs à court terme en raison de la performance du secteur.

Au cours de la période de douze mois de 2020, les marges ont été affectées par des provisions supplémentaires pour l'obsolescence des stocks et les créances irrécouvrables, qui étaient spécifiques au ralentissement économique au Royaume-Uni.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – SIÈGE SOCIAL ET AUTRES

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | | |
|---|---|------------|--------|--|------------|-----------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ | % | 2021 \$ | 2020 \$ | % |
| BAIIA | (5 295) | (6 215) | 14,8 % | (32 065) | (16 400) | (95,5) % |
| Rémunération à base d'actions | 2 714 | 1 452 | | 7 416 | 3 606 | |
| Éléments spéciaux | 240 | 1 658 | | 15 657 | 3 893 | |
| BAIIA ajusté | (2 341) | (3 105) | 24,6 % | (8 992) | (8 901) | 1,0 % |
| BAI | (11 333) | (14 948) | 24,2 % | (59 737) | (50 410) | (218,5) % |
| Rémunération à base d'actions | 2 714 | 1 452 | | 7 416 | 3 606 | |
| Éléments spéciaux | 240 | 1 658 | | 15 657 | 3 893 | |
| Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de GSF Car Parts | 1 089 | 1 065 | | 4 444 | 4 146 | |
| Radiation des frais de financement différés | 1 688 | — | | 1 688 | — | |
| BAI ajusté | (5 602) | (10 773) | 48,0 % | (30 532) | (38 765) | 21,2 % |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Le secteur Siège social et autres a affiché des dépenses inférieures à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation favorable résulte principalement de la baisse des honoraires professionnels et du niveau général des dépenses liées à la rationalisation des coûts corporatifs, partiellement contrebalancée par la hausse des dépenses de rémunération variable.

Le BAI ajusté s'est amélioré de 5 171 \$, en raison de la diminution des intérêts sur la dette à long terme, à la suite des modifications apportées à la facilité de crédit en 2021, combinée à une réduction du niveau d'endettement.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Le secteur Siège social et autres a affiché un BAIIA ajusté similaire à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. La légère augmentation résulte principalement des incitatifs à court terme en raison de la performance globale de la Société, tandis que l'exercice 2020 a bénéficié de mises à pieds temporaires et d'une réduction des salaires en réponse à la pandémie, qui a contrebalancé l'effet favorable provenant du niveau général plus faible des dépenses liées à la rationalisation des coûts de l'entreprise.

Le secteur Siège social et autres a présenté une variation favorable de son BAI ajusté, car la période de douze mois de 2020 avait été affectée par une perte de 3 054 \$ sur l'extinction de la dette. De plus, la période de douze mois de 2021 a bénéficié d'une baisse des intérêts sur la dette à long terme, en raison des modifications de la facilité de crédit en 2021, combinée au remboursement partiel de la dette.

FLUX DE TRÉSORERIE

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|---|---|--------|--|---------|
| | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | 28 462 | 48 341 | 114 069 | 132 613 |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Le niveau inférieur des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, par rapport au trimestre correspondant de 2020, est principalement attribuable au fonds de roulement et au calendrier d'exploitation en raison de l'augmentation des ventes, combinée à l'augmentation des achats de stocks au cours du trimestre considéré de 2021 et au calendrier des décaissements. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par une amélioration de la rentabilité combinée à une baisse des intérêts payés au cours de la période, en raison des modifications apportées à la facilité de crédit en 2021, ainsi qu'à un niveau d'endettement moyen plus faible.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont baissé par rapport à la période correspondante de 2020. Cela s'explique principalement par la gestion du fonds de roulement et par des niveaux de stocks plus stables d'un exercice à l'autre, principalement attribuables aux importantes mesures d'optimisation des stocks prises à l'exercice précédent. Ces éléments ont été largement contrebalancés par l'amélioration de la rentabilité combinée à un calendrier différent des décaissements requis dans le cadre du programme de financement des comptes fournisseurs, ainsi que des transactions touchant les créditeurs et charges à payer.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|---|---|---------|--|----------|
| | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | (9 213) | (6 524) | (25 506) | (18 582) |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Des sorties de trésorerie plus importantes ont été nécessaires dans les activités d'investissement, par rapport au trimestre correspondant de 2020. La Société investit dans la modernisation de la flotte de véhicules et le développement de logiciels liés aux initiatives de productivité et de vente, alors qu'au cours du quatrième trimestre de 2020, ces dépenses avaient été réduites. De plus, la Société a effectué d'autres investissements au moyen d'incitatifs accordés aux clients dans le secteur FinishMaster États-Unis. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'acquisition d'une entreprise en 2020 par le secteur Produits automobiles Canada.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les sorties de trésorerie plus élevées qui ont été nécessaires dans les activités d'investissement, par rapport à la période correspondante de 2020, sont principalement attribuables aux mêmes facteurs ayant affecté le trimestre, partiellement contrebalancés par une acquisition d'entreprise plus importante conclue à l'exercice précédent par le secteur Produits automobiles Canada.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|---|---|----------------|--|-----------------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ | 2021 \$ | 2020 \$ |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | (14 335) | (7 289) | (114 771) | (96 174) |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La variation des flux de trésorerie affectés aux activités de financement s'explique principalement par le financement, au cours du trimestre actuel, d'une fiducie (la « Fiducie d'actions ») visant à acheter des actions ordinaires de la Société sur le marché libre, qui seront utilisées pour le règlement d'unités d'actions restreintes (« UAR ») octroyées en vertu du régime d'unités d'actions restreintes (« régime UAR ») de la Société.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La variation des flux de trésorerie affectés aux activités de financement, par rapport à la période correspondante de 2020, découle principalement du remboursement partiel de la facilité de crédit en 2021 grâce aux fonds générés par les opérations combinés à la trésorerie disponible.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

En juin 2021, la Société a revu sa définition des flux de trésorerie disponibles afin de mieux refléter le montant des fonds disponibles pour gérer la croissance, rembourser la dette, réinvestir dans la Société et tirer parti des diverses opportunités qui se présentent dans le marché. Par conséquent, les chiffres comparatifs présentés ci-dessous ont été ajustés.

| | Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre | | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|--|---|---------------|--|----------------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ | 2021 \$ | 2020 \$ |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | 28 462 | 48 341 | 114 069 | 132 613 |
| Avances aux marchands membres et incitatifs accordés aux clients | (3 558) | (1 844) | (13 118) | (7 412) |
| Remboursements d'avances à des marchands membres | 520 | 953 | 4 897 | 3 485 |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | (5 097) | (1 479) | (11 056) | (5 932) |
| Produit de la disposition d'immobilisations corporelles | 283 | 1 044 | 1 152 | 1 813 |
| Acquisitions et développement d'immobilisations incorporelles | (986) | (954) | (4 492) | (2 291) |
| Flux de trésorerie disponibles | 19 624 | 46 061 | 91 452 | 122 276 |

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La diminution des flux de trésorerie disponibles par rapport au trimestre correspondant de 2020 est principalement attribuable au calendrier différent d'encaissement des débiteurs et autres créances et à l'augmentation des achats de stocks, ce qui a donné lieu à une baisse des flux de trésorerie générés par le fonds de roulement, ainsi qu'aux investissements à valeur ajoutée tels que la modernisation de la flotte de véhicules et le développement de logiciels liés aux initiatives de productivité, et à l'augmentation des investissements au moyen d'incitatifs accordés aux clients.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué, par rapport à la période correspondante de 2020, en raison d'un fonds de roulement globalement plus stable d'un exercice à l'autre, des dépenses d'investissement liées à l'amélioration de la productivité et de l'augmentation des investissements au moyen d'incitatifs accordés aux clients.

FINANCEMENT

DETTE À LONG TERME ET FACILITÉS DE CRÉDIT

| | Échéance | Taux d'intérêt effectif | Portion courante | Aux 31 décembre | |
|--|-------------|-------------------------|------------------|-----------------|---------|
| | | | | 2021 | 2020 |
| | | | \$ | \$ | \$ |
| Facilité de crédit renouvelable, taux variables ⁽¹⁾ | 2025 | 1,81 % à 3,95 % | — | 235 384 | 103 379 |
| Facilités de crédit à terme, taux variables ⁽¹⁾ | - | - | — | — | 215 000 |
| Frais de financement différés | - | - | — | (603) | (2 212) |
| Obligations locatives – véhicules, taux variables | 2022 à 2026 | 0,50 % à 4,28 % | 2 215 | 4 071 | 7 372 |
| Obligations locatives – bâtiments, taux variables | 2022 à 2033 | 1,32 % à 7,84 % | 24 792 | 98 526 | 101 057 |
| Autres | 2022 | - | 8 | 8 | 35 |
| | | | 27 015 | 337 386 | 424 631 |
| Portion courante de la dette à long terme | | | | 27 015 | 28 342 |
| Dettes à long terme | | | | 310 371 | 396 289 |

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2021, un montant en capital de 209 496 \$ de la facilité de crédit renouvelable était désigné comme couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères (210 917 \$ de la facilité de crédit renouvelable et des facilités de crédit à terme au 31 décembre 2020).

Facilité de crédit renouvelable et facilités de crédit à terme

En juin 2021, la Société a conclu une convention de crédit modifiée et mise à jour (la « première convention de crédit modifiée »). Aux termes de la première convention de crédit modifiée, le montant total disponible en vertu de la facilité de crédit a été réduit, pour passer de 565 000 \$ à 500 000 \$, et comprend une facilité de crédit renouvelable à long terme garantie de 350 000 \$ ainsi que deux facilités de crédit à terme garanties pour un montant en capital de 150 000 \$.

En août, octobre et novembre 2021, la Société a volontairement remboursé respectivement 35 000 \$, 7 000 \$ et 5 000 \$ des 150 000 \$ impayés en vertu des facilités de crédit à terme et ce, sans pénalité. À la suite de ces remboursements partiels, le montant total disponible en vertu de la facilité de crédit a été réduit à 453 000 \$.

En décembre 2021, la Société a conclu une seconde convention de crédit modifiée et mise à jour (la « seconde convention de crédit modifiée »). Aux termes de la seconde convention de crédit modifiée, le montant total disponible en vertu de la facilité de crédit a été réduit à 400 000 \$ (incluant une disposition accordéon de 200 000 \$) par suite de la conversion en une unique facilité de crédit renouvelable à long terme garantie, et de l'annulation immédiate des facilités de crédit à terme.

La facilité de crédit renouvelable est garantie par une hypothèque de premier rang sur tous les actifs de la Société. La facilité de crédit renouvelable peut être remboursée en tout temps sans pénalité et vient à échéance le 30 juin 2025. La facilité de crédit renouvelable est disponible en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling.

En raison de la réforme des taux d'intérêt de référence, la Société a partiellement modifié les taux d'intérêt variables applicables mentionnés dans la convention de crédit. Au 31 décembre 2021, les taux étaient fondés sur le Libor, le Libor en euro, le SONIA, les taux des acceptations bancaires, le taux de base américain ou les taux préférentiels (Libor, Libor en euro, Libor en livres sterling, taux des acceptations bancaires, taux de base américain ou taux préférentiels en 2020) majorés des marges applicables.

Au 31 décembre 2021, la Société bénéficie d'environ 186 000 \$ en liquidités disponibles, plus une disposition an accordéon de 200 000 \$ (285 000 \$ au 31 décembre 2020). Les liquidités disponibles sont sujettes aux clauses financières.

Lettres de crédit en vertu de la facilité de crédit renouvelable

En vertu de la facilité de crédit renouvelable, un montant maximum de 20 000 \$ est disponible aux fins de l'émission de lettres de crédit en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. Les taux d'intérêt variables applicables sont basés sur les marges applicables.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 18 décembre 2019, la Société a émis des débetures convertibles subordonnées non garanties de premier rang d'un capital de 125 000 \$ CA. Les débetures convertibles ont été offertes au prix de 1 000 \$ CA par tranche de 1 000 \$ CA de capital de débetures et portent intérêt à un taux de 6,00 % annuellement, payable semestriellement à terme échu les 18 juin et 18 décembre de chaque année. Les débetures convertibles ont une échéance de 7 ans à partir de leur date d'émission et sont convertibles en actions ordinaires de la Société au gré du détenteur au prix de 13,57 \$ CA par action, ce qui représente un taux de conversion de 73,69 actions par 1 000 \$ CA de capital de débetures. La composante capitaux propres des débetures a été établie comme étant l'écart entre la juste valeur des débetures convertibles et la juste valeur de la composante passif, laquelle a été déterminée en utilisant un taux d'intérêt effectif de 8,25 %.

FINANCEMENT (SUITE)

En août 2021, des débetures convertibles de la Société d'un capital de 15 000 \$ CA ont été converties en 1 105 380 actions ordinaires à un prix de 13,57 \$ CA par action, réduisant à 110 000 \$ CA le capital total des débetures convertibles subordonnées et non garanties de premier rang. Conséquemment, la composante capitaux propres des débetures convertibles a été réduite de 988 \$ (nette d'impôt de 419 \$).

Le tableau suivant présente les variations de la composante passif :

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|----------------------------------|--------------------------------|--------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Solde au début de la période | 87 728 | 84 505 |
| Conversion en actions ordinaires | (10 795) | — |
| Charge de désactualisation | 1 348 | 1 193 |
| Écarts de conversion | 46 | 2 030 |
| | 78 327 | 87 728 |

PROGRAMME DE FINANCEMENT DES COMPTES FOURNISSEURS

La Société bénéficie d'un programme de financement de ses comptes fournisseurs. Selon ce programme, les institutions financières font des paiements accélérés escomptés aux fournisseurs et la Société, de son côté, effectue les paiements aux institutions financières en fonction de nouveaux délais de règlement plus long convenus avec ces dernières.

Au 31 décembre 2021, des créiteurs d'Uni-Sélect d'un montant de 29 196 \$ étaient assujettis à des délais de règlement plus long et un montant de 40 786 \$ était utilisé aux termes du programme (respectivement 72 829 \$ et 85 156 \$ au 31 décembre 2020). Ces montants sont présentés dans les « créiteurs et charges à payer » aux états consolidés de la situation financière. Ce programme est disponible sur demande de la Société et peut être modifié par l'une ou l'autre des parties. Au 31 décembre 2021, la limite autorisée par les institutions financières était de 100 000 \$.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Instruments financiers dérivés – couverture du risque de change

La Société a conclu des contrats à terme afin d'atténuer les risques de change auxquels elle est exposée, principalement en raison des achats prévus qui sont réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. Les contrats à terme consolidés en cours au 31 décembre 2021 sont présentés comme suit :

| Monnaies (vendues/achetées) | Échéance | Taux moyen ⁽¹⁾ | Montant nominal ⁽²⁾ |
|------------------------------------|-----------------------|---------------------------|--------------------------------|
| | | | \$ |
| Dollar canadien / dollar américain | Jusqu'en octobre 2022 | 0,79 | 10 777 |
| Livre sterling / dollar américain | Jusqu'en mars 2022 | 1,37 | 1 690 |
| Livre sterling / EURO | Jusqu'en mars 2022 | 1,16 | 883 |

⁽¹⁾ Les taux correspondent au nombre d'unités de la monnaie achetée pour une unité de la monnaie vendue.

⁽²⁾ Les taux de change au 31 décembre 2021, ont été utilisés pour convertir les montants en monnaies étrangères.

Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie – couverture du risque de taux d'intérêt

En 2017, la Société a conclu des contrats de swap de taux d'intérêt pour un montant nominal de 70 000 £ (70 000 £ au 31 décembre 2020) afin de couvrir les flux d'intérêts variables relatifs à une portion des facilités de crédit renouvelable et à terme de la Société. Jusqu'à leurs échéances en juillet 2021, ces contrats de swap fixaient les flux d'intérêts à 0,955 % (0,955 % au 31 décembre 2020).

Au cours du quatrième trimestre de 2021, la Société a conclu de nouveaux contrats de swap de taux d'intérêt pour un montant nominal de 100 000 \$ afin de couvrir les flux d'intérêts variables relatifs à une portion de la facilité de crédit renouvelable de la Société. Jusqu'à leur échéance, ces contrats de swap fixent le taux d'intérêt du montant nominal à 1,146 %.

Instruments financiers dérivés – couverture des coûts liés aux paiements fondés sur des actions

En 2016, la Société a conclu des contrats de swap sur actions dans le but de gérer l'incidence sur les résultats découlant de la volatilité liée au prix du marché de ses actions ordinaires. Jusqu'à ce que les contrats de swap sur actions aient été résiliés en août 2021, ils visaient l'équivalent de 180 157 actions ordinaires de la Société (180 157 actions au 31 décembre 2020). Au cours du troisième trimestre de 2021, la Société a résilié les contrats de swap pour un coût s'élevant à 1 834 \$.

FINANCEMENT (SUITE)

Besoins en liquidités

À l'aide des différents outils de financement cités précédemment, combinés à sa capacité de générer des flux de trésorerie, la Société est en mesure de combler tant ses besoins d'exploitation que contractuels et de soutenir ses différentes initiatives stratégiques de croissance future.

BESOINS OPÉRATIONNELS

En 2022, la Société compte investir dans les éléments suivants :

- Dépenses d'investissements pour la modernisation du réseau et des centres de distribution;
- Expansion du réseau des magasins exploités par la Société;
- Projets de technologie de l'information;
- Investissements au moyen d'incitatifs accordés aux clients.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Paievements minimums futurs

Au 31 décembre 2021, les remboursements de capital sur la dette à long terme, les débetures convertibles et les obligations locatives se présentaient comme suit :

| | Au 31 décembre 2021 | | | |
|---|---------------------|---------------------------|-------------------|-------------------|
| | Valeur comptable | Échéance de moins d'un an | Un an à trois ans | Plus de trois ans |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Dette à long terme (à l'exception des obligations locatives et des frais de financement) ⁽¹⁾ | 235 392 | 8 | — | 235 384 |
| Obligations locatives – véhicules ⁽²⁾ | 4 071 | 2 215 | 1 755 | 101 |
| Obligations locatives – bâtiments ⁽²⁾ | 98 526 | 24 792 | 38 024 | 35 710 |
| Débetures convertibles ⁽³⁾ | 78 327 | — | — | 78 327 |

⁽¹⁾ N'incluent pas les obligations relatives aux intérêts de la dette.

⁽²⁾ Incluent les obligations relatives aux intérêts.

⁽³⁾ Incluent seulement les obligations relatives aux intérêts au titre de la désactualisation.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

La Société offre à la fois à des régimes de retraite à prestations définies et des régimes de retraite à cotisations définies.

Les régimes de retraite à prestations définies incluent un régime de retraite enregistré de base, un régime de retraite enregistré pour la haute direction et un régime complémentaire de retraite non enregistré pour certains des membres de la haute direction. Les prestations liées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les deux régimes de retraite enregistrés sont capitalisés par la Société et par les participants des régimes. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont fondées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société.

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la Société prévoit verser aux régimes à prestations définies des cotisations d'environ 1 470 \$. (Pour plus de renseignements, voir la note 17 aux états financiers consolidés.)

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Garanties

En vertu des conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à un prix équivalant à 60 % du coût des stocks pour un montant maximum de 41 604 \$ au 31 décembre 2021 (à un prix équivalant à 60 % et pour un maximum de 44 162 \$ au 31 décembre 2020). Dans l'éventualité d'une défaillance par un client, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Société. Ces conventions sont de durées indéterminées. De l'avis de la direction et selon l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis en vertu de ces conventions et que des pertes soient subies puisque la valeur des actifs détenus en garantie est supérieure aux obligations financières de la Société.

Facilité de lettre de crédit

Les lettres de crédit de la Société ont été émises pour garantir les paiements de certains avantages sociaux aux employés et de certains achats de stocks des filiales. Les lettres de crédit ne sont pas comptabilisées à titre de passifs dans la « Dette à long terme » de la Société du fait que, le cas échéant, les garanties connexes sont comptabilisées directement dans les états consolidés de la situation financière de la Société.

FINANCEMENT (SUITE)

Selon les termes de sa facilité de crédit, la Société a émis des lettres de crédit totalisant 6 346 \$ au 31 décembre 2021 (15 846 \$ au 31 décembre 2020).

STRUCTURE DU CAPITAL

LIGNES DIRECTRICES ET POLITIQUES DE FINANCEMENT À LONG TERME

Guidée par une philosophie de maintenir sa base d'actifs à son minimum tout en maximisant l'utilisation de celle-ci, la Société surveille les ratios suivants afin de maintenir une flexibilité dans la structure de son capital :

- un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres;
- un ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres;
- un ratio de l'endettement total net sur le BAIIA ajusté; et
- un rendement ajusté du total des capitaux propres moyens.

Ces ratios ne représentent pas les calculs exigés pour le respect des engagements bancaires, mais ceux que la Société juge pertinents de surveiller afin de conserver une souplesse dans sa structure du capital. (Pour plus de renseignements sur le calcul, voir la section « Mesures financières non conformes aux PCGR ».)

De plus, la direction gère en continu les éléments de son fonds de roulement afin d'améliorer le cycle de conversion de la trésorerie, en particulier en optimisant les niveaux de stocks, en assurant un recouvrement des débiteurs dans un délai convenable et en gérant activement les délais de règlement, y compris par le biais du programme de financement des comptes fournisseurs.

Le tableau suivant présente les composantes utilisées dans le calcul des ratios d'endettement :

| | Aux 31 décembre | |
|--|-----------------|---------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Trésorerie | 28 156 | 54 379 |
| Dette à long terme (selon le tableau de la dette à long terme ci-haut) | 337 386 | 424 631 |
| Endettement total net (la dette à long terme, nette de la trésorerie) | 309 230 | 370 252 |
| Débiteures convertibles | 78 327 | 474 055 |
| Total des capitaux propres | 495 965 | 561 783 |
| Total des capitaux propres (incluant les débiteures convertibles) ⁽¹⁾ | 574 292 | 561 783 |

Le tableau suivant présente les ratios d'endettement :

| | Aux 31 décembre | |
|---|-----------------|---------|
| | 2021 | 2020 |
| | % | % |
| Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres ⁽¹⁾ | 35,0 % | 39,7 % |
| Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres ⁽¹⁾ | 58,7 % | 75,6 % |
| Ratio de l'endettement total net sur le BAIIA ajusté | 2,11 x | 3,99 x |
| Rendement du total des capitaux propres moyens | 0,2 % | (6,5) % |
| Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens | 9,3 % | (1,8) % |

⁽¹⁾ Les débiteures convertibles sont présentées en tant que passif dans l'état consolidé de la situation financière, mais sont considérées comme des capitaux propres aux fins de calcul de ces ratios.

Le niveau d'endettement a diminué au cours de la période de douze mois close le 31 décembre 2021, résultat d'une gestion active de la trésorerie par la Société, ainsi que de l'amélioration de la rentabilité des opérations.

Le ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres s'est amélioré de 4,7 % principalement grâce à la réduction de l'endettement total net.

Le ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres s'est amélioré de 16,9 %, principalement en raison de la réduction de la dette à long terme.

Le ratio d'endettement total net sur le BAIIA ajusté s'est amélioré de 1,88 x, grâce à l'effet combiné d'une rentabilité accrue et d'un endettement total net plus faible.

STRUCTURE DU CAPITAL (SUITE)

Le rendement ajusté du total des capitaux propres moyens s'est amélioré de 11,1 %, principalement en raison d'un résultat ajusté plus élevé provenant de l'amélioration de la performance d'exploitation globale.

CLAUSES FINANCIÈRES RESTRICTIVES

Aux fins de conformité, la Société effectue un suivi régulier de ses clauses restrictives afin de s'assurer qu'elles sont respectées. Au 31 décembre 2021, la Société respectait toutes les clauses.

DIVIDENDES

Aucun dividende n'a été déclaré par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 (dividende de 0,0925 \$ CA par action ordinaire déclaré pour l'exercice clos le 31 décembre 2020). Le 20 avril 2020, le conseil d'administration a décidé de suspendre les paiements de dividendes.

CAPITAL-ACTIONS

Conversion de débetures convertibles en actions ordinaires

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a émis 1 105 380 actions ordinaires (aucune en 2020) à la suite de la conversion de débetures convertibles d'un capital de 15 000 \$ CA, donnant lieu à une augmentation totale du capital-actions de 12 202 \$. Le prix moyen pondéré de conversion des débetures convertibles était de 13,57 \$ CA pour la période.

Émission d'actions ordinaires

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a émis 300 000 actions ordinaires (aucune en 2020) à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 2 993 \$. Le prix d'exercice moyen pondéré des options d'achat d'actions était de 12,34 \$ CA pour la période.

Fiducie d'actions

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a établi une Fiducie d'actions avec un fiduciaire indépendant qui achète des actions sur le marché secondaire et les détient en fiducie au profit des participants au régime UAR. La Fiducie d'actions sera utilisée afin de remettre des actions ordinaires pour le règlement des UAR en vertu du régime UAR (voir la section "Rémunération à base d'actions" pour plus de renseignements). Les actions ordinaires acquises par la Fiducie d'actions sont comptabilisées comme des actions propres.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Fiducie d'actions a acheté 210 300 actions ordinaires d'Uni-Select Inc. pour une contrepartie en espèces de 4 169 \$. Le prix moyen pondéré des actions ordinaires achetées était de 25,50 \$ CA pour la période.

Au 31 décembre 2021, 43 582 380 actions ordinaires étaient en circulation (42 387 300 au 31 décembre 2020), représentant 43 792 680 actions ordinaires émises moins les 210 300 actions détenues par la Fiducie d'actions.

Au 31 janvier 2022, 43 363 557 actions ordinaires étaient en circulation, représentant 43 792 680 actions ordinaires émises moins les 429 123 actions détenues par la Fiducie d'actions.

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Les régimes de rémunération à base d'actions de la Société comprennent un régime d'options d'achat d'actions réglé en instruments de capitaux propres et des régimes réglés en trésorerie, incluant un régime d'unités d'actions différées (« régime UAD ») et un ancien régime d'unités d'actions lié à la performance (« régime UAP 2013 »).

Au cours du quatrième trimestre de 2021, la Société a modifié et mis à jour son régime UAR précédemment réglé en trésorerie. Les UAR peuvent être réglées en actions ordinaires de la Société, à la discrétion du conseil d'administration, en utilisant des actions de la Fiducie d'actions (Pour plus de renseignements, voir la section « Capital-actions »).

Régimes réglés en instruments de capitaux propres

Régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés-cadres et des membres de la direction

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, 690 000 options ont été attribuées aux employés-cadres et aux membres de la direction de la Société (950 000 options en 2020), pour un prix d'exercice moyen de 14,34 \$ CA (12,34 \$ CA en 2020). Au cours de l'exercice, 300 000 options ont été exercées (zéro options en 2020) et 480 942 options ont expiré (415 760 options en 2020).

Au 31 décembre 2021, des options attribuées visant l'émission de 1 153 221 actions ordinaires (1 244 163 actions ordinaires au 31 décembre 2020) étaient en cours aux termes du régime d'options de la Société et 484 773 actions ordinaires (693 831 actions ordinaires au 31 décembre 2020) étaient réservées pour des options additionnelles aux termes du régime d'options.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, une charge de rémunération de 3 224 \$ (1 680 \$ en 2020) a été comptabilisée dans le « Résultat net », et un montant correspondant a été inscrit au « Surplus d'apports ».

STRUCTURE DU CAPITAL (SUITE)

Régime UAR

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, 421 923 UAR réglées en trésorerie ont été converties en unités réglées en instruments de capitaux propres à la suite de la modification et mise à jour du régime UAR. Un montant total de 2 571 \$ a été comptabilisé en « Surplus d'apports » afin de refléter la juste valeur des unités au moment de la modification.

Régimes réglés en trésorerie

Les variations du nombre d'unités d'actions différées (« UAD ») en cours de la Société attribuées en vertu du régime UAD, les unités d'actions liées à la performance (« UAP ») attribuées en vertu du régime UAP 2013 et les UAR (avant la modification du régime UAR) se détaillent comme suit :

| | 2021 | | | 2020 | | |
|---|---------------------------------|----------------|--------------------|----------------|----------------|----------------|
| | DSU | PSU | RSU ⁽¹⁾ | DSU | PSU | RSU |
| | En cours au début de la période | 398 807 | 521 857 | 736 408 | 291 789 | 247 481 |
| Attribuées | 119 450 | 383 976 | 558 278 | 214 543 | 381 643 | 743 279 |
| Rachetées | (187 957) | — | (322 107) | (107 525) | — | — |
| Expirées | — | (610 034) | (386 402) | — | (107 267) | (6 871) |
| Converties en unités réglées en instruments de capitaux propres | — | — | (421 923) | — | — | — |
| | 330 300 | 295 799 | 164 254 | 398 807 | 521 857 | 736 408 |

⁽¹⁾ Les 164 254 UAR restantes ont trait à un départ ayant eu lieu avant la modification et mise à jour du régime UAR et seront par conséquent réglées en trésorerie au cours du premier trimestre de 2022.

La charge de rémunération de chaque régime a été comptabilisée dans les états consolidés des résultats comme suit :

| | 2021 | | | 2020 | | |
|-------------------|-------------------------------|--------------|--------------|------------|----------|--------------|
| | DSU | PSU | RSU | DSU | PSU | RSU |
| | Salaires et avantages sociaux | 5 776 | 2 625 | 3 984 | 657 | — |
| Éléments spéciaux | 467 | — | 3 183 | — | — | — |
| | 6 243 | 2 625 | 7 167 | 657 | — | 1 386 |

Les passifs liés à la rémunération correspondants sont présentés aux états consolidés de la situation financière comme suit :

| | Au 31 décembre 2021 | | |
|--|---------------------|--------------|--------------|
| | \$ | | |
| | DSU | PSU | RSU |
| Portion courante des obligations au titre des prestations définies à long terme ⁽¹⁾ | 640 | 318 | 1 959 |
| Obligations au titre des prestations définies à long terme | 5 480 | 2 272 | — |
| | 6 120 | 2 590 | 1 959 |

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2021, le passif lié à la rémunération relativement à 53 666 UAD, 48 178 UAP et 164 254 UAR était comptabilisé dans les « Crédoiteurs et charges à payer ».

| | Au 31 décembre 2020 | | |
|--|---------------------|-----|-------|
| | \$ | | |
| | DSU ⁽¹⁾ | PSU | RSU |
| Obligations au titre des prestations définies à long terme | 2 490 | — | 1 435 |

⁽¹⁾ Les contrats de swap sur actions ont été résiliés en août 2021 (leur juste valeur correspondait à un passif de 3 193 \$ au 31 décembre 2020).

SITUATION FINANCIÈRE

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la situation financière a été affectée principalement par l'incidence de la conversion du dollar canadien et de la livre sterling en dollar américain, par des éléments spéciaux et par un changement d'estimation, ainsi que par l'incidence des acquisitions d'entreprises comparativement au 31 décembre 2020.

Le tableau suivant présente une analyse des principaux postes des états consolidés de la situation financière :

| | Au 31 décembre 2021 | Au 31 décembre 2020 | Incidence de la conversion \$ CA/\$ US et £/\$ US | Éléments spéciaux et changement d'estimation | Incidence des acquisitions d'entreprises | Variations nettes |
|--|---------------------------|---------------------------|---|---|---|----------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Actifs et passifs courants | | | | | | |
| Débiteurs et autres créances | 195 490 | 188 808 | (671) | — | 270 | 7 083 |
| Stocks | 343 759 | 368 992 | (1 089) | (22 071) | 1 268 | (3 341) |
| Créditeurs et charges à payer | 328 122 | 313 600 | (614) | 12 370 | 30 | 2 736 |
| Actifs et passifs à long terme | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | 147 654 | 155 071 | (392) | (1 775) | 1 565 | (6 815) |
| Immobilisations incorporelles | 171 814 | 186 863 | (469) | (4 444) | (473) | (9 663) |
| Goodwill | 339 910 | 340 328 | (646) | — | 228 | — |
| Obligations au titre des prestations définies à long terme | 20 360 | 28 337 | 46 | 6 397 | — | (14 420) |
| Dette à long terme (incluant la portion courante) | 337 386 | 424 631 | (946) | 17 581 | 3 343 | (107 223) |
| Débetures convertibles | 78 327 | 87 728 | 46 | — | — | (9 447) |

Explications des variations nettes :

Débiteurs et autres créances : L'augmentation est essentiellement attribuable à un volume de ventes plus élevé au cours du trimestre considéré.

Stocks : La baisse résulte d'une combinaison de nombreux facteurs, notamment une gestion active et certains retards dans la chaîne d'approvisionnement.

Créditeurs et charges à payer : L'augmentation résulte principalement du calendrier des achats.

Immobilisations corporelles : La diminution s'explique principalement par l'amortissement qui a dépassé le niveau des nouveaux investissements.

Immobilisations incorporelles : La diminution est attribuable à l'amortissement de la période qui a dépassé le niveau des nouveaux investissements.

Obligations au titre des prestations définies à long terme : La variation reflète la comptabilisation de gains actuariels à la suite de changements dans les projections financières.

Dette à long terme : Les flux de trésorerie générés par l'amélioration des performances d'exploitation ont permis un remboursement partiel de la dette.

Débetures convertibles : En août 2021, des débetures convertibles de la Société d'un capital de 15 000 \$ CA ont été converties en 1 105 380 actions ordinaires à un prix de 13,57 \$ CA par action, réduisant à 110 000 \$ CA le capital total des débetures convertibles subordonnées et non garanties de premier rang.

PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (membres de la direction et non membres de la direction) et les dirigeants de la Société. La rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|--|--------------------------------|--------|
| | 2021 | 2020 |
| Salaires et avantages à court terme du personnel | 4 302 | 4 065 |
| Indemnités de départ et primes de rétention | 5 705 | 849 |
| Avantages fondés sur des actions, selon la valeur à la date d'attribution | 6 933 | 6 806 |
| Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions aux régimes à prestations définies) | 218 | 200 |
| | 17 158 | 11 920 |

Il n'y a pas eu d'autres opérations entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.

GESTION DES RISQUES

La Société est soumise à divers risques et incertitudes. Bien que les risques décrits ci-dessous sont ceux que nous jugeons être importants, il pourrait également y avoir des risques dont nous n'avons pas connaissance à l'heure actuelle ou que nous considérons actuellement comme négligeables compte tenu de l'information dont nous disposons et qui pourraient se révéler importants dans l'avenir. La survenance des événements décrits dans ces facteurs de risque et dans d'autres documents que nous rendons publics, y compris ceux que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com) pourrait également avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS ET À L'EXPLOITATION

La pandémie de COVID-19 a eu une incidence significative sur les conditions économiques à l'échelle mondiale, et notre entreprise, nos activités et notre situation financière ont été et pourraient continuer d'être touchées de façon importante. La durée et l'ampleur de cette incidence sur nos activités demeurent incertaines.

La pandémie de COVID-19 a créé une volatilité, une incertitude et des perturbations importantes qui ont eu de graves répercussions sur les économies canadienne, américaine, britannique et mondiale. La pandémie de COVID-19 a touché une vaste partie du monde et a eu une incidence sur les activités de la Société, qui a dû composer avec des variations imprévisibles de la demande de ses produits. L'importance des conséquences de la pandémie de COVID-19 sur la Société dépendra de nombreux facteurs et faits nouveaux qu'il nous est impossible de prédire, notamment la gravité du virus; l'apparition de nouveaux variants, de nouvelles vagues ou de nouvelles hausses d'infection; la durée de la pandémie; les mesures gouvernementales, commerciales ou autres prises en réponse à la pandémie et l'efficacité de ces mesures (y compris les fermetures partielles ou complètes, les interdictions de se rassembler dans divers lieux, les couvre-feux, les restrictions liées aux voyages, les ordonnances de confinement et toutes autres mesures semblables); ainsi que l'efficacité et la distribution continue des vaccins contre la COVID-19. La pandémie de COVID-19 pourrait avoir une incidence sur notre chaîne d'approvisionnement, sur notre capacité à maintenir nos lieux d'affaires ouverts, sur la disponibilité de nos employés et sur la demande des consommateurs.

La Société a engagé et continue d'engager des coûts supplémentaires en lien avec ses efforts pour protéger la santé et le bien-être de ses employés, de ses clients et des communautés qu'elle sert. Nous prévoyons continuer d'engager des coûts supplémentaires, lesquels pourraient être importants, alors que nous poursuivons la mise en application de nos changements opérationnels pour répondre à la pandémie de COVID-19.

Bien que la Société ait été autorisée à poursuivre ses activités dans la plupart des territoires, y compris dans les territoires qui ont imposé la fermeture de certaines entreprises, rien ne garantit qu'elle sera autorisée à poursuivre ses activités en cas de restrictions gouvernementales futures. La Société pourrait restreindre davantage les activités de ses nombreux centres de distribution ou magasins dans ses trois secteurs d'activité si elle juge qu'une telle mesure soit nécessaire ou appropriée ou si cette mesure est recommandée ou exigée par les autorités gouvernementales locales. En outre, nous pourrions devoir engager des coûts supplémentaires importants pour nous assurer que nous répondons aux besoins de nos clients et de nos employés, notamment des coûts liés aux nettoyages supplémentaires de nos magasins et de nos autres installations et à l'achat d'équipement de protection individuelle. Si nous ne répondons pas de manière appropriée à la pandémie ou si nos clients ne considèrent pas notre réponse à la pandémie comme adéquate ou appropriée dans une région donnée ou au sein de la Société en général, notre réputation et notre marque pourraient en souffrir, ce qui pourrait nuire à nos activités futures.

GESTION DES RISQUES (SUITE)

La pandémie de COVID-19 a entraîné des restrictions et des délais en matière de voyage et d'emploi qui ont pris de l'ampleur à mesure que la pandémie progressait. Ces restrictions et ces délais ont eu et peuvent continuer d'avoir une incidence sur les fournisseurs et les fabricants de certains de nos produits, ce qui pourrait compliquer la tâche de nos fournisseurs lors de l'approvisionnement, de la fabrication ou de la réception des produits dans les régions touchées. Par conséquent, la Société pourrait continuer à faire face à des retards ou à des difficultés d'approvisionnement de certains produits. Ces interruptions de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que les pénuries de main-d'œuvre qui y sont associées au sein de la chaîne d'approvisionnement, pourraient entraîner des pénuries de stocks, des retards lors du traitement des commandes et une augmentation des carnets de commandes, ce qui pourrait faire en sorte que nous soyons incapables de répondre aux attentes et aux exigences de nos clients. Même si nous sommes en mesure de trouver d'autres sources d'approvisionnement de ces produits, ceux-ci pourraient coûter plus cher. De plus, dans les cas où nous sommes en mesure d'obtenir des stocks, nous pourrions acheter plus de produits que ce que requièrent nos besoins habituels afin de nous assurer de la disponibilité de ces produits pour nos clients, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur notre situation de trésorerie et notre situation financière. En outre, la capacité des clients de poursuivre leurs activités ou de payer pour les produits pourrait être touchée. La viabilité de nos clients pourrait entraîner le retrait de certains secteurs d'activité ou modifier les modalités d'achat des produits. D'autres sources d'approvisionnement de ces produits pourraient être plus coûteuses, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité et notre situation financière.

La Société pourrait subir des pénuries de main-d'œuvre ou perdre les services de principaux dirigeants puisque des employés pourraient contracter la COVID-19 ou être soumis à une quarantaine en raison d'une exposition possible au virus. La durée de la pandémie augmente le risque de problèmes de santé mentale chez les employés de la Société et pourrait nous priver d'employés clés pendant un certain temps.

De plus, la Société et sa direction se concentrent sur l'atténuation de l'incidence de la pandémie de COVID-19, laquelle a nécessité et continuera de nécessiter un investissement important en temps et en ressources et pourrait retarder d'autres initiatives stratégiques. Bon nombre de nos employés travaillent à distance et pourraient continuer de le faire sur une longue période. Le prolongement des ententes de télétravail sur une longue période pourrait entraîner des risques opérationnels, notamment quant à notre capacité de gérer notre entreprise, et des risques en matière de cybersécurité et de sécurité des données et des systèmes, notamment en ce qui concerne les vulnérabilités potentielles de nos systèmes d'information financière et de notre environnement de contrôle interne et l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

En raison de la nature sans précédent de la COVID-19 et de la myriade de réponses face à celle-ci, nous ne pouvons pas relever tous les risques auxquels nous sommes confrontés en raison de la pandémie, ni quels en seront les effets. Même lorsque la pandémie sera terminée, nous pourrions continuer de subir les effets défavorables de celle-ci sur nos activités en raison d'une récession économique qui s'est produite ou pourrait se produire. La pandémie pourrait également amplifier d'autres risques et incertitudes présentés dans les présents facteurs de risque. Il est impossible d'évaluer les contrecoups ultimes liés aux effets de la pandémie de COVID-19 sur nos activités et les coûts que nous pourrions devoir engager en conséquence, mais ils pourraient être importants.

Une diminution de la demande pour nos produits pourrait nuire à notre entreprise.

Notre entreprise dépend de la demande des clients pour les produits que nous distribuons, et la demande pour ces produits dépend de nombreux facteurs. En ce qui concerne la distribution de produits automobiles destinés au marché secondaire de l'automobile, les principaux facteurs comprennent le nombre de kilomètres parcourus chaque année par les véhicules, puisqu'un kilométrage plus élevé accroît le besoin d'entretien et de réparation; le nombre de véhicules dans le parc automobile, qui est fonction des ventes de véhicules neufs et des taux de mise à la casse des véhicules, étant donné qu'un parc de véhicules dont le nombre total est stable ou en croissance génère un besoin continu d'entretien et de réparation; la qualité des véhicules conçus par les constructeurs automobiles d'origine et la durée de la garantie ou de l'entretien offerts sur les véhicules neufs; le nombre de véhicules en service actuellement qui ont six ans et plus, car ces véhicules ne sont généralement plus sous garantie du constructeur automobile d'origine et nécessiteront plus d'entretien et de réparations que les véhicules plus récents; l'ajout de véhicules électriques et hybrides, de services de covoiturage, d'autres moyens de transport et de véhicules autonomes ainsi que les futures lois y afférentes; le prix de l'essence, étant donné que l'augmentation du prix de l'essence peut dissuader les consommateurs d'utiliser leur véhicule; les changements dans les habitudes de déplacement, qui pourraient faire en sorte que les consommateurs dépendent davantage d'autres moyens de transport; les restrictions sur l'accès aux outils de diagnostic et aux renseignements sur les réparations imposées par les constructeurs de véhicules d'origine ou par la réglementation gouvernementale, ce qui fait en sorte que les consommateurs peuvent être forcés de faire exécuter tous les travaux de diagnostic, de réparation et d'entretien par les réseaux de concessionnaires des constructeurs de véhicules; et l'économie en général, qui, en situation de recul, peut faire en sorte que les consommateurs reportent l'entretien et la réparation des véhicules et reportent les dépenses discrétionnaires. En ce qui a trait à nos activités de peinture automobile et de revêtements industriels, les facteurs principaux comprennent l'âge et la taille du parc de véhicules, la fréquence des collisions et les variations en matière de congestion routière. La COVID-19 a changé et continue de changer les schémas historiques de congestion routière, ce qui pourrait réduire considérablement l'incidence des collisions entre véhicules.

GESTION DES RISQUES (SUITE)

Nous dépendons de nos relations avec nos fournisseurs. Par conséquent, une perturbation de ces relations ou des activités de nos fournisseurs ou un regroupement de fournisseurs pourraient nuire à nos activités.

En tant que distributeur de produits automobiles destinés au marché secondaire de l'automobile, de peintures automobiles et de revêtements industriels, nos activités dépendent du développement et du maintien de relations étroites et fructueuses avec nos fournisseurs afin d'obtenir des produits de qualité à des prix favorables. Divers facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, ont une incidence sur la capacité de nos fournisseurs à nous livrer rapidement des produits de qualité à des prix favorables. Ces facteurs comprennent les pénuries de matières premières, les variations des prix des matières premières, la capacité de fabrication inadéquate, les grèves, les pénuries de main-d'œuvre et les conflits de travail, la législation tarifaire et douanière et son application, les perturbations des transports, les incertitudes fiscales et législatives, les pandémies (notamment la pandémie actuelle de COVID-19) et les conditions météorologiques. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, nous avons connu des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. À ce jour, ces perturbations n'ont pas eu d'incidence importante sur nos activités, mais nous ne pouvons garantir que ces perturbations ou de nouvelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement n'auront pas d'incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation ou notre situation financière dans l'avenir.

En outre, des difficultés financières ou opérationnelles chez un fournisseur donné pourraient faire en sorte que ce fournisseur augmente le coût, ou diminue la qualité, des produits que nous achetons. Le regroupement de fournisseurs pourrait également limiter le nombre de fournisseurs auprès desquels nous pourrions acheter des produits et avoir une incidence défavorable sur les prix que nous payons pour ces produits. Nous subirions également une incidence défavorable si nos fournisseurs limitaient ou annulaient les privilèges de retour qui offrent actuellement une protection importante à la Société contre l'obsolescence des stocks. Les difficultés financières de nos fournisseurs pourraient également avoir une incidence sur notre cycle de recouvrement et nos liquidités, ce qui pourrait nuire à nos flux de trésorerie et à notre situation financière.

Nos activités liées aux peintures automobiles et aux revêtements industriels dépendent de l'approvisionnement en produits par un nombre restreint de fabricants de peinture importants. Un ou plusieurs de ces fabricants pourraient décider d'augmenter la distribution directe de leurs produits à nos clients ou d'augmenter la distribution de leurs produits par l'intermédiaire de nos concurrents, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

Enfin, la Société bénéficie d'un programme de financement de ses comptes fournisseurs aux termes duquel les institutions financières font des paiements accélérés escomptés à certains fournisseurs. La cessation ou la réduction du programme de financement de nos comptes fournisseurs par nos institutions financières pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre fonds de roulement et nos flux de trésorerie et nuire à nos relations avec nos fournisseurs.

Nous dépendons des relations à long terme avec nos clients, une perturbation de ces relations pourrait nuire à nos activités.

La clientèle de la Société exploite des commerces de vente en gros et au détail de pièces de rechange pour véhicules automobiles, d'équipement, d'outillage et d'accessoire ainsi que de peinture automobile et d'accessoires de débosselage. Plusieurs de ces commerces sont des exploitants de magasins multiples ou ils exploitent ou sont affiliés à des ateliers de réparation et de carrosserie. La Société vend également ses produits à des exploitants de flottes de véhicules et à des comptes nationaux. La perte ou la diminution d'achats par l'un de nos principaux clients, ou le regroupement d'exploitants de magasins multiples ou d'autres clients importants, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

De plus, dans le secteur de la distribution de produits automobiles destinés au marché secondaire de l'automobile au Canada, la Société offre des services auprès d'un grand nombre de grossistes indépendants et elle dépend de la fidélité et de la rentabilité à long terme de ces clients clés. Étant donné que l'âge moyen des propriétaires de ces grossistes indépendants augmente, si la Société ne participe à la transition de propriété de ces commerces, au moyen d'un achat direct ou autrement, cela pourrait avoir une incidence défavorable importante sur son réseau de distribution canadien, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Nous sommes confrontés à une concurrence importante dans les secteurs où nous exerçons des activités.

La vente de produits automobiles destinés au marché secondaire de l'automobile, de peintures automobiles et de revêtements industriels est hautement concurrentielle et est soumise à de nombreux facteurs, notamment la reconnaissance de la marque, la disponibilité des produits, le service à la clientèle, l'évolution des préférences des clients, l'emplacement des magasins et les pressions sur les prix. Afin de demeurer concurrentielle, la Société pourrait être forcée de réduire ses prix si ses concurrents réduisaient leurs prix, ce qui pourrait entraîner une baisse importante de ses résultats d'exploitation.

Plus particulièrement, le marché des produits automobiles destinés au marché secondaire de l'automobile est très concurrentiel et nous soumet à une grande variété de concurrents. Nous livrons concurrence principalement à des chaînes nationales, internationales et régionales de vente au détail de pièces automobiles, à des distributeurs indépendants, à des grandes surfaces et à des grossistes ainsi qu'à des magasins régionaux et locaux indépendants de pièces automobiles, à des concessionnaires automobiles qui fournissent des pièces de rechange et à des fournisseurs de commerce électronique, nouveaux et établis. La concurrence accrue entre les distributeurs de produits automobiles destinés au marché secondaire de l'automobile, y compris la concurrence accrue de la part des fournisseurs de commerce électronique, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation. La Société ne prévoit aucune baisse de la concurrence dans ses secteurs d'activité dans un avenir prévisible.

GESTION DES RISQUES (SUITE)

De plus, la consolidation du secteur des produits automobiles destinés au marché secondaire de l'automobile se poursuit. Le regroupement de nos concurrents pourrait améliorer davantage leur situation financière, leur donner la capacité d'offrir des prix plus concurrentiels aux clients pour lesquels nous nous livrons concurrence et leur permettre de réaliser des gains d'efficience à l'égard de leurs activités consolidées, ce qui leur permettrait de livrer concurrence de manière plus efficace pour attirer des clients. Si nous ne sommes pas en mesure de continuer à élaborer des stratégies concurrentielles fructueuses ou si nos concurrents élaborent des stratégies plus efficaces, nous pourrions perdre des clients, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation.

Si nous subissons une atteinte à la sécurité, si nos systèmes d'information internes ne fonctionnent pas correctement ou si nous ne réussissons pas à mettre en œuvre, à intégrer ou à mettre à niveau nos systèmes d'information et nos applications, nos activités pourraient en subir les contrecoûts.

La Société dépend de systèmes d'information et d'applications pour traiter les commandes des clients, gérer les stocks et la perception des comptes clients, acheter des produits, gérer les processus liés aux comptes fournisseurs, expédier les produits aux clients en temps opportun, maintenir des activités rentables et fournir des services aux clients, entre autres choses.

Malgré la mise en œuvre de diverses mesures de sécurité, nos systèmes de technologie de l'information et nos activités pourraient subir des dommages et des interruptions causés par des virus informatiques, des catastrophes naturelles, des accès physiques ou électroniques non autorisés, des pannes d'électricité, des pannes de télécommunications, des défaillances des systèmes ou des réseaux informatiques, des défaillances des virements électroniques, des erreurs ou des méfaits commis par des employés, des cyberattaques, des atteintes à la sécurité et d'autres perturbations semblables. Les techniques et les connaissances utilisées lors des cyberattaques et des atteintes aux systèmes de technologie de l'information changent fréquemment et peuvent ne pas être reconnues avant que ces attaques ne soient lancées ou n'aient été en place pendant un certain temps. La maintenance, l'exploitation et la protection de ces systèmes et des renseignements personnels connexes sur nos employés, clients et fournisseurs nécessitent des investissements continus dans les mesures de sécurité physiques et technologiques, la formation des employés et le recours aux services de tiers. Une cyberattaque ou une atteinte à la sécurité pourrait entraîner, entre autres, la perte ou la manipulation de données sensibles et confidentielles ou leur exposition à des personnes non autorisées, retarder notre capacité de traiter les commandes des clients et de gérer les stocks, faire en sorte que l'équipement informatique ne puisse plus être utilisé et entraîner une fraude financière et des coûts imprévus importants. Bien que nous cherchions à obtenir des garanties de la part de tiers avec lesquels nous interagissons afin de protéger les renseignements confidentiels, il existe des risques que la confidentialité ou l'accessibilité des données détenues ou utilisées par ces tiers soient également compromises.

Une perturbation prolongée et importante de nos systèmes d'information pour les raisons susmentionnées ou pour toute autre raison pourrait nuire de façon importante à nos processus d'affaires clés, accroître les dépenses, réduire les ventes et autrement avoir une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation. De plus, une telle perturbation pourrait nuire à notre réputation et à nos perspectives commerciales et nous exposer à des poursuites. À mesure que le cadre réglementaire en matière de sécurité de l'information, de collecte et d'utilisation des données et de protection des renseignements personnels devient de plus en plus rigoureux, le respect de telles exigences entraîne des coûts supplémentaires importants. À mesure que les menaces liées aux atteintes à la cybersécurité deviennent de plus en plus complexes et fréquentes, il peut devenir plus difficile de les détecter et de protéger nos données et notre infrastructure en temps opportun.

Nous sommes conscients de la demande croissante d'options et de solutions de commerce électronique interentreprises et de commerce entreprise à consommateur en ligne, et nous pourrions perdre des clients si nous ne parvenons pas à offrir les options et les solutions de commerce électronique que nos clients souhaitent utiliser.

Nos clients exigent de plus en plus des outils de commerce électronique pratiques et faciles à utiliser comme option pour faire affaire avec nous. Les unités d'affaires de la Société ont différents degrés de maturité pour répondre à cette demande; à l'heure actuelle, l'une exploite une plateforme de commerce électronique et les autres sont à l'étape de la conception et du développement d'une telle plateforme. L'exploitation d'une plateforme de commerce électronique est une entreprise complexe et nous expose à des risques et nous confronte à des difficultés auxquelles sont fréquemment confrontées les entreprises en ligne, y compris des risques liés, entre autres, à notre capacité à soutenir, élargir et développer nos activités en ligne, notre site Web, nos applications et logiciels mobiles et nos systèmes opérationnels connexes. Le développement de notre stratégie de commerce électronique et la mise au point continue de notre plateforme de commerce électronique sous-entendent des investissements substantiels en capital et en ressources, l'augmentation des capacités de la chaîne d'approvisionnement et de distribution, l'attraction, la formation et la fidélisation d'un personnel qualifié possédant une expertise pertinente dans le domaine et la gestion et l'amélioration efficaces de l'expérience client. Si nous ne sommes pas en mesure de fournir avec succès les solutions de commerce électronique que les particuliers et les entreprises souhaitent, nous risquons de perdre des clients existants et de ne pas en attirer de nouveaux, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

Nos employés clés sont importants pour gérer notre entreprise avec succès et atteindre nos objectifs, et nous devons attirer, former et fidéliser des employés tout en contrôlant les coûts de main-d'œuvre.

Notre réussite future dépend en grande partie du leadership et de la performance de notre équipe de direction et des employés clés au niveau de l'exploitation. Si nous perdons les services d'un ou de plusieurs de nos membres de la haute direction ou de nos employés clés, ou si un ou plusieurs d'entre eux décident de se joindre à un concurrent ou de nous livrer concurrence directement ou indirectement, nous pourrions ne pas être en mesure de gérer notre entreprise avec succès ou d'atteindre nos objectifs commerciaux. Si nous perdons les services d'employés clés au niveau de l'exploitation, nous pourrions ne pas être en mesure de les remplacer par du personnel aussi qualifié, ce qui pourrait nuire à nos activités. De plus, dans la mesure où la hausse des salaires se produit dans les territoires où nous exerçons nos activités, nous pourrions ne pas être en mesure de conserver nos employés clés ou nous pourrions subir une hausse des coûts.

GESTION DES RISQUES (SUITE)

Notre réussite future passe aussi par l'attraction, la formation et la fidélisation d'un grand nombre d'employés compétents tout en contrôlant les coûts de main-d'œuvre. Les coûts de main-d'œuvre sont déterminés par de nombreux facteurs externes, notamment les exigences de salaire minimum, l'inflation, les taux de salaire locaux et les pratiques en matière d'avantages sociaux ainsi que la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée sur le marché local. La pandémie de COVID-19 a eu et continue d'avoir une incidence sur le coût d'attraction et de fidélisation des employés. L'incapacité de la Société d'attirer, de former et de fidéliser suffisamment d'employés à des coûts raisonnables de main-d'œuvre pourrait avoir une incidence défavorable importante sur ses activités, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie et sa situation financière.

Les activités syndicales et les lois sur le travail et l'emploi pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités.

Certains de nos employés sont représentés par des syndicats et d'autres organes de représentation des employés et travaillent dans le cadre de conventions collectives ou de contrats semblables, qui sont soumis à des renégociations périodiques. De temps à autre, des efforts ont été déployés pour organiser d'autres parties de notre main-d'œuvre, et ces efforts devraient se poursuivre. De plus, les législateurs et les organismes gouvernementaux pourraient adopter de nouveaux règlements ou interpréter les règlements existants d'une manière qui faciliterait considérablement la réussite des tentatives de syndicalisation. En outre, nous pourrions dans l'avenir connaître des grèves ou des arrêts de travail, des campagnes syndicales et des comités d'entreprise et d'autres conflits et interruptions de travail. D'autres tentatives de syndicalisation, de nouvelles conventions collectives ou d'autres contrats semblables et des arrêts de travail pourraient augmenter considérablement nos dépenses et limiter notre latitude en ce qui a trait aux horaires de travail, aux réductions de personnel et à d'autres questions liées à l'exploitation.

Nous sommes également assujettis à des lois et règlements qui régissent des questions comme le salaire minimum, les heures supplémentaires et d'autres conditions de travail. Certaines de ces lois sont de nature technique et pourraient faire l'objet d'interprétations par des organismes gouvernementaux et des tribunaux qui diffèrent des nôtres. Les efforts pour se conformer aux lois existantes, les modifications apportées à ces lois et les lois nouvellement promulguées peuvent augmenter nos coûts et limiter la latitude dont nous disposons. S'il était déterminé que nous ne respectons pas ces lois, nous pourrions être assujettis à des amendes, à des pénalités et à des obligations envers nos employés ou les organismes gouvernementaux.

Nos acquisitions et autres opérations stratégiques comportent des risques, lesquels pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière, et nous pourrions ne pas réaliser les avantages prévus de ces opérations.

La Société examine et conclut régulièrement des opérations stratégiques, notamment des fusions, des acquisitions, des investissements, des alliances, ainsi que d'autres stratégies de croissance et d'expansion sur les marchés, en s'attendant à ce que ces opérations donnent lieu à des augmentations des ventes, à des économies de coûts, à des synergies et à divers autres avantages. L'évaluation de la viabilité de ces opérations et la réalisation des avantages découlant de celles-ci comportent un degré élevé d'incertitude, et nous subissons une forte concurrence en ce qui a trait à la recherche d'opérations avantageuses sur le plan stratégique. La recherche d'opérations stratégiques est également un long processus qui peut entraîner des dépenses importantes et détourner l'attention de la direction. Pour chacune de nos acquisitions, nous devons intégrer avec succès les produits, les services, les employés et les systèmes de la société cible à nos activités commerciales.

Une intégration peut être un processus long et complexe, et si l'intégration n'est pas entièrement fructueuse ou est retardée de façon importante, la Société pourrait ne pas réaliser les synergies ou les avantages prévus de l'acquisition. De plus, même si les sociétés cibles sont intégrées avec succès, les acquisitions pourraient ne pas faire progresser comme prévu notre stratégie commerciale, nous exposer à une concurrence accrue ou à des difficultés à l'égard de nos produits ou services, ainsi que nous exposer à des responsabilités additionnelles.

Une dépréciation du goodwill ou des autres immobilisations incorporelles ou des immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'une opération stratégique pourrait réduire notre résultat net. De plus, nous examinons et concluons à l'occasion des dessaisissements, en nous attendant à ce que ces opérations donnent lieu à des économies de coûts accrues et à divers autres avantages. Les dessaisissements stratégiques sont assujettis à une certaine incertitude et peuvent constituer un processus long et complexe. Si le dessaisissement n'est pas entièrement fructueux ou est retardé de façon importante, ou si nous sommes incapables de réinvestir le produit du dessaisissement d'une manière qui est conforme à nos objectifs stratégiques, nous pourrions ne pas réaliser les avantages prévus du dessaisissement.

Nous pourrions être visés par des réclamations pour responsabilité du fait du produit, ainsi que par des rappels de produits.

La Société pourrait être visée par des réclamations pour responsabilité du fait du produit présentées par des clients ou d'autres personnes qui ont acheté des produits que nous avons distribués, ou qui ont acheté des produits auprès d'entreprises que la Société a exploitées par le passé, et qui ont subi des blessures ou dont les produits ont subi des dommages. Si ce type de réclamation était valide, cela pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats d'exploitation et notre situation financière. De plus, nous pourrions être visés par le rappel d'un produit que nous avons distribué et qui est jugé défectueux. Les frais liés à un rappel et les dommages à notre réputation pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

GESTION DES RISQUES (SUITE)

Nous sommes exposés au risque de crédit à l'égard des débiteurs.

La facturation et le recouvrement efficaces et en temps opportun des sommes qui nous sont dues nous permettent de maintenir nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Bien qu'aucun client ne représente plus de 5 % du total des débiteurs et que nous constituons des provisions pour le manque à gagner prévu à l'égard de nos débiteurs, nos provisions sont fondées sur des estimations faites par la direction et sur notre évaluation de la solvabilité de nos clients, facteurs qui pourraient se révéler inadéquats à la lumière des résultats réels. Si la facturation à nos clients et le recouvrement des sommes dues à la Société ne sont pas effectués correctement et en temps opportun, nos recouvrements pourraient en souffrir, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos produits des activités ordinaires, notre résultat net et nos flux de trésorerie.

Nous pourrions perdre le droit d'exercer des activités à des emplacements clés.

Nous louons la plupart des propriétés où nous exerçons des activités. À la fin de la durée d'un contrat de location, nous devons négocier un renouvellement, exercer une option d'achat (dans la mesure où nous avons ce droit), ou trouver un nouvel emplacement. Rien ne garantit que nous pourrions négocier des renouvellements selon des modalités acceptables pour nous ou que nous trouverons un autre emplacement approprié. Dans de tels cas, nous pourrions perdre le droit d'exercer des activités à des emplacements clés, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur notre part de marché, nos activités et nos résultats d'exploitation.

Nous pourrions être incapables de mettre en œuvre avec succès nos initiatives dans nos secteurs d'activité afin d'augmenter nos ventes et notre résultat net, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

Nous avons mis en œuvre de nombreuses initiatives dans chacun de nos secteurs d'activité afin d'augmenter nos ventes et notre résultat net, notamment le lancement de nouvelles gammes de produits et de gammes de produits élargies, des acquisitions stratégiques, une expansion géographique (y compris au moyen d'acquisitions), des programmes améliorés de commercialisation auprès des clients ainsi que différentes initiatives liées aux marges brutes et aux économies de coûts. Si nous sommes incapables de mettre en œuvre de telles initiatives de façon efficiente et efficace, ou si ces initiatives ne sont pas fructueuses, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités, notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie.

La mise en œuvre fructueuse de ces initiatives est également tributaire de facteurs propres aux secteurs des produits destinés au marché secondaire de l'automobile ainsi que des peintures automobiles et des revêtements industriels, et de nombreux autres facteurs qui peuvent être indépendants de notre volonté. En plus de ces facteurs de risque, des changements aux facteurs suivants pourraient nuire à nos initiatives commerciales et avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière :

- l'environnement concurrentiel dans nos marchés finaux;
- notre capacité à prévoir l'évolution des préférences des clients et à répondre en temps opportun aux besoins des clients à l'égard de nos produits;
- notre capacité à pénétrer avec succès de nouveaux marchés;
- notre capacité à gérer efficacement nos coûts;
- notre capacité à repérer et à mettre en œuvre avec succès des solutions technologiques et numériques et des solutions de commerce électronique qui sont appropriées;
- le taux d'adoption des véhicules électriques, des véhicules hybrides, des services de covoiturage, d'autres moyens de transport et des véhicules à conduite autonome ainsi que la législation future s'y rapportant;
- la survenance d'événements météorologiques inhabituellement graves, lesquels peuvent perturber nos activités;
- la survenance de périodes d'agitation politique et de grèves, lesquelles peuvent perturber nos activités;
- l'économie de chacun des pays où nous exerçons des activités.

Si nous ne parvenons pas à maintenir un système efficace de contrôles internes à l'égard de l'information financière, il est raisonnablement possible qu'une anomalie significative dans nos états financiers ne soit pas prévenue ou détectée en temps opportun, ce qui pourrait entraîner une perte de confiance des investisseurs et avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière, ainsi que sur le cours de nos actions.

Il est nécessaire pour nous de nous doter de contrôles internes efficaces pour fournir des états financiers fiables et exacts ainsi que pour prévenir efficacement les fraudes. Toutefois, un système de contrôle, aussi bien conçu et exploité soit-il, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, que les objectifs du système de contrôle sont atteints. Rien ne garantit que tous les problèmes liés au contrôle ou toutes les fraudes seront détectés. À mesure que nous poursuivons la croissance de notre entreprise, nos contrôles internes continuent de devenir plus complexes et nécessitent davantage de ressources. De plus, bon nombre de nos employés travaillent à distance en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19 et pourraient continuer à le faire pendant une période prolongée. Une période prolongée d'ententes de travail à distance pourrait entraîner des vulnérabilités potentielles dans nos systèmes d'information financière et notre environnement de contrôle interne ainsi que dans l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière. Tout défaut de maintenir des contrôles efficaces pourrait nous empêcher de communiquer des résultats financiers en temps opportun et de façon fiable et nuire à nos résultats d'exploitation. Tout défaut de maintenir des contrôles internes efficaces et toute publicité négative qui en découle pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités et sur le cours de nos actions.

RISQUES MACROÉCONOMIQUES, SECTORIELS ET FINANCIERS

Si, dans les pays où nous exerçons des activités, les conditions macroéconomiques en général, notamment le chômage, l'inflation ou la déflation, des changements aux politiques fiscales, des changements aux coûts énergétiques, de l'incertitude sur les marchés du crédit ou d'autres conditions économiques, se détériorent ou font l'objet d'une certaine incertitude, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

Nos activités et nos résultats d'exploitation ont été, et pourraient être dans l'avenir, touchés défavorablement par des conditions économiques incertaines à l'échelle mondiale, y compris la production nationale, de l'incertitude et de l'agitation politiques, les taux d'emploi, l'inflation ou la déflation, des changements aux politiques fiscales, l'instabilité des marchés du crédit, la baisse de la confiance des consommateurs et des entreprises, la fluctuation des prix des marchandises, les taux d'intérêt, la volatilité des taux de change, ainsi que d'autres difficultés qui pourraient avoir une incidence sur l'économie mondiale. Toute faiblesse future de l'économie mondiale pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

Nous exerçons des activités dans des territoires étrangers, ce qui nous expose au risque de change et à d'autres risques.

Nos activités nous exposent à des risques associés aux activités internationales, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière, y compris les exigences relatives à l'importation et à l'exportation et le respect des lois anticorruption étrangères, comme la loi du Royaume-Uni intitulée *Bribery Act 2010* et la loi des États-Unis intitulée *Foreign Corrupt Practices Act*. Nous engageons également des coûts dans des monnaies autres que nos monnaies fonctionnelles dans certains des pays où nous exerçons des activités. Nous sommes donc assujettis au risque de change dans la mesure où nous exerçons des activités dans différentes monnaies, et sommes exposés à l'impôt étranger et à d'autres lois nationales et étrangères.

Notre incapacité à assurer le service de notre dette, à nous acquitter de nos autres obligations financières ou à respecter nos clauses restrictives pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable et de débentures convertibles subordonnées non garanties de premier rang et est assujettie à des obligations importantes en matière de paiement d'intérêt. Une partie des flux de trésorerie liés à l'exploitation est affectée au paiement des intérêts sur la dette de la Société. Notre capacité à assurer le service de notre dette et de nous acquitter de nos autres obligations financières est touchée par les conditions économiques en vigueur sur les marchés que nous desservons ainsi que par des facteurs financiers, commerciaux et autres, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté. Nous sommes également exposés aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de nos dettes à taux variable. Il se pourrait que nous ne puissions générer suffisamment de flux de trésorerie liés à l'exploitation et obtenir des emprunts futurs ou d'autres financements d'un montant suffisant pour nous permettre de financer nos obligations financières futures ou nos autres besoins en liquidités. De plus, notre facilité de crédit renouvelable contient des clauses restrictives et autres engagements financiers, y compris des engagements qui nous obligent à maintenir des ratios financiers. Si nous manquons aux engagements contenus dans nos ententes de financement, nous pourrions être tenus de rembourser, de racheter ou de refinancer nos dettes existantes avant leur échéance prévue, et notre capacité à le faire pourrait être restreinte ou limitée par les conditions en vigueur sur les marchés financiers, les liquidités disponibles et d'autres facteurs. Notre incapacité à assurer le service de notre dette, à nous acquitter de nos autres obligations financières ou à respecter nos clauses restrictives ou autres engagements financiers contenus dans nos ententes de financement pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

RISQUES LIÉS AUX LOIS ET AUX RÈGLEMENTS

Étant donné que nous sommes partie à des litiges à l'occasion et que nous sommes assujettis à de nombreuses lois et à de nombreux règlements gouvernementaux, nous pourrions devoir faire face à des jugements, des amendes, des frais juridiques et d'autres coûts importants, et subir une atteinte à notre réputation.

La Société fait parfois l'objet de plaintes ou de litiges de la part de clients, d'employés ou de tiers pour diverses raisons. Les dommages-intérêts qui nous sont réclamés dans certains de ces litiges sont importants. Bien que nous ayons souscrit une assurance responsabilité pour certains litiges, si une ou plusieurs de ces réclamations devaient dépasser considérablement les limites de notre couverture d'assurance ou si nos polices d'assurance ne couvraient pas une réclamation donnée, cela pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

En outre, la Société est assujettie à de nombreuses lois dans les territoires où elle exerce ses activités et à de nombreux règlements gouvernementaux relatifs aux questions de taxes et d'impôts, de protection de l'environnement, de normes de qualité des produits, de confidentialité des données et de droit du travail. Si nous ne nous conformons pas aux lois ou à la réglementation actuelles ou futures, nous pourrions faire l'objet d'amendes ou de sanctions gouvernementales ou judiciaires, et devoir assumer des frais et des honoraires juridiques importants. De plus, nos dépenses d'investissement pourraient augmenter en raison des mesures correctives qui pourraient être exigées s'il est conclu que nous ne respectons pas les lois ou la réglementation actuelles ou futures.

GESTION DES RISQUES (SUITE)

Les modifications apportées aux lois ou à la réglementation ou aux politiques gouvernementales, en particulier celles relatives aux impôts et au commerce international, pourraient avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation.

Nous exerçons actuellement nos activités au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, et nous disposons d'une chaîne d'approvisionnement mondiale. Par conséquent, les modifications apportées aux accords commerciaux internationaux actuels, les interdictions visant le commerce extérieur ou l'imposition de tarifs douaniers sur les marchandises étrangères pourraient entraîner une diminution des produits de nos activités ordinaires ou une augmentation des prix, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation.

En outre, nous sommes assujettis à l'impôt dans chaque territoire où nous exerçons nos activités. Des modifications apportées aux lois fiscales de ces territoires, ou à l'interprétation ou à l'application des lois fiscales actuelles, pourraient soumettre notre entreprise à des vérifications, des enquêtes et des contestations judiciaires de la part des autorités fiscales et pourraient réduire les avantages tirés des structures fiscales précédemment mises en œuvre pour nos activités. Par conséquent, nous pourrions devoir engager des coûts supplémentaires, y compris pour le paiement d'impôts, de taxes et de pénalités pour des périodes antérieures, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

Le non-respect des lois et règlements en matière d'environnement auxquels nous sommes assujettis pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

Nous sommes assujettis à diverses lois et divers règlements en matière de protection de l'environnement, de santé et de sécurité régissant, entre autres, l'émission et le déversement de matières dangereuses dans le sol, l'air ou l'eau, l'exposition à des matières dangereuses et la production, la manutention, le stockage, l'utilisation, le traitement, l'identification, le transport et l'élimination de sous-produits industriels et d'autres matières dangereuses. Si nous violons ces lois ou ces règlements ou si nous ne parvenons pas à nous y conformer, nous pourrions être condamnés au paiement d'une amende ou à d'autres sanctions par les organismes de réglementation. Nous pourrions également être tenus responsables si des employés ou d'autres parties étaient exposés de manière inappropriée à des matières dangereuses.

En vertu de certaines lois en matière d'environnement, nous pourrions être tenus responsables de tous les coûts liés à la contamination de nos installations actuelles ou antérieures ou de celles des sociétés que nous avons remplacées, ou encore des coûts liés à la propagation de cette contamination dans ces installations ou à partir de celles-ci. Ces lois imposent souvent une responsabilité au propriétaire ou à l'exploitant, même s'il n'avait pas connaissance du déversement de ces substances dangereuses ou n'en était pas responsable. Nombre de nos installations sont situées sur des terrains ou à proximité de terrains ayant un historique d'utilisation à des fins industrielles pouvant comprendre des matières dangereuses. Par conséquent, certains de nos terrains peuvent être contaminés. Certaines lois en matière d'environnement tiennent les propriétaires ou exploitants actuels ou antérieurs de biens immobiliers responsables des coûts de nettoyage de la contamination. Ces lois en matière d'environnement imposent également une responsabilité à toute personne qui élimine, traite ou prend des mesures pour faire éliminer ou traiter des substances dangereuses, que le site en cause soit détenu ou exploité par cette personne ou non, et peuvent parfois imposer une responsabilité aux entreprises réputées être la société remplaçante de cette personne en vertu de la loi. Des tiers peuvent également présenter des réclamations à l'encontre des propriétaires ou des exploitants de terrains, ou des sociétés remplaçantes, pour des dommages corporels et des dommages matériels associés à des déversements de substances dangereuses ou toxiques. La contamination peut se propager sur le site ou hors du site, ce qui peut augmenter le risque et le montant de toute responsabilité éventuelle.

Les lois en matière d'environnement sont complexes, changent fréquemment et ont tendance à devenir plus strictes au fil du temps. Les coûts que nous devons engager pour nous conformer aux lois en matière d'environnement et aux lois sur la santé et la sécurité actuelles et futures, ainsi que les responsabilités qui nous incombent en raison des émissions antérieures ou futures de substances dangereuses ou de l'exposition à ces substances pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

Les coûts engagés pour se conformer aux exigences des lois relatives à la confidentialité et à la sécurité des renseignements personnels et la responsabilité éventuelle associée au non-respect de ces lois pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos activités et nos résultats d'exploitation.

Nous recueillons des renseignements personnels permettant d'identifier une personne et d'autres données dans le cadre de nos processus opérationnels et de nos activités. Le cadre législatif et réglementaire relatif à la protection des renseignements personnels évolue rapidement à l'échelle mondiale et demeurera probablement incertain dans un avenir prévisible. Le Canada et de nombreux pays et organismes gouvernementaux étrangers, y compris le Royaume-Uni et d'autres territoires dans lesquels nous exerçons nos activités, disposent de lois et de règlements concernant la collecte et l'utilisation des renseignements personnels permettant d'identifier une personne et d'autres données recueillies auprès de leurs résidents ou par des entreprises exerçant des activités dans ces territoires.

Les lois et règlements à l'étranger, notamment le Règlement général sur la protection des données (le « RGPD »), sont souvent plus restrictifs que ceux du Canada. Le RGPD prévoit des exigences plus strictes en matière de protection des données à l'égard des sous-traitants et des responsables du traitement des données à caractère personnel, y compris des obligations de communication plus importantes sur la manière dont les renseignements personnels permettant d'identifier une personne doivent être utilisés, des restrictions relatives à la conservation des renseignements personnels permettant d'identifier une personne, des obligations de communication des atteintes à la protection des données et des normes plus strictes à l'égard des responsables du traitement des données, lesquels doivent prouver qu'ils ont obtenu un consentement valide concernant certaines activités de traitement des données; et rien ne garantit que nous avons mis en œuvre en temps opportun tous les processus requis pour nous conformer pleinement à ce règlement. Le RGPD prévoit des pénalités sévères en cas de non-conformité. En outre, des lois plus strictes dans ce domaine sont en cours d'adoption au Canada, dans certains États des États-Unis et dans d'autres pays, et d'autres territoires sont susceptibles de suivre cette tendance.

GESTION DES RISQUES (SUITE)

Toute incapacité réelle ou perçue à traiter de manière adéquate les questions relatives à la protection des renseignements personnels et des données, même si elle n'est pas fondée, ou à se conformer aux lois, règlements, politiques, normes du secteur, obligations contractuelles ou autres obligations légales applicables (y compris dans les sociétés nouvellement acquises) pourrait entraîner des coûts et des responsabilités supplémentaires pour nous, donner lieu à des enquêtes et à des mesures d'application gouvernementales, donner lieu à des litiges civils, porter atteinte à notre réputation (y compris la perte de confiance de nos clients et de nos employés), nuire aux ventes et avoir autrement une incidence défavorable sur nos activités. Nous pouvons également être confrontés à ces effets défavorables si d'autres parties avec lesquelles nous faisons des affaires, notamment des prêteurs, des fournisseurs, des consultants et des conseillers, violent les lois applicables.

Nous pourrions être touchés par les changements climatiques à l'échelle mondiale ou les mesures liées à ceux-ci, qui peuvent être d'ordre juridique, fiscal ou réglementaire ou se rapporter aux marchés.

Les préoccupations relatives aux changements climatiques ont donné lieu à des initiatives d'ordre législatif et réglementaire visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (les « GES »). Par exemple, les propositions qui imposeraient des exigences obligatoires liées aux GES continuent d'être examinées par les responsables en la matière dans tous les territoires où nous faisons des affaires. Les lois ou les règlements adoptés pour réduire les GES pourraient avoir une incidence directe ou indirecte sur nos fournisseurs et pourraient nuire à nos activités, à nos résultats d'exploitation, à nos flux de trésorerie et à notre situation financière. Les changements dans le secteur des technologies automobiles (y compris l'adoption des véhicules électriques) et la conformité à des lois ou des règlements nouveaux ou plus stricts, ou à des interprétations plus strictes de la législation actuelle, pourraient entraîner des dépenses supplémentaires pour nous ou nos fournisseurs, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la demande de nos produits et sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

RISQUES GÉNÉRAUX

Les modifications apportées aux normes comptables et les hypothèses, estimations et jugements à caractère subjectif de la direction qui sont liés à des questions comptables complexes pourraient avoir une incidence sur nos résultats financiers ou notre situation financière.

Les PCGR et les prises de position, les lignes directrices de mise en œuvre et les interprétations comptables connexes concernant un large éventail de questions pertinentes pour notre entreprise, comme la comptabilisation des produits, la dépréciation des actifs, y compris le goodwill et les immobilisations incorporelles, les instruments financiers, les stocks, les obligations locatives, l'autoassurance, les rabais aux fournisseurs, les questions fiscales, les litiges et les paiements fondés sur des actions, sont complexes et reposent sur un grand nombre d'hypothèses, d'estimations et de jugements à caractère subjectif. Des modifications aux normes comptables ou à leur interprétation ou des modifications aux hypothèses, estimations ou jugements sous-jacents pourraient modifier de manière significative notre rendement financier ou notre situation financière présentés ou prévus. La mise en œuvre de nouvelles normes comptables pourrait également entraîner l'obligation de modifier certains systèmes, processus internes et autres, ce qui pourrait faire augmenter nos coûts d'exploitation.

Le cours de nos actions peut fluctuer, et la valeur de l'investissement des actionnaires peut diminuer.

Le cours des actions ordinaires de la Société est volatil et peut connaître des fluctuations dans l'avenir en raison de divers facteurs indépendants de notre volonté, notamment le volume des actions négociées et autres conjonctures économiques et conjonctures du marché. Le marché boursier en général a connu d'importantes fluctuations des cours et du volume qui étaient parfois non reliées au rendement d'exploitation des sociétés cotées ou disproportionnées par rapport à ce rendement. Ces facteurs généraux liés au marché, au contexte géopolitique et au secteur, entre autres, peuvent nuire au cours de nos actions ordinaires, quel que soit notre rendement d'exploitation, et la valeur de l'investissement des actionnaires peut diminuer.

Nous sommes exposés à des risques liés à la responsabilité sociale d'entreprise et ainsi qu'à des risques de réputation.

De nombreux facteurs ont une incidence sur notre réputation et la valeur de nos marques, notamment la perception qu'en ont nos clients, les investisseurs, d'autres parties prenantes clés et les collectivités dans lesquelles nous exerçons nos activités. Nos activités font l'objet d'un examen de plus en plus minutieux quant aux activités et aux communications liées aux questions environnementales, sociales et de gouvernance, et nous sommes exposés à un risque d'atteinte à notre réputation et à la valeur de nos marques si nous n'agissons pas de manière responsable dans un certain nombre de domaines, comme la gestion environnementale, le changement climatique, la diversité et l'inclusion, les droits de la personne et le soutien aux collectivités locales. Toute atteinte à notre réputation pourrait avoir une incidence sur l'engagement et la fidélisation des employés et sur la volonté des consommateurs de faire affaire avec nous, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière.

GESTION DES RISQUES (SUITE)

Les investisseurs activistes pourraient nous occasionner des frais importants, détourner l'attention de la direction et avoir une incidence défavorable sur nos activités.

La Société a reçu dans le passé des propositions d'investisseurs activistes l'incitant à prendre certaines mesures d'entreprise, et elle pourrait en recevoir dans l'avenir. Les activités des investisseurs activistes pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités, notamment parce que les mesures requises pour répondre aux courses aux procurations et aux autres demandes des investisseurs activistes peuvent être coûteuses et chronophages, perturber nos activités et détourner l'attention de la direction et de nos employés. Par exemple, nous avons retenu et pourrions être obligés, dans l'avenir, de retenir les services de divers professionnels pour nous conseiller sur les questions relatives aux investisseurs activistes, notamment des conseillers juridiques, financiers et spécialisés en communication, services dont les coûts pourraient avoir une incidence défavorable sur nos résultats financiers futurs. Les campagnes d'investisseurs activistes visant à apporter des changements aux sociétés cotées en bourse sont parfois menées par des investisseurs qui cherchent à augmenter la valeur à court terme pour les investisseurs au moyen de mesures comme la restructuration financière, l'augmentation de la dette, les dividendes spéciaux, les rachats d'actions ou la vente d'actifs ou de l'ensemble de la société. Les incertitudes perçues quant à notre orientation, notre stratégie ou notre leadership futurs qui surviennent à la suite d'initiatives d'investisseurs activistes pourraient entraîner la perte d'occasions d'affaires, nuire à notre capacité à attirer de nouveaux investisseurs, employés et partenaires commerciaux, et faire en sorte que le cours de nos actions connaisse des périodes de volatilité ou de stagnation.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

À la date d'approbation des présents états financiers consolidés, des modifications et interprétations de normes existantes ont été publiées par l'IASB, mais ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptées par anticipation par la Société. Ces nouvelles normes et interprétations ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AU JUGEMENT

Afin de dresser des états financiers conformément aux IFRS, la direction a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes aux états financiers consolidés. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers consolidés alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées aux fins de l'évaluation des transactions et des soldes comptabilisés. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

ESTIMATIONS

Regroupement d'entreprises : À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs repris à leur juste valeur estimative. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des exercices ultérieurs. *(Pour plus de renseignements, voir la note 11 aux états financiers consolidés.)*

Comptabilisation des ventes: Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, les garanties, les remises sur ventes et les rabais sur volume. Ces estimations sont calculées secteur par secteur et sont fondées sur les spécifications convenues avec les clients, l'expérience historique de la Société ainsi que les hypothèses de la direction concernant les événements futurs et sont passées en revue régulièrement durant l'exercice.

Évaluation des stocks : La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur nette de réalisation des stocks en tenant compte de la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, des rabais sur volume et d'autres éléments similaires à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la direction concernant les événements futurs et sont passées en revue régulièrement durant l'exercice.

Provision pour stocks excédentaires ou désuets: La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur nette de réalisation, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans les états consolidés de la situation financière. La direction doit faire des estimations au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

Immobilisations corporelles et incorporelles: Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité et les valeurs résiduelles des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AU JUGEMENT (SUITE)

Dépréciation des actifs non financiers: La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des valeurs recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésoreries (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats d'exploitation. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020, aucune perte de valeur ni reprise de pertes antérieures n'a été comptabilisée sur les immobilisations incorporelles de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 15 aux états financiers consolidés.)*

Impôts différés: La Société estime ses actifs et passifs d'impôt différé fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers consolidés, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées pour les exercices au cours desquels les différences temporaires devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent entraîner des écarts importants entre ces estimations et les montants réalisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi: Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans l'évaluation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier en raison des incertitudes liées aux estimations. Les estimations des obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la direction considère comme raisonnables. Elles tiennent aussi compte de l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à la fin de chaque exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et qui ont des durées restantes se rapprochant de celles des obligations au titre des prestations définies connexes. Des écarts dans les hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur le montant d'obligations au titre de prestations définies de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 17 aux états financiers consolidés.)*

Efficacité de couverture: La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la direction des risques propres à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture, le cas échéant. La comptabilité de couverture cesse lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir une incidence sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Provisions : La Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leurs échéanciers ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont passées en revue à chaque date de clôture et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

JUGEMENTS

Contrats de location: À la date de passation d'un contrat, la Société a recours au jugement pour déterminer si le contrat est ou contient un contrat de location. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

Indice de dépréciation des actifs: La Société a recours à une grande part de jugement pour déterminer l'existence d'un événement ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à un actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ses UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. *(Pour plus de renseignements, voir les notes 14 et 15 aux états financiers consolidés.)* Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la direction comme décrites à la section précédente.

Comptabilité de couverture: Au début de la relation de couverture, la Société a recours, le cas échéant, au jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

DONNÉES SUR LES TAUX DE CHANGE

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en vigueur, indiqués en dollars américains, par unité monétaire comparative :

| | Périodes de douze mois closes les 31 décembre | |
|---|--|------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Moyenne pour la période (aux fins des états des résultats) | | |
| Dollar canadien | 0,80 | 0,75 |
| Livre sterling | 1,38 | 1,28 |

DONNÉES SUR LES TAUX DE CHANGE (SUITE)

| | Aux 31 décembre | |
|---|-----------------|------|
| | 2021 | 2020 |
| À la fin de la période (aux fins des états de la situation financière) | | |
| Dollar canadien | 0,78 | 0,78 |
| Livre sterling | 1,35 | 1,36 |

Puisque la Société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation dans ses états financiers consolidés et dans le présent document, à moins d'indication contraire, les résultats des activités canadiennes et britanniques sont convertis en dollar américain au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien et de la livre sterling sont donc liés à la conversion en dollar américain des résultats des activités de la Société au Canada et au Royaume-Uni et n'ont pas d'incidence économique réelle sur sa performance puisque la plupart de ses revenus et ses charges consolidés sont reçus ou libellés dans la monnaie fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité des résultats de la Société à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Société a établi et maintient des contrôles et procédures de communication de l'information conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est portée à la connaissance du président exécutif et chef de la direction et du chef de la direction financière par d'autres personnes, en particulier pendant la période de préparation des documents annuels et intermédiaires, et que l'information que la Société doit présenter dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou autres rapports déposés ou soumis par la Société en vertu de la législation sur les valeurs mobilières est enregistrée, traitée, résumée et communiquée dans les délais prescrits par cette législation.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Au 31 décembre 2021, la direction a évalué, sous la supervision et avec la participation du président exécutif et chef de la direction et du chef de la direction financière, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, tels que définis par le Règlement 52-109 adopté par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Sur la base de cette évaluation, le président exécutif et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de la Société étaient efficaces au 31 décembre 2021.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Société a également établi et maintient un contrôle interne à l'égard de l'information financière, tel que défini dans le Règlement 52-109. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est un processus conçu sous la supervision du président exécutif et chef de la direction et du chef de la direction financière, et mis en œuvre par la direction et d'autres employés clés de la Société, pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes, conformément aux PCGR. Toutefois, en raison de ses limites inhérentes, le contrôle interne à l'égard de l'information financière peut ne pas prévenir ou détecter les inexactitudes en temps opportun. La direction a évalué, sous la supervision et avec la participation du président exécutif et chef de la direction et du chef de la direction financière, l'efficacité des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2021, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control - Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO 2013). D'après cette évaluation, la direction, sous la supervision et avec la participation du président exécutif et chef de la direction ainsi que du chef de la direction financière, a conclu que les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière étaient efficaces au 31 décembre 2021.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière qui aurait eu une incidence importante ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur ces contrôles.

/s/ Brian McManus

Brian McManus

Président exécutif et chef de la direction

/s/ Anthony Pagano

Anthony Pagano

Chef de la direction financière

Approuvé par le conseil d'administration le 17 février 2022.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2020
(Audités, en milliers de dollars américains, sauf indication contraire)

| | |
|---|----|
| Rapport de la direction | 49 |
| Rapport de l'auditeur indépendant | 50 |
| États consolidés des résultats | 53 |
| États consolidés du résultat global | 54 |
| États consolidés des variations de capitaux propres | 55 |
| Tableaux consolidés des flux de trésorerie | 56 |
| États consolidés de la situation financière | 57 |
| Notes aux états financiers consolidés | 58 |

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. ainsi que les éléments d'information financière présentés dans le rapport de gestion pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 (« Rapport de gestion ») sont la responsabilité de la direction de la Société. Les états financiers consolidés ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), qui intègrent les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), et ont été approuvés par le conseil d'administration le 17 février 2022.

Uni-Sélect inc. maintient des systèmes de contrôles internes qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude de l'information financière et la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

Le conseil d'administration s'acquitte de sa responsabilité à l'égard des états financiers consolidés et du rapport de gestion, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les administrateurs et les membres de la direction de la Société et l'auditeur indépendant, a passé en revue les états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été audités par l'auditeur externe de la Société, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

/s/ Brian McManus

Brian McManus

Président exécutif et chef de la direction

/s/ Anthony Pagano

Anthony Pagano

Chef de la direction financière

Boucherville (Canada)

Le 17 février 2022

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de
Uni-Sélect inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2021 et 2020, et les états consolidés des résultats, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations de capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe aux 31 décembre 2021 et 2020, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans notre audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de l'audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de l'opinion de l'auditeur sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Notre description de la façon dont chaque question ci-après a été traitée dans le cadre de l'audit est fournie dans ce contexte.

Nous nous sommes acquittés des responsabilités décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport, y compris à l'égard de ces questions. Par conséquent, notre audit a comporté la mise en œuvre de procédures conçues dans le but de répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers consolidés. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures mises en œuvre en réponse aux questions ci-après, fournissent le fondement de notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés ci-joints.

Question clé de l'audit

Dépréciation d'actifs dans le secteur géographique Royaume-Uni

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et le goodwill sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an, qu'il y ait ou non une indication de perte de valeur. Les immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité déterminée sont soumises à un test de dépréciation seulement lorsqu'il y a une indication de perte de valeur. Le test de dépréciation est effectué au niveau de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») pour les immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité déterminée et au niveau des groupes d'UGT pour le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée en appliquant le modèle de flux de trésorerie actualisés. Pour plus de renseignements concernant les actifs détenus par le secteur géographique Royaume-Uni, voir les notes 14, 15 et 26 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

L'exercice d'une grande part de jugement a été nécessaire afin d'évaluer les estimations et les hypothèses de la direction utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des UGT et des groupes d'UGT. Les principales hypothèses comprennent le coût moyen pondéré du capital et les taux de croissance qui sont utilisés pour déterminer le résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat, en particulier les ventes et les dépenses d'exploitation. Ces hypothèses importantes ont été touchées par le plan d'amélioration continue, les attentes à l'égard de l'évolution future des marchés et des conditions économiques, notamment les changements survenus sur le marché du Royaume-Uni causés par la pandémie mondiale de COVID-19 et la reprise subséquente.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Dans le cadre de nos procédures d'audit, pour tester la valeur recouvrable estimée pour le secteur géographique Royaume-Uni, nous avons, avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, fait ce qui suit :

- Recalculé la valeur d'utilité des UGT et du groupe d'UGT Royaume-Uni en utilisant les modèles de flux de trésorerie actualisés de la Société.
- Évalué le caractère raisonnable du coût moyen pondéré du capital utilisé dans le modèle en le comparant aux taux utilisés par d'autres entreprises des mêmes secteurs d'activité et des mêmes régions géographiques.
- Évalué les hypothèses sous-jacentes de la direction utilisées pour le test de dépréciation, telles que les taux de croissance des ventes et des dépenses d'exploitation, en comparant les prévisions aux plans d'affaires et les prévisions antérieures aux résultats réels.
- Réalisé des analyses de sensibilité des hypothèses importantes, y compris les taux de croissance des ventes et des dépenses d'exploitation et le coût moyen pondéré du capital, afin d'évaluer les variations de la valeur recouvrable des UGT et du groupe d'UGT qui découleraient de modifications apportées aux hypothèses.
- Évalué le caractère adéquat des informations fournies dans les notes 14, 15 et 26 des états financiers consolidés ci-joints à l'égard de cette question.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE)

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE)

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associée responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Lily Adam.

(1)

Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Montréal (Canada)

Le 17 février 2022

⁽¹⁾ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique n° A120803

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

| (en milliers de \$ US, sauf les données par action) | Note | Exercices clos les | |
|---|------|--------------------|-----------|
| | | 2021 | 2020 |
| | | \$ | \$ |
| Ventes | | 1 612 800 | 1 471 816 |
| Achats, nets de la fluctuation des stocks | 5 | 1 119 303 | 1 037 741 |
| Marge brute | | 493 497 | 434 075 |
| Salaires et avantages sociaux | | 268 203 | 235 996 |
| Autres dépenses d'exploitation | | 111 598 | 109 268 |
| Éléments spéciaux | 5 | 21 814 | 24 168 |
| Résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat | | 91 882 | 64 643 |
| Amortissement | 6 | 59 855 | 62 597 |
| Charges financières nettes | 7 | 30 224 | 37 350 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | | 1 803 | (35 304) |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat | 8 | 908 | (3 773) |
| Résultat net | | 895 | (31 531) |
| Résultat de base et dilué par action | 9 | 0,02 | (0,74) |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers) | 9 | | |
| De base | | 42 904 | 42 387 |
| Dilué | | 43 064 | 42 387 |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

| (en milliers de \$ US) | Note | Exercices clos les | |
|---|------|--------------------|-----------------|
| | | 2021 | 2020 |
| | | \$ | \$ |
| Résultat net | | 895 | (31 531) |
| Autres éléments du résultat global | | | |
| Éléments qui seront reclassés ultérieurement au résultat net : | | | |
| Portion efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (nette d'impôt de 48 \$ (191 \$ en 2020)) | | 134 | (530) |
| Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassée au résultat net (nette d'impôt de 129 \$ (158 \$ en 2020)) | 7 | 365 | 437 |
| Gains (pertes) de change latent(e)s sur la conversion des états financiers à la monnaie de présentation | | (2 180) | 4 104 |
| Gains (pertes) de change latent(e)s sur la conversion de la dette désignée comme couverture des investissements nets dans des filiales étrangères | | 284 | 1 798 |
| | | (1 397) | 5 809 |
| Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au résultat net : | | | |
| Réévaluations des obligations au titre des prestations définies à long terme (nettes d'impôt de 3 299 \$ (2 154 \$ en 2020)) | 17 | 9 150 | (5 974) |
| Total des autres éléments du résultat global | | 7 753 | (165) |
| Résultat global | | 8 648 | (31 696) |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

| (en milliers de \$ US) | Note | Actions ordinaires \$ | Actions propres \$ | Surplus d'apports \$ | Composante capitaux propres des déventures convertibles \$ | Résultats non distribués \$ | Cumul des autres éléments du résultat global \$ | Total \$ |
|--|------|--------------------------|-----------------------|-------------------------|---|--------------------------------|--|-------------|
| Solde au 31 décembre 2019 | | 100 244 | — | 6 724 | 8 232 | 418 624 | (26 830) | 506 994 |
| Résultat net | | — | — | — | — | (31 531) | — | (31 531) |
| Autres éléments du résultat global | | — | — | — | — | (5 974) | 5 809 | (165) |
| Résultat global | | — | — | — | — | (37 505) | 5 809 | (31 696) |
| Contributions et distributions aux actionnaires : | | | | | | | | |
| Dividendes | | — | — | — | — | (2 923) | — | (2 923) |
| Rémunération à base d'actions | 16 | — | — | 1 680 | — | — | — | 1 680 |
| | | — | — | 1 680 | — | (2 923) | — | (1 243) |
| Solde au 31 décembre 2020 | | 100 244 | — | 8 404 | 8 232 | 378 196 | (21 021) | 474 055 |
| Résultat net | | — | — | — | — | 895 | — | 895 |
| Autres éléments du résultat global | | — | — | — | — | 9 150 | (1 397) | 7 753 |
| Résultat global | | — | — | — | — | 10 045 | (1 397) | 8 648 |
| Contributions et distributions aux actionnaires : | | | | | | | | |
| Conversion de déventures convertibles en actions ordinaires | 20 | 12 202 | — | — | (988) | — | — | 11 214 |
| Acquisition d'actions par la Fiducie d'actions | 20 | — | (4 169) | — | — | — | — | (4 169) |
| Émission d'actions ordinaires | 20 | 2 993 | — | — | — | — | — | 2 993 |
| Transfert à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions | | 612 | — | (612) | — | — | — | — |
| Rémunération à base d'actions | 16 | — | — | 3 224 | — | — | — | 3 224 |
| | | 15 807 | (4 169) | 2 612 | (988) | — | — | 13 262 |
| Solde au 31 décembre 2021 | | 116 051 | (4 169) | 11 016 | 7 244 | 388 241 | (22 418) | 495 965 |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

| (en milliers de \$ US) | Note | Exercices clos les | |
|--|------|--------------------|-----------|
| | | 2021 | 2020 |
| | | \$ | \$ |
| ACTIVITÉS D'EXPLOITATION | | | |
| Résultat net | | 895 | (31 531) |
| Ajustements pour : | | | |
| Éléments spéciaux et autres | 5 | 43 433 | 24 168 |
| Amortissement | 6 | 59 855 | 62 597 |
| Charges financières nettes | 7 | 30 224 | 37 350 |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat | 8 | 908 | (3 773) |
| Amortissement et réserves liés aux incitatifs accordés aux clients | | 15 516 | 18 182 |
| Autres éléments | | 1 703 | 3 216 |
| Variation des éléments du fonds de roulement | 10 | (8 300) | 54 268 |
| Intérêts payés | | (26 765) | (30 837) |
| Impôt sur le résultat versé | | (3 400) | (1 027) |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | | 114 069 | 132 613 |
| ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT | | | |
| Acquisition d'entreprise | 11 | (1 501) | (7 662) |
| Cession d'activité | | — | 258 |
| Solde de prix d'achat, montant net | | (613) | 112 |
| Trésorerie détenue en mains tierces | | (214) | (701) |
| Produit de la vente d'un investissement | | 396 | — |
| Avances aux marchands membres et incitatifs accordés aux clients | | (13 118) | (7 412) |
| Remboursements d'avances à des marchands membres | | 4 897 | 3 485 |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | | (11 056) | (5 932) |
| Produit de la disposition d'immobilisations corporelles | | 1 152 | 1 813 |
| Acquisitions et développement d'immobilisations incorporelles | | (4 492) | (2 291) |
| Autres provisions payées | | (957) | (252) |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | (25 506) | (18 582) |
| ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | | | |
| Augmentation de la dette à long terme | 10 | 89 916 | 554 680 |
| Remboursement de la dette à long terme | 10 | (202 996) | (645 334) |
| Augmentation (diminution) nette des dépôts de garantie des marchands membres | | (515) | 283 |
| Émission d'actions ordinaires | 20 | 2 993 | — |
| Acquisition d'actions par la Fiducie d'actions | 20 | (4 169) | — |
| Dividendes versés | | — | (5 803) |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | (114 771) | (96 174) |
| Incidences des fluctuations des taux de change sur la trésorerie | | (15) | 814 |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie | | (26 223) | 18 671 |
| Trésorerie au début de l'exercice | | 54 379 | 35 708 |
| Trésorerie à la fin de l'exercice | | 28 156 | 54 379 |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

| (en milliers de \$ US) | Note | Aux 31 décembre | |
|---|-------|------------------|------------------|
| | | 2021 | 2020 |
| | | \$ | \$ |
| ACTIFS | 18 | | |
| Actifs courants : | | | |
| Trésorerie | | 28 156 | 54 379 |
| Trésorerie détenue en mains tierces | | 503 | 1 475 |
| Débiteurs et autres créances | 12 | 195 490 | 188 808 |
| Impôt sur le résultat à recevoir | | 4 502 | 2 025 |
| Stocks | 5 | 343 759 | 368 992 |
| Frais payés d'avance | | 6 324 | 9 520 |
| Instruments financiers dérivés | 21 | 75 | — |
| Total des actifs courants | | 578 809 | 625 199 |
| Investissements, avances aux marchands membres et autres actifs | 13 | 23 565 | 27 106 |
| Immobilisations corporelles | 14 | 147 654 | 155 071 |
| Immobilisations incorporelles | 15 | 171 814 | 186 863 |
| Goodwill | 15 | 339 910 | 340 328 |
| Instruments financiers dérivés | 21 | 223 | — |
| Actifs d'impôt différé | 8 | 38 842 | 40 705 |
| TOTAL DES ACTIFS | | 1 300 817 | 1 375 272 |
| PASSIFS | | | |
| Passifs courants : | | | |
| Créditeurs et charges à payer | | 328 122 | 313 600 |
| Solde de prix d'achat, montant net | | 43 | 1 796 |
| Provision pour les frais de restructuration | 5 | 1 060 | 3 246 |
| Impôt sur le résultat à payer | | 6 872 | 8 359 |
| Portion courante de la dette à long terme et des dépôts de garantie des marchands membres | 18,19 | 27 108 | 28 406 |
| Instruments financiers dérivés | 21 | 5 | 4 579 |
| Total des passifs courants | | 363 210 | 359 986 |
| Obligations au titre des prestations définies à long terme | | 20 360 | 28 337 |
| Dette à long terme | 18 | 310 371 | 396 289 |
| Débiteures convertibles | 18 | 78 327 | 87 728 |
| Dépôts de garantie des marchands membres | 19 | 5 492 | 6 041 |
| Autres provisions | | 3 092 | 1 395 |
| Passifs d'impôt différé | 8 | 24 000 | 21 441 |
| TOTAL DES PASSIFS | | 804 852 | 901 217 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | | 495 965 | 474 055 |
| TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES | | 1 300 817 | 1 375 272 |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,

/s/ Brian McManus

Brian McManus

Administrateur

/s/ Michelle Cormier

Michelle Cormier

Administratrice

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de \$ US, à l'exception des données par action, des pourcentages et d'indication contraire)

1 - STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

Uni-Sélect inc. (« Uni-Sélect ») est une société domiciliée au Canada dûment constituée et régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Uni-Sélect est la société mère ultime d'un groupe d'entreprises comprenant Uni-Sélect et ses filiales, ainsi que son entité structurée (collectivement désignées la « Société »). La Société est un distributeur de produits destinés au marché secondaire de l'automobile et de peintures automobile et revêtement industriels. Le siège social de la Société est situé au 170, boul. Industriel, Boucherville, Québec, Canada.

Les présents états financiers consolidés présentent les activités et la situation financière de la Société et de toutes ses filiales, ainsi que de son entité structurée.

Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole UNS.

2 - BASE DE PRÉSENTATION

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), comme ils sont énoncés dans la Partie I du *Manuel de CPA Canada - Comptabilité*, laquelle intègre les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Le conseil d'administration a approuvé et autorisé pour publication les présents états financiers consolidés le 17 février 2022.

Base de mesure

Les présents états financiers consolidés ont été établis au coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, qui sont évalués à la juste valeur, des provisions, qui sont évaluées selon la meilleure estimation des dépenses nécessaires à l'extinction de l'obligation actuelle, et des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, qui sont évaluées à la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies diminuée du montant de la juste valeur des actifs du régime.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les éléments inclus aux états financiers de chacune des entités de la Société sont mesurés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les monnaies fonctionnelles de la Société sont le dollar américain pour les entités aux États-Unis, le dollar canadien pour les entités au Canada et la livre sterling pour les entités au Royaume-Uni. Les présents états financiers consolidés sont présentés en dollars américains, soit la monnaie de présentation de la Société.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

Afin de dresser des états financiers conformément aux IFRS, la direction a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers consolidés alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées aux fins de l'évaluation des transactions et des soldes comptabilisés. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

I. Estimations

Regroupement d'entreprises : À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs repris à leur juste valeur estimative. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des exercices ultérieurs. Voir la note 11 pour les renseignements sur les regroupements d'entreprises complétés au cours des deux derniers exercices.

Comptabilisation des ventes: Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, les garanties, les remises sur ventes et les rabais sur volume. Ces estimations sont calculées secteur par secteur et sont fondées sur les spécifications convenues avec les clients, l'expérience historique de la Société ainsi que les hypothèses de la direction concernant les événements futurs et sont passées en revue régulièrement durant l'exercice.

Évaluation des stocks : La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur nette de réalisation des stocks en tenant compte de la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, des rabais sur volume et d'autres éléments similaires à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la direction concernant les événements futurs et sont passées en revue régulièrement durant l'exercice.

2 - BASE DE PRÉSENTATION (SUITE)

Provision pour stocks excédentaires ou désuets: La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur nette de réalisation, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans les états consolidés de la situation financière. La direction doit faire des estimations au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

Immobilisations corporelles et incorporelles: Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité et les valeurs résiduelles des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Dépréciation des actifs non financiers: La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des valeurs recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésoreries (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats d'exploitation. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020, aucune perte de valeur ni reprise de pertes antérieures n'a été comptabilisée sur les immobilisations incorporelles de la Société. Voir la note 15 pour plus de renseignements.

Impôts différés: La Société estime ses actifs et passifs d'impôt différé fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers consolidés, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées pour les exercices au cours desquels les différences temporaires devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent entraîner des écarts importants entre ces estimations et les montants réalisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi: Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans l'évaluation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier en raison des incertitudes liées aux estimations. Les estimations des obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la direction considère comme raisonnables. Elles tiennent aussi compte de l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à la fin de chaque exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et qui ont des durées restantes se rapprochant de celles des obligations au titre des prestations définies connexes. Des écarts dans les hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur le montant d'obligations au titre de prestations définies de la Société. Voir la note 17 pour les renseignements sur les hypothèses et estimations utilisées pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020.

Efficacité de couverture: La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la direction des risques propres à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture, le cas échéant. La comptabilité de couverture cesse lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir une incidence sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Provisions : La Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leurs échéanciers ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont passées en revue à chaque date de clôture et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

II. Jugements

Contrats de location: À la date de passation d'un contrat, la Société a recours au jugement pour déterminer si le contrat est ou contient un contrat de location. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Indice de dépréciation des actifs: La Société a recours à une grande part de jugement pour déterminer l'existence d'un événement ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à un actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ses UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable (notes 14 et 15). Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la direction comme décrites à la section précédente.

Comptabilité de couverture: Au début de la relation de couverture, la Société a recours, le cas échéant, au jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers consolidés sont les suivantes :

Méthode de consolidation

I. Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables, par sa participation dans la filiale, et lorsqu'elle possède la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur les rendements que cette dernière obtient. Les filiales sont entièrement consolidées dès la date de la prise de contrôle, et elles sont déconsolidées à la date où le contrôle cesse. Les transactions avec les filiales sont éliminées lors de la consolidation. Les principales filiales de la Société détenues à 100 % au 31 décembre 2021 se présentent comme suit :

| | | |
|-----------------------------------|--------------------------|---------------------------------|
| 121222 Holdco Limited | FinishMaster Canada Inc. | Uni-Sélect Canada Inc. |
| 121333 Limited | FinishMaster, Inc. | Uni-Sélect Lux Holdco 2018 Inc. |
| Autochoice Parts & Paints Limited | GSF Car Parts Limited | Uni-Select USA Holdings, Inc. |

II. Entité structurée

Au cours du quatrième trimestre de 2021, la Société a modifié et mis à jour son régime d'unités d'actions restreintes (« régime UAR ») pour permettre le règlement des unités d'actions restreintes (« UAR ») en trésorerie ou en actions achetées sur le marché secondaire. Pour cela, la Société a conclu un contrat de fiducie (la « Fiducie d'actions ») avec un fiduciaire indépendant qui, en fonction des contributions en espèces effectuées par la Société, achète des actions sur le marché secondaire et les détient en fiducie au profit des participants au régime. La Fiducie d'actions, considérée comme une entité structurée, est consolidée dans les états financiers consolidés de la Société; le coût des actions propres acquises étant comptabilisé en réduction du capital-actions (note 20).

Regroupements d'entreprises

La Société applique la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée par la Société pour obtenir le contrôle d'une filiale est calculée comme la somme, à la date d'acquisition, des justes valeurs des actifs transférés, des passifs repris et des titres de participation émis par la Société, lesquels comprennent la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les coûts d'acquisition sont comptabilisés en charge lorsqu'ils sont engagés.

La Société comptabilise les actifs identifiables acquis et les passifs repris lors d'un regroupement d'entreprises, qu'ils aient été comptabilisés antérieurement ou non dans les états financiers de l'entreprise acquise avant l'acquisition. Les actifs acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur estimée à la date d'acquisition.

Le goodwill est évalué à la date d'acquisition comme étant la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, diminuée du montant net comptabilisé (généralement la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Lorsque la résultante du calcul est négative, un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement au résultat net.

Conversion de monnaie étrangère

I. Transactions en monnaie étrangère

Les transactions libellées dans une monnaie étrangère sont initialement comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle de l'entité connexe (note 2) à l'aide des taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs libellés dans une monnaie étrangère sont convertis à l'aide des taux de change de clôture. Les écarts de change en découlant sont comptabilisés en résultat net, à l'exception de ceux relatifs aux couvertures de flux de trésorerie admissibles, lesquels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (« AÉRG ») cumulés dans les capitaux propres.

II. Opérations en monnaies étrangères

Les actifs et passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est autre que la monnaie de présentation (note 2) sont convertis en dollars américains selon les taux de change de clôture. Les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les écarts de conversion sont comptabilisés et présentés à titre d'AÉRG cumulés dans les capitaux propres. Les taux de change utilisés pour dresser les états financiers consolidés se résument comme suit :

| | Exercices clos les | |
|---------------------------------------|--------------------|------|
| | 31 décembre | |
| | 2021 | 2020 |
| Taux de change moyen de l'exercice | | |
| Dollar canadien | 0,80 | 0,75 |
| Livre sterling | 1,38 | 1,28 |
| Taux de change à la fin de l'exercice | | |
| Dollar canadien | 0,78 | 0,78 |
| Livre sterling | 1,35 | 1,36 |

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Comptabilisation des ventes

La Société comptabilise ses ventes à la suite de la livraison de la marchandise, lorsque le contrôle a été transféré à l'acheteur, qu'il n'y a plus d'intervention continue de la direction en ce qui concerne les biens, que le recouvrement de la contrepartie est probable et que le montant des revenus peut être évalué de façon fiable. Les ventes sont mesurées à la juste valeur de la contrepartie à laquelle la Société a droit en échange du transfert de la marchandise promise, déduction faite des provisions pour droit de retour, assurances de garanties, autres remises sur ventes et rabais sur volume.

La Société offre à ses clients un droit de retour sur les ventes de biens et certaines garanties afin d'assurer la conformité des biens transférés en fonction des spécifications convenues. Au moment de la comptabilisation des ventes, la Société comptabilise des provisions relatives aux droits de retour et assurances de garanties, lesquelles sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la direction.

Stocks

Les stocks se composent de produits finis et sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré net de certaines remises sur vente, rabais sur volume et autres éléments similaires à recevoir des fournisseurs. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cadre normal des affaires, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Incitatifs accordés aux clients

La Société accorde des incitatifs sous forme de trésorerie, de stocks et de matériel à certains clients en contrepartie d'ententes d'achat pluriannuelles (« contrats »). Ces incitatifs sont comptabilisés au coût et sont amortis, contrat par contrat, en diminution des ventes, selon la méthode linéaire en fonction du taux d'atteinte des exigences d'achat, correspondant à la durée moyenne des contrats. Dans le cas de manquement d'un client à l'engagement, la valeur comptable non amortie de l'incitatif, nette des dommages-intérêts à recevoir, est comptabilisée immédiatement comme autres charges au résultat net.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif et à sa préparation pour son utilisation prévue. Le coût diminué de la valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est amorti sur la durée d'utilité estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

| | Méthodes | Périodes / Taux |
|---|-----------------------|-------------------------------------|
| Pavage | Dégressif | 8 % |
| Bâtiments | Linéaire et dégressif | 30 à 50 ans / 5 % |
| Actifs au titre de droits d'utilisation - bâtiments | Linéaire | Durée du contrat de location |
| Mobilier et équipement | Linéaire et dégressif | 7 à 15 ans / 20 % |
| Équipement informatique et logiciels d'exploitation | Linéaire et dégressif | 3 à 4 ans / 30 % |
| Matériel roulant | Linéaire et dégressif | 5 ans / 30 % |
| Actifs au titre de droits d'utilisation - véhicules | Linéaire et dégressif | Durée du contrat de location / 30 % |
| Améliorations locatives | Linéaire | Durée du contrat de location |

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont passées en revue à chaque date de clôture.

Immobilisations incorporelles

Pour les immobilisations incorporelles générées à l'interne, la Société comptabilise les coûts directement attribuables à l'acquisition et au développement d'un progiciel de gestion intégré ainsi que les coûts d'emprunt afférents. Afin de refléter le rythme de consommation des avantages attendus, la Société amortit son progiciel et les coûts afférents selon la méthode linéaire sur une période de dix ans. La période d'amortissement commence lorsque l'actif est prêt pour l'utilisation prévue et cesse lorsque l'actif est comptabilisé comme un actif détenu en vue de la vente ou est décomptabilisé.

Les marques de commerce, qui ont toutes été acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, sont identifiées comme ayant une durée d'utilité indéterminée sur la base des attentes de rentabilité à long terme et du positionnement général des marques de commerce en termes de notoriété et de volume des ventes. Elles sont évaluées au coût diminué du cumul des pertes de valeur et ne sont pas amorties.

Les autres immobilisations incorporelles, incluant celles acquises lors de regroupements d'entreprises, sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur et sont amorties sur la durée d'utilité estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

| | Méthodes | Périodes / Taux |
|-----------------------------|-----------------------|-------------------|
| Relations clients et autres | Linéaire | 4 à 20 ans |
| Logiciels | Linéaire et dégressif | 5 à 10 ans / 30 % |

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont passées en revue à chaque date de clôture.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Goodwill

Le goodwill représente les avantages économiques futurs résultant d'un regroupement d'entreprises qui ne sont pas identifiés individuellement et comptabilisés séparément. Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur et n'est pas amorti.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt directement attribuables au développement du progiciel de gestion intégré (c.-à-d. actif qualifié), le cas échéant, sont incorporés au coût de l'immobilisation incorporelle jusqu'à ce que celle-ci soit pratiquement prête pour son utilisation prévue. Autrement, les coûts d'emprunt sont comptabilisés au résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation d'actifs

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont revues à chaque date de clôture afin de déterminer si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT correspondante pourrait ne pas être recouvrable. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT est estimée. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, plus spécifiquement le goodwill et les marques de commerce, sont soumises à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'elles peuvent s'être dépréciées.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques propres à l'actif. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Chaque unité ou groupe d'unités auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour les besoins de gestion interne.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les données utilisées pour les procédures de tests de dépréciation proviennent directement des plus récents budget et plan stratégique approuvés de la Société. Les taux d'actualisation sont déterminés individuellement pour chaque UGT et reflètent l'appréciation de la direction du profil de risques spécifiques à chaque UGT.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées au titre d'une UGT sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill, puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata.

Les pertes de valeur au titre du goodwill, le cas échéant, ne peuvent pas être reprises. En ce qui a trait aux autres actifs, les pertes de valeur comptabilisées au cours des exercices antérieurs sont évaluées à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Contrats de location

En général, les contrats de location entraînent la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative correspondante. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs acquis dans le cadre de contrats de location sont comptabilisés dans les « Immobilisations corporelles » à la juste valeur de l'actif ou à la valeur actualisée des paiements de loyers minimums, selon le moins élevé des deux. Un passif correspondant est comptabilisé comme une obligation locative dans la « Dette à long terme ». Dans les périodes subséquentes, l'actif est amorti sur la durée d'utilité estimée et les intérêts relatifs à l'obligation sont comptabilisés dans les « Charges financières nettes » aux états consolidés des résultats.

Les contrats de location à court terme de même que les contrats de location d'actifs de faible valeur représentent des exceptions. Dans ces cas, l'actif loué et l'obligation locative correspondante ne sont pas comptabilisés aux états consolidés de la situation financière de la Société. Les paiements versés en vertu de ces contrats de location sont comptabilisés dans les « Autres dépenses d'exploitation » selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

Pour les contrats de sous-location, pour lesquels la Société agit en tant que bailleur intermédiaire, elle évalue le classement par rapport aux actifs au titre de droits d'utilisation issus du contrat de location principal. La Société comptabilise le contrat de location principal et le contrat de sous-location comme deux contrats distincts. Un contrat de sous-location est classé comme un contrat de location-financement s'il transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents au bien sous-jacent. Dans le cas contraire, les contrats sont classés comme des contrats de location simple et les revenus locatifs sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

Pour les contrats de sous-location qui sont classés comme des contrats de location-financement, la Société décomptabilise les actifs au titre des droits d'utilisation correspondants et comptabilise un investissement net dans les contrats de sous-location à même les « Créances locatives » comprises dans les « Débiteurs et autres créances » pour la portion courante et dans les « Investissements, avances aux marchands membres et autres actifs » pour la portion non courante (voir notes 12 et 13 pour plus de renseignements).

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés au résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les AÉRG.

L'impôt exigible est l'impôt qui sera vraisemblablement à payer ou à recevoir au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'un exercice, d'après les taux d'impôt en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement d'impôt à payer relativement à des exercices antérieurs.

Les actifs et passifs d'impôt différé aux fins de l'information financière sont déterminés en fonction des différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Ils sont calculés en appliquant, à la date de clôture, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées pour les exercices au cours desquels les différences temporaires devraient se résorber. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la perte fiscale connexe ou la différence temporaire déductible soit utilisée contre les bénéfices imposables futurs. Les passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés en totalité, même si la norme IAS 12 « Impôt sur le résultat » indique des exemptions limitées. Toutefois, aucun impôt différé n'est comptabilisé lors de la comptabilisation initiale du goodwill ou lors de la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs à moins qu'il résulte d'une transaction qui est soit un regroupement d'entreprises, ou qui affecte le bénéfice imposable ou le bénéfice comptable. L'impôt différé au titre des différences temporaires liées à des investissements dans des filiales n'est pas comptabilisé si la Société est en mesure de contrôler la résorption de ces différences temporaires et s'il est improbable que ces différences se résorbent dans un futur prévisible. L'impôt différé au titre des différences temporaires liées à des investissements dans des filiales est réévalué à chaque date de clôture et est comptabilisé s'il est probable que les différences temporaires se résorberont dans un futur prévisible.

Provisions

Une provision est comptabilisée si, dans le cadre d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le montant peut être estimé de façon fiable et s'il est probable qu'une sortie des avantages économiques sera nécessaire à l'extinction de l'obligation. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de la période. Les principales provisions de la Société sont relatives aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et aux frais de restructuration, incluant les coûts de démantèlement des sites et les indemnités de départ des employés.

Les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont comptabilisées à l'égard d'obligations légales, contractuelles ou juridiques, normalement au moment où ces dernières sont engagées, relativement à la mise hors service d'immobilisations corporelles (principalement des améliorations locatives) lorsque ces obligations découlent de l'acquisition, du développement et/ou de l'exploitation normale des actifs en question. Les obligations sont évaluées initialement à la juste valeur et les coûts qui en découlent sont capitalisés à même la valeur comptable de l'actif correspondant. Le coût de la mise hors service d'immobilisations inscrit à l'actif est amorti sur la même base que l'actif connexe.

Les frais de restructuration sont comptabilisés lorsque la Société a mis en place un plan détaillé de restructuration qui a été communiqué avec suffisamment de détails pour générer une obligation. Les frais de restructuration comprennent seulement les coûts directement liés au plan de restructuration et sont évalués selon les estimations les plus probables du montant nécessaire pour régler les obligations de la Société. Les modifications subséquentes aux estimations de l'obligation sont comptabilisées aux états consolidés des résultats de la Société.

Avantages du personnel à court terme

Les obligations au titre des avantages du personnel à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et sont comptabilisées en charges à mesure que les services correspondants sont rendus. Un passif égal au montant que la Société s'attend à payer aux termes de plans d'intéressement et d'attribution de primes à court terme est comptabilisé si la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, de payer ce montant au titre des services passés rendus par les membres du personnel et si une estimation fiable de l'obligation peut être effectuée.

Rémunération à base d'actions

Rémunération à base d'actions réglée en instruments de capitaux propres

I. Options d'achat d'actions

La charge de rémunération est évaluée à la juste valeur à la date d'attribution au moyen du modèle Black-Scholes d'évaluation des options. La charge de rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits aux options, avec une augmentation correspondante comptabilisée au surplus d'apport dans les capitaux propres. Les extinctions et les annulations sont estimées à la date d'attribution et elles sont revues par la suite à chaque date de clôture. Le montant comptabilisé en charge est ajusté pour refléter le nombre d'attributions dont on s'attend à ce que les conditions de service soient remplies, de sorte que le montant ultimement comptabilisé en charge est établi sur la base du nombre de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition des droits. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la contrepartie payée et de la portion correspondante préalablement comptabilisée au surplus d'apport.

II. Régime UAR

Au cours du quatrième trimestre de 2021, la Société a modifié et mis à jour son régime UAR précédemment réglé en trésorerie pour permettre le règlement des UAR en trésorerie ou en actions achetées sur le marché secondaire. À la suite de la modification du régime UAR, la charge de rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits en fonction de la juste valeur des attributions à la date d'attribution. La juste valeur des UAR réglées en instruments de capitaux propres est déterminée à partir du cours des actions ordinaires de la Société à la date d'attribution.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Rémunération à base d'actions réglée en trésorerie

La Société compte deux régimes de rémunération à base d'actions réglée en trésorerie, soit le régime d'unités d'actions différées (« régime UAD ») et l'ancien régime d'unités d'actions liées à la performance (« régime UAP 2013 ») (trois régimes en 2020, soit le régime UAD, le régime UAP 2013 et le régime UAR avant les modifications effectuées telles que mentionnées ci-dessus). Pour ces régimes, la juste valeur du passif est évaluée en multipliant le nombre d'unités pour lequel les droits devraient être acquis par la juste valeur d'une unité; cette dernière étant basée sur le prix de marché des actions ordinaires de la Société. La charge de rémunération et le passif correspondant sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits, le cas échéant, et sont réévalués à chaque date de clôture jusqu'au règlement du passif. Les variations dans la juste valeur du passif sont comptabilisées au résultat net. Pour plus de renseignements, voir la note 16.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à cotisations définies

Les cotisations versées à ces régimes sont comptabilisées en charge dans la période au cours de laquelle les services sont rendus par les membres du personnel.

Régimes à prestations définies

La Société a adopté les méthodes suivantes pour les régimes à prestations définies :

- l'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée en estimant la valeur des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures diminués de la juste valeur des actifs des régimes;
- le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédits projetées. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite, le taux de mortalité des membres et le taux d'actualisation;
- quand il y a amélioration des prestations de retraite, l'avantage au titre des services passés rendus par les membres du personnel est comptabilisé immédiatement au résultat net;
- les réévaluations comprenant les gains ou pertes actuariels, l'incidence du plafonnement de l'actif, l'incidence des exigences minimales de financement du régime et le rendement des actifs des régimes excédant les produits d'intérêts sont comptabilisés immédiatement dans les AÉRG et les résultats non distribués.

Les coûts des services rendus et des services passés au titre des régimes de retraite à prestations définies sont comptabilisés dans les « Salaires et avantages sociaux ». Les produits ou dépenses d'intérêts nets sur l'actif net ou l'obligation nette sont comptabilisés dans les « Charges financières nettes ».

Instruments financiers

Instruments financiers non dérivés

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Classement et évaluation des actifs financiers non dérivés

À l'exception de certains débiteurs, les actifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Si l'actif financier n'est pas comptabilisé ultérieurement à la juste valeur par le biais du résultat net, l'évaluation initiale comprend alors les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de l'actif. L'évaluation ultérieure des actifs financiers dépend de leur classement, qui est fonction de deux critères : (i) le modèle économique de gestion des actifs financiers suivi par la Société; et (ii) si les conditions contractuelles de l'instrument donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le « critère URPI »).

La Société a classé la trésorerie, la trésorerie détenue en mains tierces, les débiteurs ainsi que les avances aux marchands membres comme étant des actifs financiers évalués au coût amorti. La catégorie du coût amorti est destinée aux actifs financiers non dérivés détenus au sein d'un modèle économique dont l'objectif est de détenir les actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels respectant le critère URPI. Après la comptabilisation initiale, les actifs financiers sous cette catégorie sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.

En vertu d'IFRS 9, l'évaluation à savoir si les conditions contractuelles de l'instrument d'emprunt donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts est basée sur les faits et les circonstances lors de la comptabilisation initiale des actifs.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Classement et évaluation des passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur, majorés de leurs coûts de transaction, et leur évaluation subséquente dépend de leur classement. Leur classement dépend des objectifs établis lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et leur désignation par la Société. La Société a classé les créditeurs et charges à payer, le solde de prix d'achat, les dividendes à payer (le cas échéant), la dette à long terme (à l'exception des obligations locatives et des frais de financement), les débetures convertibles et les dépôts de garantie des marchands membres comme étant des passifs évalués au coût amorti. Les évaluations ultérieures sont comptabilisées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, annulé ou expiré.

Dépréciation des instruments financiers non dérivés

En vertu de l'approche prospective fondée sur les pertes de crédit attendues, tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, doivent faire l'objet d'un test de dépréciation minimalement à chaque date de clôture. Les pertes de crédit attendues (« PCA ») sont basées sur la différence entre les flux de trésorerie contractuels exigibles aux termes du contrat et tous les flux de trésorerie que la Société prévoit recevoir. L'insuffisance est ensuite actualisée au taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Pour les débiteurs, la Société a appliqué la méthode simplifiée telle que proposée par la norme IFRS 9. Dans ce cas, les PCA sont calculées en fonction des PCA pour la durée de vie de l'instrument financier. Pour les autres actifs financiers (c.-à-d. : avances aux marchands membres), les PCA sont fonction des PCA pour les douze mois à venir. Les PCA pour les douze mois à venir représentent la portion des PCA pour la durée de vie qui découlent des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet dans les douze mois suivant la date de clôture. Dans les cas où le risque de crédit a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, la correction de valeur pour pertes sera évaluée en fonction des PCA pour la durée de vie.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société utilise les instruments financiers dérivés pour gérer le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque lié au cours de l'action ordinaire. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Certains instruments financiers sont désignés comme des instruments de couverture.

Lors de la désignation de la couverture, la Société documente de façon formelle la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, y compris les objectifs en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture, ainsi que les méthodes qui serviront à évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Au début de la couverture et de façon continue, la Société évalue si elle s'attend à ce que les instruments de couverture soient « hautement efficaces » pour compenser les variations de flux de trésorerie des éléments couverts respectifs pendant la période pour laquelle la couverture est désignée. De plus, la Société s'assure que ses relations de couverture sont harmonisées à ses objectifs et sa stratégie de gestion des risques.

Couvertures de flux de trésorerie

Les dérivés (contrats de swap de taux d'intérêt), s'il en existe, sont utilisés pour la gestion des taux d'intérêt variables de l'ensemble de la dette de la Société et du coût d'emprunt global correspondant. Les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées comme il est décrit ci-dessous.

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture dans une couverture de variation des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à une transaction prévue hautement probable qui pourrait influencer sur le résultat, la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les AÉRG et présentée dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie dans les capitaux propres. Le montant comptabilisé dans les AÉRG est sorti et inclus au résultat net de la même période pour laquelle les flux de trésorerie couverts influent sur le résultat net, au même poste. Toute partie inefficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée immédiatement au résultat net. La Société estime que les instruments financiers dérivés sont efficaces comme couvertures, tant lors de la mise en place de la couverture que pendant la durée de l'instrument, puisque pour toute la durée jusqu'à l'échéance, le montant notionnel et le taux d'intérêt de référence des instruments concordent avec les conditions de l'instrument d'emprunt couvert.

Si l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, s'il expire ou s'il est vendu, résilié, exercé ou si l'entité annule la désignation, la comptabilité de couverture cessera de manière prospective. Le gain ou la perte cumulé comptabilisé antérieurement dans les AÉRG et présenté dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie dans les capitaux propres y est maintenu jusqu'à ce que la charge d'intérêts prévue influe sur le résultat net. Si l'on ne s'attend plus à ce que la charge d'intérêts prévue se réalise, le solde inclus dans les AÉRG est alors comptabilisé immédiatement au résultat net. Dans d'autres cas, le montant comptabilisé dans les AÉRG est transféré au résultat net dans la même période que celle au cours de laquelle l'élément couvert influe sur le résultat net.

Couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères

La Société applique la comptabilité de couverture aux écarts de conversion entre la monnaie fonctionnelle de l'établissement à l'étranger et la monnaie fonctionnelle de la société mère. Les écarts de conversion découlant de la conversion de la dette désignée comme couverture d'un investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisés dans les AÉRG dans la mesure où la couverture est efficace, et sont présentés à même les capitaux propres. Dans la mesure où la couverture est inefficace, ces écarts sont comptabilisés au résultat net. Lorsque la portion couverte d'un investissement net diminue, le montant cumulé correspondant des écarts de conversion est reclassé au résultat net en tant que gain ou perte sur disposition partielle ou complète. La Société a choisi d'exclure d'une disposition partielle d'une filiale étrangère les remboursements de prêts faisant partie de l'investissement net dans un établissement étranger.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les gains ou pertes de change découlant d'un élément monétaire, qui est à recevoir ou à payer à un établissement à l'étranger, dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un futur prévisible et qui est considéré en substance comme faisant partie de l'investissement net dans cet établissement à l'étranger, sont comptabilisés dans les AÉRG, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

Couverture du risque de change

Les contrats à terme et les options sur devises, le cas échéant, sont utilisés dans le but de gérer le risque de change. Ces instruments financiers dérivés ne sont pas désignés comme couvertures aux fins comptables et sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période. À moins d'indications contraires, les variations de juste valeur sont comptabilisées aux états consolidés des résultats dans les « Autres dépenses d'exploitation », et un actif ou passif correspondant est inscrit à titre d'instrument financier dérivé aux états consolidés de la situation financière.

Aux termes des contrats à terme, la Société génère des flux de trésorerie compensatoires sur la position sous-jacente en fonction des montants et du calendrier des opérations prévues libellées en monnaies étrangères. L'effet net des contrats à terme compense en partie l'incidence des fluctuations de taux de change sur les gains/pertes de change résultant principalement des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société.

Aux termes des options sur devises, la Société peut générer des flux de trésorerie compensatoires favorables sur la position sous-jacente en fonction des montants et du calendrier relatifs aux opérations prévues libellées en monnaies étrangères. L'effet net des options sur devises compense, à leurs dates d'exercice, les potentielles pertes de change découlant d'une hausse de taux de change, le cas échéant, provenant principalement d'acquisitions réglées dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société.

Cumul des autres éléments du résultat global

Écarts de conversion cumulés

Les écarts de conversion cumulés comprennent tous les écarts de conversion découlant de la conversion des états financiers des activités au Canada et au Royaume-Uni à la monnaie de présentation de la Société.

Gains et pertes de change non réalisés sur la conversion de la dette désignée comme couverture des investissements nets dans les filiales étrangères

La réserve de couverture comprend tous les écarts de conversion découlant de la conversion de la dette désignée comme couverture des investissements nets de la Société dans des filiales étrangères, le cas échéant.

Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie

La réserve de couverture comprend la portion efficace de la variation nette cumulée de la juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie, le cas échéant, afférents aux transactions couvertes qui n'ont pas encore eu lieu.

Modifications comptables futures

À la date d'approbation des présents états financiers consolidés, des modifications et interprétations de normes existantes ont été publiées par l'IASB, mais ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptées par anticipation par la Société. Ces nouvelles normes et interprétations ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

4 - INCIDENCE DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 (« COVID-19 »)

Comme présenté en 2020 et 2021, la direction a mis en place un plan d'intervention et suit de près l'évolution de la COVID-19, y compris ses répercussions sur la Société, l'économie et la population en général.

La Société a suivi et continue de suivre les programmes d'aide gouvernementaux en lien avec la COVID-19 et a bénéficié de ces programmes. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, des montants provenant de programmes d'aide gouvernementaux ont été comptabilisés en réduction des coûts correspondants dans les « Autres dépenses d'exploitation » pour 752 \$ (2 527 \$ ainsi que 3 436 \$ dans les « Salaires et avantages sociaux » en 2020).

Plus d'informations à propos des risques pour la Société associés à la COVID-19 sont disponibles dans le Rapport de gestion de Uni-Sélect pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

5 - ÉLÉMENTS SPÉCIAUX ET AUTRES

Les éléments spéciaux et autres sont composés de facteurs qui sont non représentatifs de la performance de base de la Société ou, lorsque présentés de façon distincte, permettent aux utilisateurs des états financiers consolidés de mieux comprendre les résultats de la Société pour l'exercice. Les éléments spéciaux et autres sont détaillés comme suit :

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|--|-----------------------------------|--------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks | 21 619 | — |
| Frais de restructuration et autres charges relatifs aux plans d'amélioration | 7 207 | 21 481 |
| Autres éléments spéciaux | 14 607 | 2 687 |
| Éléments spéciaux | 21 814 | 24 168 |
| Éléments spéciaux et autres | 43 433 | 24 168 |

Changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks

En 2021, la Société a effectué une analyse détaillée de ses stocks et des méthodologies de provisionnement des stocks dans tous les secteurs. À la suite de l'examen des hypothèses sous-jacentes utilisées, une charge ponctuelle d'obsolescence de 21 619 \$ a été comptabilisée dans les « Achats, nets de la fluctuation des stocks », principalement en raison de la mise à jour de la consommation des produits concernés. Ce changement d'estimation a été comptabilisé prospectivement. Les variations de la provision d'obsolescence des stocks se présentent comme suit :

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|---|-----------------------------------|--------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Solde au début de la période | 21 652 | 13 296 |
| Changement d'estimations | 21 619 | — |
| Charges comptabilisées au cours de la période | 940 | 7 867 |
| Radiations | (17 291) | — |
| Écarts de conversion | (73) | 489 |
| | 26 847 | 21 652 |

Frais de restructuration et autres charges relatifs aux plans d'amélioration

Au début de l'exercice 2019, la Société a annoncé un vaste plan d'amélioration de la performance (« PIP »), qui a pris fin au cours du premier trimestre de 2020, avec des économies annualisées réalisées tel que prévu.

Le 22 juin 2020, la Société a annoncé qu'elle mettait en œuvre un plan d'amélioration continue (« CIP ») basé sur une approche à long terme visant à améliorer davantage la productivité et l'efficacité de tous les secteurs. Un examen approfondi des activités a été entrepris par chacun des secteurs, dans le but principal d'optimiser les processus, y compris le service à la clientèle, l'automatisation et la logistique de la chaîne d'approvisionnement et ce, tout en optimisant l'effectif en fonction des besoins. Le CIP était essentiellement achevé pour les secteurs Produits automobiles Canada et GSF Car Parts Royaume-Uni au 31 décembre 2020. Cependant, d'autres domaines d'optimisation potentielle sont actuellement examinés par le secteur FinishMaster États-Unis.

5 - ÉLÉMENTS SPÉCIAUX ET AUTRES (SUITE)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 7 207 \$ (21 481 \$ en 2020). Ces frais se détaillent comme suit :

| | Exercices clos les | |
|---|--------------------|---------------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Frais hors caisse relatifs à la radiation d'actifs ⁽¹⁾ | 5 514 | 6 347 |
| Autres charges engagées ⁽²⁾ | 2 556 | 5 312 |
| Changement d'estimation ⁽³⁾ | (863) | (585) |
| Frais de restructuration ⁽⁴⁾ | — | 10 407 |
| | 7 207 | 21 481 |

⁽¹⁾ Principalement des pertes de valeur sur immobilisations corporelles et autres actifs.

⁽²⁾ Composés principalement d'honoraires de consultation visant l'optimisation des processus logistiques et de frais de relocalisation de stocks.

⁽³⁾ La Société a revu ses provisions résiduelles et a repris une partie des provisions relatives aux indemnités de départ.

⁽⁴⁾ Principalement pour des indemnités de départ dans le cadre de l'optimisation de l'effectif.

Les variations de la provision pour frais de restructuration se présentent comme suit :

| | Exercices clos les | |
|---|--------------------|--------------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Solde au début de la période | 3 246 | 3 227 |
| Changement d'estimations | (863) | (585) |
| Provision utilisée au cours de la période | (1 360) | (10 053) |
| Frais de restructuration comptabilisés au cours de la période | — | 10 407 |
| Écarts de conversion | 37 | 250 |
| | 1 060 | 3 246 |

Autres éléments spéciaux

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a entrepris des changements significatifs au sein des membres de la haute direction et a comptabilisé des frais de 14 607 \$ (2 687 \$ en 2020) qui se détaillent comme suit :

| | Exercices clos les | |
|---|--------------------|--------------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Indemnités de départ (1) et primes de rétention | 14 470 | 2 265 |
| Autres frais ⁽²⁾ | 137 | 422 |
| | 14 607 | 2 687 |

⁽¹⁾ Comprennent les charges de rémunération à base d'actions comptabilisées dans le cadre du règlement des indemnités de départ (voir note 16 pour plus de renseignements).

⁽²⁾ Principalement composés d'honoraires de consultation.

6 - AMORTISSEMENT

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|---|-----------------------------------|---------------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 14 711 | 16 698 |
| Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation | 26 266 | 26 913 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 18 878 | 18 986 |
| | 59 855 | 62 597 |

7 - CHARGES FINANCIÈRES NETTES

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|---|-----------------------------------|---------------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Intérêts sur la dette à long terme | 14 030 | 19 754 |
| Intérêts sur les obligations locatives | 5 195 | 5 587 |
| Intérêts sur les débentures convertibles | 5 718 | 5 596 |
| Charge de désactualisation sur les débentures convertibles (note 18) | 1 348 | 1 193 |
| Amortissement des frais de financement (note 10) ⁽¹⁾ | 2 651 | 3 998 |
| Charge d'intérêts nette sur les obligations au titre des prestations définies à long terme (note 17) | 687 | 515 |
| Reclassement aux résultats des pertes réalisées sur les instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie | 494 | 595 |
| Intérêts sur les dépôts de garantie des marchands membres et autres | 181 | 310 |
| | 30 304 | 37 548 |
| Produits d'intérêts des marchands membres et autres | (80) | (198) |
| | 30 224 | 37 350 |

⁽¹⁾ Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a radié des frais de financement différés d'un montant de 1 688 \$ qui avaient été engagés avant la modification de la convention de crédit survenue en décembre 2021. Voir la note 18 pour plus de renseignements.

8 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|---|-----------------------------------|----------------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat exigible | | |
| Charge (recouvrement) d'impôt exigible relatif à l'exercice considéré | (263) | 1 001 |
| Ajustements liés aux exercices précédents | (384) | 813 |
| Total de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat exigible | (647) | 1 814 |
| Charge (recouvrement) d'impôt différé | | |
| Naissance et résorption de différences temporaires | (1 362) | (7 490) |
| Ajustements liés aux exercices précédents | (851) | 426 |
| Incidence des changements de taux d'imposition | 3 768 | 1 477 |
| Total de la charge (du recouvrement) d'impôt différé | 1 555 | (5 587) |
| Total de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat | 908 | (3 773) |

8 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Rapprochement de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux d'imposition combinés canadiens prévus par la loi applicables dans les territoires où la Société exerce ses activités à l'impôt sur le résultat comptabilisé aux états consolidés des résultats se présente comme suit :

| | Exercices clos les | |
|---|--------------------|---------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Impôt sur le résultat selon le taux d'imposition prévu par la loi de la Société – 26,5 % (26,5 % en 2020) | 478 | (9 356) |
| Effet des écarts de taux d'imposition étrangers | (196) | 1 550 |
| Changements de taux d'imposition ⁽¹⁾ | 3 768 | 1 477 |
| Reprise de provision pour éventualités | (1 648) | — |
| Avantage fiscal découlant de la structure de financement | (1 382) | (692) |
| Ajustements liés aux exercices précédents | (1 235) | 1 239 |
| Charges non déductibles | 738 | 1 402 |
| Autres | 385 | 607 |
| Impôt sur le résultat selon le taux d'imposition effectif de la Société | 908 | (3 773) |
| Taux d'imposition effectif | 50,4 % | 10,7 % |

⁽¹⁾ Le 10 juin 2021, la « UK Finance Act 2021 » a été adoptée au Royaume-Uni, augmentant le taux d'imposition du pays pour le faire passer de 19 % à 25 %, à compter du 1er avril 2023. Par suite de ce changement, la Société a comptabilisé une charge d'impôt de 3 768 \$ et une augmentation correspondante des passifs d'impôt différé.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 le taux d'imposition effectif de la Société est de 50,4 % (10,7 % en 2020). La fluctuation du taux d'imposition effectif, comparativement à l'exercice précédent, est principalement attribuable à l'incidence du changement de taux d'imposition et des charges non déductibles en proportion du résultat net avant impôt, partiellement contrebalancée par l'incidence favorable de la reprise de provision pour éventualités, des ajustements liés aux exercices précédents et de l'avantage fiscal découlant de la structure de financement de la Société.

Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés

| | Au 31 décembre 2021 | | | | | |
|---|---------------------|-----------------|---------------------------------------|--|----------------------|------------------|
| | Comptabilisés | Comptabilisés | Comptabilisés | Comptabilisés | Écarts de conversion | Solde de clôture |
| | d'ouverture | au résultat net | dans les AÉRG ou les capitaux propres | dans le cadre de regroupements d'entreprises | | |
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | |
| Pertes autres qu'en capital reportées | 30 776 | (763) | — | — | (147) | 29 866 |
| Provisions et montants à payer déductibles au cours des prochains exercices | 9 709 | 2 341 | — | — | (34) | 12 016 |
| Immobilisations corporelles | (1 097) | 415 | — | — | 36 | (646) |
| Obligations au titre des prestations définies à long terme | 6 496 | 75 | (3 299) | — | 53 | 3 325 |
| Provision pour incitatifs de performance | 661 | 1 571 | — | — | (20) | 2 212 |
| Immobilisations incorporelles et goodwill | (24 976) | (5 374) | — | 125 | 147 | (30 078) |
| Débitures convertibles | (2 740) | 356 | 419 | — | (52) | (2 017) |
| Autres | 435 | (176) | (177) | — | 82 | 164 |
| | 19 264 | (1 555) | (3 057) | 125 | 65 | 14 842 |

8 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Au 31 décembre 2020

| | Solde d'ouverture | Comptabilisés au résultat net | Comptabilisés dans les AÉRG ou les capitaux propres | Comptabilisés dans le cadre de regroupements d'entreprises | Écarts de conversion | Solde de clôture |
|---|----------------------|-------------------------------------|---|--|-------------------------|---------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Pertes autres qu'en capital reportées | 27 320 | 2 758 | — | — | 698 | 30 776 |
| Provisions et montants à payer déductibles au cours des prochains exercices | 11 000 | (2 213) | — | — | 922 | 9 709 |
| Immobilisations corporelles | (2 940) | 1 852 | — | — | (9) | (1 097) |
| Obligations au titre des prestations définies à long terme | 3 917 | 266 | 2 154 | — | 159 | 6 496 |
| Provision pour incitatifs de performance | 595 | 52 | — | — | 14 | 661 |
| Immobilisations incorporelles et goodwill | (25 719) | 1 598 | — | (331) | (524) | (24 976) |
| Déventures convertibles | (2 990) | 318 | — | — | (68) | (2 740) |
| Autres | 271 | 956 | 33 | — | (825) | 435 |
| | 11 454 | 5 587 | 2 187 | (331) | 367 | 19 264 |

Présentation aux états consolidés de la situation financière

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|-------------------------|-----------------------------------|--------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Actifs d'impôt différé | 38 842 | 40 705 |
| Passifs d'impôt différé | 24 000 | 21 441 |
| | 14 842 | 19 264 |

La Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé relativement à des territoires où des pertes ont été subies au cours de l'exercice considéré ou de l'exercice précédent. Sur la base du niveau historique de revenu ou des projections de revenu futur, la direction estime qu'il est probable que la Société réalisera les avantages de ces différences déductibles et pertes opérationnelles reportées.

Au 31 décembre 2021, la Société avait des pertes en capital et des différences temporaires déductibles de 61 360 \$ (62 406 \$ au 31 décembre 2020) qui peuvent être reportées en avant indéfiniment, pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes et différences temporaires peuvent seulement être appliquées contre les gains en capital futurs et la Société ne prévoit pas générer de gains en capital prochainement.

La Société n'a pas comptabilisé de passif d'impôt différé sur les résultats non distribués de ses filiales étrangères, car ces résultats sont considérés indéfiniment réinvestis. Si ces résultats étaient distribués sous forme de dividendes ou autrement, la Société pourrait être assujettie à l'impôt sur le revenu des sociétés ou à des retenues d'impôt à la source au Canada et/ou à l'étranger.

9 - RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de base par action avec le résultat dilué par action :

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|--|-----------------------------------|------------------|
| | 2021 | 2020 |
| Résultat net utilisé pour le calcul du résultat de base et dilué par action ⁽¹⁾ | 895 \$ | (31 531) \$ |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises | 42 906 428 | 42 387 300 |
| Nombre moyen pondéré d'actions dans la Fiducie d'actions | (2 905) | — |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action | 42 903 523 | 42 387 300 |
| Incidence des options d'achat d'actions ⁽²⁾ | 160 818 | — |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action | 43 064 341 | 42 387 300 |
| Résultat de base et dilué par action | 0,02 \$ | (0,74) \$ |

⁽¹⁾ Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, l'incidence de la conversion des débetures convertibles a été exclue du calcul du résultat dilué par action, car cette incidence aurait entraîné une augmentation du résultat dilué par action (l'incidence de la conversion était anti-dilutive en 2020).

⁽²⁾ Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, des options visant l'acquisition de 113 221 actions ordinaires (1 244 163 en 2020) ont été exclues du calcul du résultat dilué par action puisque le prix d'exercice des options était plus élevé que la moyenne du prix du marché des actions.

10 - INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Variation des éléments du fonds de roulement

Les variations des éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|--|-----------------------------------|---------------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Débiteurs et autres créances | (9 344) | 62 500 |
| Stocks | 3 341 | 153 734 |
| Frais payés d'avance | 703 | 1 031 |
| Créditeurs et charges à payer | (1 640) | (152 944) |
| Provision pour les frais de restructuration et autres charges (note 5) | (1 360) | (10 053) |
| | (8 300) | 54 268 |

Au 31 décembre 2021, des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles respectivement de 1 137 \$ et 681 \$ (323 \$ et 403 \$ au 31 décembre 2020) demeuraient impayées et n'ont eu aucune incidence sur la trésorerie.

10 - INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS (SUITE)

Remboursement de la dette à long terme

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les soldes d'ouverture et les soldes de clôture des états consolidés de la situation financière pour la « Dette à long terme », incluant la « Portion courante de la dette à long terme » (voir la note 18 pour plus de renseignements) :

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|---|-----------------------------------|-----------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Solde au début de l'exercice | 424 631 | 484 767 |
| Augmentation de la dette à long terme | 89 916 | 554 680 |
| Remboursement de la dette à long terme | (202 996) | (645 334) |
| Augmentation des obligations locatives | 23 546 | 23 574 |
| Obligations locatives acquises par regroupement d'entreprises (note 11) | 1 475 | 463 |
| Changements hors trésorerie des obligations locatives | (892) | (2 413) |
| Amortissement des frais de financement (note 7) | 2 651 | 3 998 |
| Écart de conversion | (945) | 4 896 |
| | 337 386 | 424 631 |

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le remboursement de la dette à long terme comprend des sorties de trésorerie de 29 776 \$ relatives à des contrats de location (27 365 \$ en 2020).

11 - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a acquis les actifs nets d'une entreprise exerçant ses activités au Canada. Cette entreprise a été acquise dans le cours normal des activités. Le coût total de cette acquisition est de 1 715 \$ a été réparti, de façon préliminaire, aux actifs acquis et passifs repris en fonction de leur juste valeur, et comprend un solde de prix d'achat de 214 \$ détenu en mains tierces.

Le principal élément ayant contribué à la comptabilisation d'un goodwill a été la capacité de l'entreprise acquise à générer des bénéfices supérieurs aux actifs corporels et incorporels nets acquis. Depuis sa date d'acquisition, l'entreprise acquise a généré des ventes d'un montant de 1 482 \$.

Au 31 décembre 2021, les justes valeurs suivantes ont été comptabilisées pour chaque catégorie d'actifs nets de l'entreprise acquise à la date d'acquisition: débiteurs et autres créances pour 342 \$, stocks pour 1 208 \$, immobilisations corporelles pour 1 565 \$, goodwill pour 80 \$, obligations locatives - bâtiments pour 1 475 \$, et autres actifs nets pour (5) \$. Le goodwill devrait être déductible aux fins fiscales.

Au 31 décembre 2021, la Société a achevé la répartition du prix d'acquisition de l'entreprise acquise au cours du quatrième trimestre de 2020, ce qui a entraîné les reclassements suivants : 473 \$ des relations clients et autres au goodwill, 224 \$ du goodwill au solde de prix d'achat, 125 \$ du goodwill aux passifs d'impôt différé et 24 \$ des autres actifs nets au goodwill.

La Société évalue actuellement la juste valeur estimative de certains actifs acquis au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021, principalement les immobilisations incorporelles, afin de finaliser la répartition du prix d'acquisition des actifs nets identifiables acquis et le goodwill. Conformément aux IFRS, la Société prévoit achever la répartition du prix d'acquisition de l'acquisition visée à l'intérieur d'un an suivant sa date d'acquisition.

12 - DÉBITEURS ET AUTRES CRÉANCES

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|--|-----------------------------------|----------------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Débiteurs | 181 750 | 172 767 |
| Portion courante des investissements, avances aux marchands membres et autres actifs (note 13) | 13 740 | 16 041 |
| | 195 490 | 188 808 |

13 - INVESTISSEMENTS, AVANCES AUX MARCHANDS MEMBRES ET AUTRES ACTIFS

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|--|-----------------------------------|---------------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Incitatifs accordés aux clients | 34 647 | 41 455 |
| Actions de sociétés | 82 | 472 |
| Créances locatives | 1 938 | 106 |
| Dépôts à long terme | 169 | 169 |
| Avances aux marchands membres ⁽¹⁾ | 469 | 945 |
| | 37 305 | 43 147 |
| Portion courante des investissements, avances aux marchands membres et autres actifs (note 12) | 13 740 | 16 041 |
| Portion non courante des investissements, avances aux marchands membres et autres actifs | 23 565 | 27 106 |

⁽¹⁾ Taux d'intérêt variant entre 5,45 % et 7,00 % (mêmes taux en 2020), encaissables par versements mensuels, venant à échéance à différentes dates jusqu'en 2025.

14 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| | Terrain et pavage | Bâtiments | Actifs au titre de droits d'utilisation – bâtiments | Mobilier et équipement | Équipement informatique et logiciels d'exploitation | Matériel roulant | Actifs au titre de droits d'utilisation – véhicules | Améliorations locatives | Total |
|---|----------------------|-----------------|--|---------------------------|--|---------------------|--|----------------------------|------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Coût | 6 028 | 23 194 | 192 334 | 44 018 | 38 205 | 24 520 | 25 619 | 24 621 | 378 539 |
| Amortissement cumulé | (486) | (10 511) | (107 149) | (22 276) | (26 784) | (12 938) | (14 804) | (12 171) | (207 119) |
| Valeur comptable nette au 1er janvier 2020 | 5 542 | 12 683 | 85 185 | 21 742 | 11 421 | 11 582 | 10 815 | 12 450 | 171 420 |
| Additions | — | 91 | 23 014 | 1 622 | 3 056 | 544 | 560 | 643 | 29 530 |
| Acquisitions par regroupements d'entreprises | — | 4 | 463 | 32 | 7 | 210 | 20 | 8 | 744 |
| Dépréciation | (5) | — | (3 342) | (319) | (71) | (34) | — | (470) | (4 241) |
| Transferts et dispositions | (478) | (395) | (359) | 894 | 24 | (615) | (589) | (16) | (1 534) |
| Amortissement (note 6) | (16) | (571) | (23 733) | (3 956) | (5 454) | (4 059) | (3 180) | (2 642) | (43 611) |
| Écarts de conversion | 126 | 248 | 1 498 | 494 | 109 | 157 | 9 | 122 | 2 763 |
| Solde au 31 décembre 2020 | 5 169 | 12 060 | 82 726 | 20 509 | 9 092 | 7 785 | 7 635 | 10 095 | 155 071 |
| Coût | 5 486 | 21 741 | 212 643 | 51 850 | 40 537 | 24 124 | 23 271 | 23 294 | 402 946 |
| Amortissement cumulé | (317) | (9 681) | (129 917) | (31 341) | (31 445) | (16 339) | (15 636) | (13 199) | (247 875) |
| Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2020 | 5 169 | 12 060 | 82 726 | 20 509 | 9 092 | 7 785 | 7 635 | 10 095 | 155 071 |
| Additions | — | 2 078 | 23 520 | 3 294 | 3 093 | 2 449 | 26 | 2 885 | 37 345 |
| Acquisitions par regroupements d'entreprises (note 11) | — | — | 1 475 | 29 | 6 | 55 | — | — | 1 565 |
| Dépréciation | — | — | (908) | (415) | — | — | — | (1 273) | (2 596) |
| Transferts et dispositions | — | (197) | (1 325) | (27) | (54) | (203) | (272) | (284) | (2 362) |
| Amortissement (note 6) | (15) | (546) | (24 093) | (3 715) | (4 954) | (3 174) | (2 173) | (2 307) | (40 977) |
| Écarts de conversion | (23) | (67) | (171) | (88) | 12 | (37) | 6 | (24) | (392) |
| Solde au 31 décembre 2021 | 5 131 | 13 328 | 81 224 | 19 587 | 7 195 | 6 875 | 5 222 | 9 092 | 147 654 |
| Coût | 5 461 | 23 484 | 223 021 | 53 671 | 43 414 | 24 236 | 22 052 | 24 085 | 419 424 |
| Amortissement cumulé | (330) | (10 156) | (141 797) | (34 084) | (36 219) | (17 361) | (16 830) | (14 993) | (271 770) |
| Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2021 | 5 131 | 13 328 | 81 224 | 19 587 | 7 195 | 6 875 | 5 222 | 9 092 | 147 654 |

Les immobilisations corporelles incluent des immobilisations en cours de construction pour un montant de 4 241 \$ au 31 décembre 2021 (712 \$ au 31 décembre 2020). Ces immobilisations ne sont pas amorties jusqu'à leur mise en service.

15 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

| | Immobilisations incorporelles | | | Goodwill | |
|---|-------------------------------|-----------------------------|--------------------------|----------------|----------------|
| | Marques de commerce | Relations clients et autres | Logiciels ⁽²⁾ | Total | |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Coût | 37 618 | 223 795 | 45 472 | 306 885 | 333 030 |
| Amortissement cumulé | — | (79 305) | (29 829) | (109 134) | — |
| Valeur comptable nette au 1er janvier 2020 | 37 618 | 144 490 | 15 643 | 197 751 | 333 030 |
| Additions | — | 4 | 2 659 | 2 663 | — |
| Acquisitions par regroupements d'entreprises | — | 2 623 | — | 2 623 | 3 244 |
| Amortissement (note 6) | — | (13 936) | (5 050) | (18 986) | — |
| Écarts de conversion | 1 024 | 1 487 | 301 | 2 812 | 4 054 |
| Solde au 31 décembre 2020 | 38 642 | 134 668 | 13 553 | 186 863 | 340 328 |
| Coût | 38 642 | 226 684 | 49 414 | 314 740 | 340 328 |
| Amortissement cumulé | — | (92 016) | (35 861) | (127 877) | — |
| Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2020 | 38 642 | 134 668 | 13 553 | 186 863 | 340 328 |
| Additions | — | — | 4 784 | 4 784 | — |
| Acquisitions par regroupements d'entreprises (note 11) | — | (473) | — | (473) | 228 |
| Transferts et dispositions | — | — | (14) | (14) | — |
| Amortissement (note 6) | — | (13 208) | (5 670) | (18 878) | — |
| Écarts de conversion | (234) | (213) | (21) | (468) | (646) |
| Solde au 31 décembre 2021 | 38 408 | 120 774 | 12 632 | 171 814 | 339 910 |
| Coût | 38 408 | 225 816 | 53 877 | 318 101 | 339 910 |
| Amortissement cumulé ⁽¹⁾ | — | (105 042) | (41 245) | (146 287) | — |
| Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2021 | 38 408 | 120 774 | 12 632 | 171 814 | 339 910 |

⁽¹⁾ La durée d'amortissement moyenne restante des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée est de 2,23 ans pour les logiciels et de 9,14 ans pour les relations clients et autres.

⁽²⁾ Au 31 décembre 2021, les logiciels comprennent un coût capitalisé et un amortissement cumulé respectivement de 11 054 \$ et de 10 685 \$ (respectivement 11 067 \$ et 9 697 \$ au 31 décembre 2020), relatifs à l'acquisition et au développement en interne d'un logiciel de gestion intégré.

Tests de dépréciation des unités génératrices de trésoreries incluant le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée (marques de commerce)

Aux fins du test de dépréciation, le goodwill et les marques de commerce sont affectés aux trois groupes d'UGT de la Société, soit États-Unis, Canada et Royaume-Uni, qui représentent le niveau le plus bas de la Société auquel le goodwill et les marques de commerce font l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne. Les valeurs recouvrables des groupes d'UGT de la Société sont fondées sur leurs valeurs d'utilité et ont été déterminées avec l'assistance d'évaluateurs indépendants. Les valeurs recouvrables des UGT des États-Unis, du Canada et du Royaume-Uni étaient supérieures à leur valeur comptable et aucune perte de valeur n'a été comptabilisée en 2021 et 2020.

15 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL (SUITE)

La valeur d'utilité a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs qui devraient être générés par l'utilisation continue des unités. La valeur d'utilité au cours de l'exercice 2021 a été déterminée de manière semblable à l'exercice 2020. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur les principales hypothèses suivantes :

- Les flux de trésorerie prévus sont fondés sur l'expérience, les résultats d'activités actuelles et le plan d'affaires quinquennal en 2021 et 2020. Les flux de trésorerie prévus au-delà de la période initiale de cinq ans ont été estimés en utilisant un taux de croissance constant de 2,0 % (2,0 % en 2020) pour les activités aux États-Unis, les activités au Canada et les activités au Royaume-Uni, soit un taux qui n'excède pas les taux de croissance moyens à long terme de l'industrie.
- Les taux d'actualisation avant impôt sont de 13,9 % (12,8 % en 2020) pour les activités aux États-Unis, de 12,1 % (12,8 % en 2020) pour les activités au Canada et de 12,6 % (11,7 % en 2020) pour les activités au Royaume-Uni et sont utilisés pour déterminer la valeur recouvrable des unités. Les taux d'actualisation ont été fondés sur l'expérience et le coût moyen pondéré du capital de l'industrie qui est basé sur un ratio d'endettement possible de 35 % (35 % en 2020) et un taux d'intérêt du marché net d'impôt de 2,7 % (2,9 % en 2020) pour les activités aux États-Unis, de 2,7 % (2,7 % en 2020) pour les activités au Canada et de 2,8 % (3,0 % en 2020) pour les activités au Royaume-Uni.

Les hypothèses principales reflètent l'évaluation de la direction sur les tendances futures du marché secondaire de l'automobile et sont fondées sur des sources externes et internes. L'analyse de sensibilité démontre qu'aucun changement raisonnablement possible dans les hypothèses ne ferait en sorte que la valeur comptable de chacune des UGT excède sa valeur recouvrable.

16 - RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Les régimes de rémunération à base d'actions de la Société comprennent un régime d'options d'achat d'actions réglé en instruments de capitaux propres et des régimes réglés en trésorerie, incluant un régime UAD et un régime UAP 2013.

Au cours du quatrième trimestre de 2021, la Société a modifié et mis à jour son régime UAR précédemment réglé en trésorerie. Les UAR peuvent être réglées en actions ordinaires de la Société, à la discrétion du conseil d'administration, en utilisant des actions de la Fiducie d'actions (voir note 20 pour plus de renseignements).

Régimes réglés en instruments de capitaux propres

I. Régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés-cadres et des membres de la direction

La Société compte un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés-cadres et des membres de la direction (« régime d'options ») aux termes duquel un total de 3 400 000 actions est réservé pour émission. En vertu de ce régime, les options sont attribuées au cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la TSX pour les cinq jours de Bourse précédant la date d'attribution. Les droits rattachés aux options attribuées sont acquis sur une période de trois ans et un jour suivant la date d'émission, ou à la fin de cette période, et peuvent être exercés sur une période ne dépassant pas sept ans.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, 690 000 options ont été attribuées aux employés-cadres et aux membres de la direction de la Société (950 000 options en 2020), pour un prix d'exercice moyen de 14,34 \$ CA (12,34 \$ CA en 2020). Au cours de l'exercice, 300 000 options ont été exercées (aucune option en 2020) et 480 942 options ont été déchues (415 760 options en 2020).

Au 31 décembre 2021, des options attribuées visant l'émission de 1 153 221 actions ordinaires (1 244 163 actions ordinaires au 31 décembre 2020) étaient en cours aux termes du régime d'options de la Société et 484 773 actions ordinaires (693 831 actions ordinaires au 31 décembre 2020) étaient réservées pour des options additionnelles aux termes du régime d'options.

Un sommaire du régime d'options de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 est présenté comme suit :

| | Aux 31 décembre | | | |
|-----------------------------------|------------------|---------------------------------------|------------------|---------------------------------------|
| | 2021 | | 2020 | |
| | Nombre d'options | Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA) | Nombre d'options | Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA) |
| En cours au début de l'exercice | 1 244 163 | 15,52 | 709 923 | 26,62 |
| Attribuées | 690 000 | 14,34 | 950 000 | 12,34 |
| Exercées | (300 000) | 12,34 | — | — |
| Déchues | (480 942) | 17,77 | (415 760) | 27,20 |
| En cours à la fin de l'exercice | 1 153 221 | 14,71 | 1 244 163 | 15,52 |
| Exercables à la fin de l'exercice | 274 996 | 16,92 | 472 128 | 19,66 |

16 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

La fourchette des prix d'exercice, les prix d'exercice moyens pondérés et la durée résiduelle moyenne pondérée des options de la Société sont présentés comme suit :

| Au 31 décembre 2021 | | | | | |
|----------------------------|------------------|--|---|-------------------------------|---|
| Prix d'exercice (\$ CA) | Options en cours | | | Options exerçables | |
| | Nombre en cours | Durée résiduelle moyenne pondérée (années) | Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA) | Nombre pouvant être exercé | Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA) |
| | | | | | |
| 28,84 | 32 231 | 2,60 | 28,84 | 32 231 | 28,84 |
| 28,61 | 28 091 | 1,50 | 28,61 | 28 091 | 28,61 |
| 19,17 | 52 899 | 1,50 | 19,17 | 39 674 | 19,17 |
| 12,34 | 350 000 | 1,50 | 12,34 | 175 000 | 12,34 |
| 14,34 | 690 000 | 6,38 | 14,34 | — | 14,34 |
| | 1 153 221 | 4,45 | 14,71 | 274 996 | 16,92 |

| Au 31 décembre 2020 | | | | | |
|----------------------------|------------------|--|---|-------------------------------|---|
| Prix d'exercice (\$ CA) | Options en cours | | | Options exerçables | |
| | Nombre en cours | Durée résiduelle moyenne pondérée (années) | Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA) | Nombre pouvant être exercé | Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA) |
| | | | | | |
| 33,94 | 11 764 | 2,00 | 33,94 | 11 764 | 33,94 |
| 29,64 | 12 653 | 3,00 | 29,64 | 12 653 | 29,64 |
| 28,84 | 130 215 | 3,60 | 28,84 | 130 215 | 28,84 |
| 28,61 | 40 922 | 4,35 | 28,61 | 30 691 | 28,61 |
| 19,17 | 98 609 | 5,01 | 19,17 | 49 305 | 19,17 |
| 12,34 | 950 000 | 6,15 | 12,34 | 237 500 | 12,34 |
| | 1 244 163 | 5,66 | 15,52 | 472 128 | 19,66 |

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, une charge de rémunération de 3 224 \$ (1 680 \$ en 2020) a été comptabilisée dans le « Résultat net », et un montant correspondant a été inscrit au « Surplus d'apports ».

La juste valeur des options sur actions attribuées le 18 mai 2021 (24 février en 2020) a été établie à l'aide du modèle Black-Scholes d'évaluation d'options. Les hypothèses utilisées pour les calculs de la juste valeur sont présentées comme suit :

| | | 2021 | 2020 |
|------------------------------|--------|--------------|-------|
| Juste valeur à l'attribution | \$ CA | 2,75 | 2,63 |
| Rendement en dividende | % | 2,42 | 3,14 |
| Volatilité prévue | % | 24,57 | 29,34 |
| Taux de déchéance | % | 6,67 | 6,67 |
| Taux d'intérêt sans risque | % | 1,22 | 1,21 |
| Durée de vie prévue | années | 7,00 | 7,00 |
| Prix d'exercice | \$ CA | 14,34 | 12,34 |
| Cours de l'action | \$ CA | 14,34 | 12,34 |

La volatilité prévue est estimée pour chaque tranche d'attribution, compte tenu de la volatilité moyenne historique du cours de l'action sur la même période que la durée prévue des options attribuées.

II. Régime UAR

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, 421 923 UAR réglées en trésorerie ont été converties en unités réglées en instruments de capitaux propres à la suite de la modification et mise à jour du régime UAR. Un montant total de 2 571 \$ a été comptabilisé en « Surplus d'apports » afin de refléter la juste valeur des unités au moment de la modification.

16 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

Régimes réglés en trésorerie

Les variations du nombre d'unités d'actions différées (« UAD ») en cours de la Société attribuées en vertu du régime UAD, les unités d'actions liées à la performance (« UAP ») attribuées en vertu du régime UAP 2013 et les UAR (avant la modification du régime UAR) se détaillent comme suit :

| | 2021 | | | Exercices clos les 31 décembre | | |
|---|----------------|----------------|--------------------|-----------------------------------|----------------|----------------|
| | DSU | PSU | RSU ⁽¹⁾ | DSU | PSU | RSU |
| En cours au début de la période | 398 807 | 521 857 | 736 408 | 291 789 | 247 481 | — |
| Attribuées | 119 450 | 383 976 | 558 278 | 214 543 | 381 643 | 743 279 |
| Rachetées | (187 957) | — | (322 107) | (107 525) | — | — |
| Expirées | — | (610 034) | (386 402) | — | (107 267) | (6 871) |
| Converties en unités réglées en instruments de capitaux propres | — | — | (421 923) | — | — | — |
| | 330 300 | 295 799 | 164 254 | 398 807 | 521 857 | 736 408 |

⁽¹⁾ Les 164 254 UAR restantes ont trait à un départ ayant eu lieu avant la modification et mise à jour du régime UAR et seront par conséquent réglées en trésorerie au cours du premier trimestre de 2022.

La charge de rémunération de chaque régime a été comptabilisée dans les états consolidés des résultats comme suit :

| | 2021 | | | Exercices clos les 31 décembre | | |
|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------------------|----------|--------------|
| | DSU | PSU | RSU | DSU | PSU | RSU |
| Salaires et avantages sociaux | 5 776 | 2 625 | 3 984 | 657 | — | 1 386 |
| Éléments spéciaux (note 5) | 467 | — | 3 183 | — | — | — |
| | 6 243 | 2 625 | 7 167 | 657 | — | 1 386 |

Les passifs liés à la rémunération correspondants sont présentés aux états consolidés de la situation financière comme suit :

| | Au 31 décembre 2021 | | |
|--|---------------------|--------------|--------------|
| | DSU | PSU | RSU |
| Portion courante des obligations au titre des prestations définies à long terme ⁽¹⁾ | 640 | 318 | 1 959 |
| Obligations au titre des prestations définies à long terme | 5 480 | 2 272 | — |
| | 6 120 | 2 590 | 1 959 |

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2021, le passif lié à la rémunération relativement à 53 666 UAD, 48 178 UAP et 164 254 UAR était comptabilisé dans les « Crédeurs et charges à payer ».

| | Au 31 décembre 2020 | | |
|--|---------------------|-----|-------|
| | DSU ⁽¹⁾ | PSU | RSU |
| Obligations au titre des prestations définies à long terme | 2 490 | — | 1 435 |

⁽¹⁾ Les contrats de swap sur actions ont été résiliés en août 2021 (leur juste valeur correspondait à un passif de 3 193 \$ au 31 décembre 2020).

17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société offre à la fois à des régimes de retraite à prestations définies et des régimes de retraite à cotisations définies.

Les régimes de retraite à prestations définies incluent un régime de retraite enregistré de base, un régime de retraite enregistré pour la haute direction et un régime complémentaire de retraite non enregistré pour certains des membres de la haute direction. Les prestations liées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les deux régimes de retraite enregistrés sont capitalisés par la Société et par les participants des régimes. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont fondées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société.

La Société contribue aussi à d'autres régimes différents qui sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations définies. La charge totale de la Société au titre des régimes à cotisations définies est de 4 666 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (3 994 \$ en 2020).

Régimes à prestations définies

Une évaluation actuarielle des régimes de retraite à prestations définies est obtenue au moins tous les trois ans.

Les régimes de retraite à prestations définies exposent la Société aux risques actuariels tels que le risque de longévité, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque d'investissement. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction des meilleures estimations du taux de mortalité des participants. Le risque de longévité découle du fait qu'une augmentation de l'espérance de vie des participants du régime ferait augmenter l'obligation du régime. Un changement dans l'évaluation des actifs étrangers des régimes attribuable aux variations du taux de change expose les régimes au risque de change. Une diminution dans le taux d'intérêt des obligations utilisé pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies a pour effet d'augmenter l'obligation du régime. Ce risque de taux d'intérêt sera partiellement compensé par l'augmentation du rendement des fonds communs de placement de titres à revenu fixe dans le régime. Le risque d'investissement survient lorsque le rendement des actifs du régime est inférieur au taux d'intérêt des obligations de sociétés servant à déterminer le taux d'actualisation.

Les informations relatives au statut des obligations et des actifs des régimes à prestations définies se présentent comme suit :

| | Exercices clos les | |
|--|--------------------|---------|
| | 31 décembre | |
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Obligation au titre des prestations définies | | |
| Solde au début de l'exercice | 82 110 | 70 713 |
| Coût des services rendus | 1 901 | 1 533 |
| Cotisations des employés | 430 | 427 |
| Charge d'intérêts | 2 248 | 2 345 |
| Prestations versées | (3 521) | (4 681) |
| Réévaluations: | | |
| Perte actuarielle découlant des modifications des hypothèses financières | (6 502) | 9 651 |
| Écarts de conversion | 2 | 2 122 |
| | 76 668 | 82 110 |

| | Exercices clos les | |
|--|--------------------|---------|
| | 31 décembre | |
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Actifs des régimes | | |
| Juste valeur au début de l'exercice | 58 540 | 56 238 |
| Produits d'intérêts | 1 561 | 1 830 |
| Cotisations de l'employeur | 1 492 | 2 072 |
| Cotisations des employés | 430 | 427 |
| Prestations versées | (3 521) | (4 681) |
| Frais administratifs | (213) | (229) |
| Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les produits d'intérêts) | 5 947 | 1 523 |
| Écarts de conversion | (176) | 1 360 |
| Juste valeur à la fin de l'exercice | 64 060 | 58 540 |

17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|---|-----------------------------------|-----------|
| | 2021 % | 2020 % |
| Composition des actifs des régimes | | |
| Placements dans les fonds d'actions | 50,4 | 51,4 |
| Placements dans les fonds de titres à revenu fixe | 25,7 | 23,2 |
| Placements dans les autres fonds | 23,9 | 25,4 |
| | 100,0 | 100,0 |

Compte tenu de la nature à long terme des régimes d'obligations au titre des prestations définies, la Société juge approprié qu'une portion raisonnable des actifs des régimes soit investie en actions, en fonds de titres à revenu fixe et en autres fonds afin de générer un rendement à long terme supplémentaire.

L'obligation nette est présentée dans les « Obligations au titre des prestations définies à long terme » dans les états consolidés de la situation financière de la Société.

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|---|-----------------------------------|------------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ |
| Juste valeur des actifs des régimes | 64 060 | 58 540 |
| Obligations au titre des prestations définies | (76 668) | (82 110) |
| | (12 608) | (23 570) |

La charge pour les régimes à prestations définies, comptabilisée en « Salaires et avantages sociaux » et « Charges financières nettes » dans les états consolidés des résultats, se présente comme suit :

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|--------------------------|-----------------------------------|------------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ |
| Coût des services rendus | 1 901 | 1 533 |
| Charge d'intérêts nette | 687 | 515 |
| Frais administratifs | 213 | 229 |
| | 2 801 | 2 277 |

Les réévaluations des obligations au titre des avantages du personnel à long terme qui sont comptabilisées dans les AÉRG se présentent comme suit :

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|--|-----------------------------------|------------|
| | 2021 \$ | 2020 \$ |
| Perte (gain) actuarielle découlant des modifications des hypothèses financières | (6 502) | 9 651 |
| Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les produits d'intérêts) | (5 947) | (1 523) |
| | (12 449) | 8 128 |

17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Les hypothèses actuarielles importantes à la date de clôture (hypothèses moyennes pondérées aux 31 décembre) se présentent comme suit :

| | | Exercices clos les 31 décembre | |
|---|--------|-----------------------------------|------|
| | | 2021 | 2020 |
| Taux d'actualisation moyen | % | 3,1 | 2,7 |
| Taux de croissance de la rémunération moyen | % | 3,3 | 3,3 |
| Espérance de vie moyenne | | | |
| Homme, âgé de 45 ans à la date de clôture | années | 88,5 | 88,5 |
| Femme, âgée de 45 ans à la date de clôture | années | 91,1 | 91,0 |
| Homme, âgé de 65 ans à la date de clôture | années | 87,1 | 87,0 |
| Femme, âgée de 65 ans à la date de clôture | années | 89,7 | 89,7 |

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la Société prévoit verser aux régimes à prestations définies des cotisations d'environ 1 470 \$.

Les hypothèses actuarielles importantes servant à établir l'obligation au titre des prestations définies comprennent le taux d'actualisation, le taux de croissance de la rémunération et l'espérance de vie moyenne. Le calcul de l'obligation nette au titre des prestations définies est sensible à ces hypothèses.

Le tableau suivant résume l'incidence des modifications de ces hypothèses actuarielles sur les obligations au titre des prestations définies :

| | | Exercices clos les 31 décembre | |
|---|--|-----------------------------------|--------|
| | | 2021 | 2020 |
| | | % | % |
| Taux d'actualisation moyen | | | |
| Augmentation de 1 % | | (15,2) | (15,9) |
| Diminution de 1 % | | 19,5 | 20,6 |
| Taux de croissance moyen de la rémunération | | | |
| Augmentation de 0,5 % | | 1,8 | 2,0 |
| Diminution de 0,5 % | | (2,0) | (1,9) |
| Espérance de vie moyenne | | | |
| Augmentation de 10 % des taux de mortalité | | (2,7) | (2,5) |
| Diminution de 10 % des taux de mortalité | | 2,4 | 2,7 |

18 - DETTE À LONG TERME, FACILITÉS DE CRÉDIT ET DÉBENTURES CONVERTIBLES

| | Échéance | Taux d'intérêt effectif | Portion courante | Aux 31 décembre | |
|--|-------------|-------------------------|---------------------|-----------------|---------|
| | | | | 2021 | 2020 |
| | | | \$ | \$ | \$ |
| Facilité de crédit renouvelable, taux variables ⁽¹⁾ | 2025 | 1,81 % à 3,95 % | — | 235 384 | 103 379 |
| Facilités de crédit à terme, taux variables ⁽¹⁾ | - | - | — | — | 215 000 |
| Frais de financement différés | - | - | — | (603) | (2 212) |
| Obligations locatives – véhicules, taux variables | 2022 à 2026 | 0,50 % à 4,28 % | 2 215 | 4 071 | 7 372 |
| Obligations locatives – bâtiments, taux variables | 2022 à 2033 | 1,32 % à 7,84 % | 24 792 | 98 526 | 101 057 |
| Autres | 2022 | - | 8 | 8 | 35 |
| | | | 27 015 | 337 386 | 424 631 |
| Portion courante de la dette à long terme | | | | 27 015 | 28 342 |
| Dette à long terme | | | | 310 371 | 396 289 |

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2021, un montant en capital de 209 496 \$ de la facilité de crédit renouvelable était désigné comme couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères (210 917 \$ de la facilité de crédit renouvelable et des facilités de crédit à terme au 31 décembre 2020).

18 - DETTE À LONG TERME, FACILITÉS DE CRÉDIT ET DÉBENTURES CONVERTIBLES (SUITE)

Facilité de crédit renouvelable et facilités de crédit à terme

En juin 2021, la Société a conclu une convention de crédit modifiée et mise à jour (la « première convention de crédit modifiée »). Aux termes de la première convention de crédit modifiée, le montant total disponible en vertu de la facilité de crédit a été réduit, pour passer de 565 000 \$ à 500 000 \$, et comprend une facilité de crédit renouvelable à long terme garantie de 350 000 \$ ainsi que deux facilités de crédit à terme garanties pour un montant en capital de 150 000 \$.

En août, octobre et novembre 2021, la Société a volontairement remboursé respectivement 35 000 \$, 7 000 \$ et 5 000 \$ des 150 000 \$ impayés en vertu des facilités de crédit à terme et ce, sans pénalité. À la suite de ces remboursements partiels, le montant total disponible en vertu de la facilité de crédit a été réduit à 453 000 \$.

En décembre 2021, la Société a conclu une seconde convention de crédit modifiée et mise à jour (la « seconde convention de crédit modifiée »). Aux termes de la seconde convention de crédit modifiée, le montant total disponible en vertu de la facilité de crédit a été réduit à 400 000 \$ (incluant une disposition accordéon de 200 000 \$) par suite de la conversion en une unique facilité de crédit renouvelable à long terme garantie, et de l'annulation immédiate des facilités de crédit à terme.

La facilité de crédit renouvelable est garantie par une hypothèque de premier rang sur tous les actifs de la Société. La facilité de crédit renouvelable peut être remboursée en tout temps sans pénalité et vient à échéance le 30 juin 2025. La facilité de crédit renouvelable est disponible en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling.

En raison de la réforme des taux d'intérêt de référence, la Société a partiellement modifié les taux d'intérêt variables applicables mentionnés dans la convention de crédit. Au 31 décembre 2021, les taux étaient fondés sur le Libor, le Libor en euro, le SONIA, les taux des acceptations bancaires, le taux de base américain ou les taux préférentiels (Libor, Libor en euro, Libor en livres sterling, taux des acceptations bancaires, taux de base américain ou taux préférentiels en 2020) majorés des marges applicables.

Lettres de crédit émises en vertu de la facilité de crédit renouvelable

En vertu de la facilité de crédit renouvelable, un montant maximum de 20 000 \$ est disponible aux fins de l'émission de lettres de crédit en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. Les taux d'intérêt variables applicables sont basés sur les marges applicables.

Les lettres de crédit de la Société ont été émises pour garantir les paiements de certains avantages sociaux aux employés et de certains achats de stocks des filiales. Les lettres de crédit ne sont pas comptabilisées à titre de passifs dans la « Dette à long terme » de la Société du fait que, le cas échéant, les garanties connexes sont comptabilisées directement dans les états consolidés de la situation financière de la Société. Au 31 décembre 2021, des lettres de crédit totalisant 6 346 \$ étaient émises (15 846 \$ au 31 décembre 2020).

Contrats de location à court terme, paiements de loyers variables et contrats de location d'actifs de faible valeur

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les charges relatives aux contrats de location à court terme, aux paiements de loyers variables et aux contrats de location d'actifs de faible valeur ont totalisé respectivement 782 \$, 1 154 \$ et 505 \$ (1 129 \$, 1 092 \$ et 492 \$ en 2020). Ces charges ont été comptabilisées dans les « Autres dépenses d'exploitation ».

Débentures convertibles

Le 18 décembre 2019, la Société a émis des débentures convertibles subordonnées non garanties de premier rang d'un capital de 125 000 \$ CA. Les débentures convertibles ont été offertes au prix de 1 000 \$ CA par tranche de 1 000 \$ CA de capital de débentures et portent intérêt à un taux de 6,00 % annuellement, payable semestriellement à terme échu les 18 juin et 18 décembre de chaque année. Les débentures convertibles ont une échéance de 7 ans à partir de leur date d'émission et sont convertibles en actions ordinaires de la Société au gré du détenteur au prix de 13,57 \$ CA par action, ce qui représente un taux de conversion de 73,69 actions par 1 000 \$ CA de capital de débentures. La composante capitaux propres des débentures a été établie comme étant l'écart entre la juste valeur des débentures convertibles et la juste valeur de la composante passif, laquelle a été déterminée en utilisant un taux d'intérêt effectif de 8,25 %.

En août 2021, des débentures convertibles de la Société d'un capital de 15 000 \$ CA ont été converties en 1 105 380 actions ordinaires à un prix de 13,57 \$ CA par action, réduisant à 110 000 \$ CA le capital total des débentures convertibles subordonnées et non garanties de premier rang. Conséquemment, la composante capitaux propres des débentures convertibles a été réduite de 988 \$ (nette d'impôt de 419 \$).

Le tableau suivant présente les variations de la composante passif :

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|-------------------------------------|-----------------------------------|--------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Solde au début de la période | 87 728 | 84 505 |
| Conversion en actions ordinaires | (10 795) | — |
| Charge de désactualisation (note 7) | 1 348 | 1 193 |
| Écarts de conversion | 46 | 2 030 |
| | 78 327 | 87 728 |

19 - DÉPÔTS DE GARANTIE DES MARCHANDS MEMBRES

Les marchands membres doivent cotiser à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. Les montants des dépôts sont basés sur le volume des achats de chaque marchand membre et portent intérêt au taux préférentiel moins 1 %. Le taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2021 était de 1,45 % (1,45 % au 31 décembre 2020). La répartition des dépôts de garantie se présente comme suit :

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|---|-----------------------------------|-------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Total des dépôts de garantie des marchands membres | 5 585 | 6 105 |
| Portion courante des dépôts de garantie des marchands membres | 93 | 64 |
| Portion non courante des dépôts de garantie des marchands membres | 5 492 | 6 041 |

20 - CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

La structure du capital de la Société inclut un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, et un nombre illimité d'actions privilégiées, sans valeur nominale, pouvant être émises en séries et assorties des caractéristiques suivantes :

I. Actions ordinaires

Chaque action ordinaire confère à son porteur un droit de vote et un droit de recevoir des dividendes aux montants et payables au moment que le conseil d'administration détermine après le paiement des dividendes sur les actions privilégiées. En cas de liquidation ou dissolution volontaire ou forcée, les porteurs ont le droit de participer au partage de l'actif après le paiement aux porteurs des actions privilégiées.

II. Actions privilégiées

Les actions privilégiées, dont aucune n'a été émise ni n'est en circulation, sont des actions sans droit de vote pouvant être émises en séries. Le conseil d'administration a le droit, de temps à autre, de fixer le nombre, la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions des actions privilégiées de chaque série. Le nombre d'actions privilégiées pouvant être émises et en circulation se limite à 20 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation au moment de l'émission des actions privilégiées. Les porteurs de ces séries d'actions privilégiées ont le droit de recevoir des dividendes et ont priorité sur les actions ordinaires dans le partage de l'actif en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée.

| | 2021 | | 2020 | |
|---|---------------------|----------------|---------------------|---------|
| | Nombre d'actions | \$ | Nombre d'actions | \$ |
| Émises et payées | | | | |
| Solde au début de la période | 42 387 300 | 100 244 | 42 387 300 | 100 244 |
| Conversion de débetures convertibles en actions ordinaires | 1 105 380 | 12 202 | — | — |
| Émission d'actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options d'achats d'actions | 300 000 | 2 993 | — | — |
| Transfert à la suite de l'exercice d'options d'achats d'actions | — | 612 | — | — |
| | 43 792 680 | 116 051 | 42 387 300 | 100 244 |

Conversion de débetures convertibles en actions ordinaires

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a émis 1 105 380 actions ordinaires (aucune en 2020) à la suite de la conversion de débetures convertibles d'un capital de 15 000 \$ CA, donnant lieu à une augmentation totale du capital-actions de 12 202 \$. Le prix moyen pondéré de conversion des débetures convertibles était de 13,57 \$ CA pour la période.

Émission d'actions ordinaires

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a émis 300 000 actions ordinaires (aucune en 2020) à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 2 993 \$. Le prix d'exercice moyen pondéré des options d'achat d'actions était de 12,34 \$ CA pour la période.

20 - CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Fiducie d'actions

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a établi une Fiducie d'actions avec un fiduciaire indépendant qui achète des actions sur le marché secondaire et les détient en fiducie au profit des participants au régime UAR. La Fiducie d'actions sera utilisée afin de remettre des actions ordinaires pour le règlement des UAR en vertu du régime UAR (voir note 16 pour plus de renseignements). Les actions ordinaires acquises par la Fiducie d'actions sont comptabilisées comme des actions propres. Les variations des actions propres dans la Fiducie d'actions se détaillent comme suit :

| | Exercice clos le 31 décembre |
|------------------------------|---------------------------------|
| | 2021 |
| Solde au début de l'exercice | — |
| Achat d'actions ordinaires | 210 300 |
| | 210 300 |

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Fiducie d'actions a acheté 210 300 actions ordinaires d'Uni-Select Inc. pour une contrepartie en espèces de 4 169 \$. Le prix moyen pondéré des actions ordinaires achetées était de 25,50 \$ CA pour la période.

Dividendes

Aucun dividende n'a été déclaré par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 (dividende de 0,0925 \$ CA par action ordinaire déclaré pour l'exercice clos le 31 décembre 2020).

21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

Hiérarchie de juste valeur

Les instruments financiers évalués à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière sont classés en fonction des niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1: Consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques;
- Niveau 2: Consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données, autres que des prix cotés (inclus dans le niveau 1), observables directement ou indirectement sur le marché;
- Niveau 3: Consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers par niveau de hiérarchie, autres que ceux dont la valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur, sont détaillés comme suit :

| | | Au 31 décembre 2021 | | Au 31 décembre 2020 | |
|--|-----------------|---------------------|-----------------|---------------------|--------------|
| | | \$ | | \$ | |
| | | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur |
| Actifs financiers comptabilisés au coût amorti | | | | | |
| Avances aux marchands membres | Niveau 2 | 469 | 469 | 945 | 945 |
| Passifs financiers comptabilisés au coût amorti | | | | | |
| Dette à long terme (à l'exception des obligations locatives et des frais de financement) | Niveau 2 | 235 392 | 235 392 | 318 414 | 318 414 |
| Débitures convertibles | Niveau 2 | 78 327 | 83 055 | 87 728 | 89 561 |
| Dépôts de garantie des marchands membres | Niveau 2 | 5 585 | 5 585 | 6 105 | 6 105 |
| Actifs (passifs) financiers comptabilisés à la juste valeur | | | | | |
| Instruments financiers dérivés | | | | | |
| Contrats de change à terme ⁽¹⁾ | Niveau 2 | 70 | 70 | (932) | (932) |
| Swap de taux d'intérêt – long terme ⁽²⁾ | Niveau 2 | 223 | 223 | (454) | (454) |
| Contrats de swap sur actions | Niveau 2 | — | — | (3 193) | (3 193) |

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2021, les contrats de change à terme comprenaient une portion de 75 \$ à l'actif et une portion de 5 \$ au passif (passif uniquement en 2020).

⁽²⁾ Dérivés désignés dans une relation de couverture

21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

Actifs (passifs) financiers comptabilisés au coût amorti

La juste valeur des avances aux marchands membres correspond à leur valeur comptable puisque ces instruments portent intérêt à des taux reflétant les conditions courantes du marché pour des instruments financiers semblables.

La juste valeur de la dette à long terme (à l'exception des obligations locatives et des frais de financement) a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart de taux d'intérêt entre celui des facilités de crédit existantes et le taux qui serait négocié en fonction des conditions économiques à la date de clôture. La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable puisque les taux d'intérêt effectifs applicables aux facilités de crédit de la Société reflètent les conditions courantes du marché.

La juste valeur des débetures convertibles a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart de taux d'intérêt entre celui des débetures convertibles existantes et le taux qui serait négocié en fonction des conditions économiques à la date de clôture.

La juste valeur des dépôts de garantie des marchands membres correspond à la valeur comptable puisqu'ils portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché.

Actifs (passifs) financiers comptabilisés à la juste valeur

La juste valeur des contrats de change à terme a été déterminée en utilisant les taux de change affichés sur le marché actif ajustés du risque de crédit déterminé par les institutions financières.

La juste valeur des swap de taux d'intérêt a été déterminée en utilisant les taux d'intérêt affichés sur le marché actif ajustés du risque de crédit déterminé par les institutions financières.

Jusqu'à ce que les contrats de swap sur actions aient été résiliés, leur juste valeur était déterminée en utilisant les cours d'actions cotés sur le marché actif ajustés du risque de crédit déterminé par les institutions financières.

Instruments financiers dérivés – couverture du risque de change

La Société a conclu des contrats à terme afin d'atténuer les risques de change auxquels elle est exposée, principalement en raison des achats prévus qui sont réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. Les contrats à terme consolidés en cours au 31 décembre 2021 sont présentés comme suit :

| Monnaies (vendues/achetées) | Échéance | Taux moyen ⁽¹⁾ | Montant nominal ⁽²⁾ |
|------------------------------------|-----------------------|---------------------------|--------------------------------|
| Dollar canadien / dollar américain | Jusqu'en octobre 2022 | 0,79 | 10 777 |
| Livre sterling / dollar américain | Jusqu'en mars 2022 | 1,37 | 1 690 |
| Livre sterling / EURO | Jusqu'en mars 2022 | 1,16 | 883 |

⁽¹⁾ Les taux correspondent au nombre d'unités de la monnaie achetée pour une unité de la monnaie vendue.

⁽²⁾ Les taux de change au 31 décembre 2021, ont été utilisés pour convertir les montants en monnaies étrangères.

Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie – couverture du risque de taux d'intérêt

En 2017, la Société a conclu des contrats de swap de taux d'intérêt pour un montant nominal de 70 000 £ (70 000 £ au 31 décembre 2020) afin de couvrir les flux d'intérêts variables relatifs à une portion des facilités de crédit renouvelable et à terme de la Société. Jusqu'à leurs échéances en juillet 2021, ces contrats de swap fixaient les flux d'intérêts à 0,955 % (0,955 % au 31 décembre 2020).

Au cours du quatrième trimestre de 2021, la Société a conclu de nouveaux contrats de swap de taux d'intérêt pour un montant nominal de 100 000 \$ afin de couvrir les flux d'intérêts variables relatifs à une portion de la facilité de crédit renouvelable de la Société. Jusqu'à leur échéance, ces contrats de swap fixent le taux d'intérêt du montant nominal à 1,146 %.

Instruments financiers dérivés – couverture des coûts liés aux paiements fondés sur des actions

En 2016, la Société a conclu des contrats de swap sur actions dans le but de gérer l'incidence sur les résultats découlant de la volatilité liée au prix du marché de ses actions ordinaires. Jusqu'à ce que les contrats de swap sur actions aient été résiliés en août 2021, ils visaient l'équivalent de 180 157 actions ordinaires de la Société (180 157 actions au 31 décembre 2020). Au cours du troisième trimestre de 2021, la Société a résilié les contrats de swap pour un coût s'élevant à 1 834 \$.

Gestion des risques découlant des instruments financiers

Dans le cours normal de ses opérations, la Société est exposée aux risques découlant des instruments financiers, principalement le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt. La Société gère ces expositions aux risques sur une base continue.

I. Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de la trésorerie, la trésorerie détenue en mains tierces, les débiteurs et autres créances et les avances aux marchands membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 2 % du solde des débiteurs. Afin de gérer ce risque, des limites de crédit spécifiques sont déterminées pour certains comptes et sont passées en revue régulièrement par la Société.

La Société peut également être exposée au risque de crédit en raison de ses contrats de change à terme, de ses contrats de swap de taux d'intérêt et de ses contrats de swap sur actions, lequel est géré en ne traitant qu'avec des institutions financières de renom.

21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

La Société détient en garantie des biens personnels et des actifs de certains clients. Ces clients doivent aussi contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. La solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont passées en revue afin de s'assurer du recouvrement des montants en souffrance et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit. Au cours des dernières années, aucun montant substantiel n'a affecté négativement le résultat net de la Société, le taux moyen de créances douteuses sur les ventes se chiffrant à 0,2 % (0,3 % en 2020) au cours des trois dernières années.

Au 31 décembre 2021, les débiteurs en souffrance s'établissaient à 7 705 \$ ou 5,1 % (11 201 \$ ou 7,6 % au 31 décembre 2020) et une provision pour créances douteuses de 8 411 \$ (9 664 \$ au 31 décembre 2020) était constituée. La provision pour créances douteuses et les débiteurs en souffrance sont passés en revue au minimum trimestriellement et une charge liée aux créances irrécouvrables est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. L'évolution de la provision pour créances douteuses est présentée comme suit :

| | Exercices clos les | |
|--|--------------------|--------------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Solde au début de l'exercice | 9 664 | 6 088 |
| Charge liée aux créances irrécouvrables | 178 | 6 280 |
| Radiations | (1 406) | (3 068) |
| Acquisitions par regroupements d'entreprises | — | 92 |
| Écarts de change | (25) | 272 |
| | 8 411 | 9 664 |

La direction considère que tous les actifs financiers analysés ci-dessus, qui n'étaient pas dépréciés ou en souffrance aux 31 décembre, sont assortis d'un crédit de bonne qualité.

II. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations en temps voulu ou à un prix raisonnable. La Société gère son risque de liquidité sur une base consolidée par son utilisation de différents marchés de capitaux afin de s'assurer d'une flexibilité dans sa structure de capital. La Société établit des prévisions budgétaires et de flux de trésorerie, en tenant compte de ses besoins courants et futurs de trésorerie, afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour s'acquitter de ses obligations.

La Société disposait de facilités de crédit renouvelable pour un montant total de 400 000 \$ (incluant une disposition accordéon de 200 000 \$) au 31 décembre 2021 (facilité de crédit renouvelable et facilités de crédit à terme de 565 000 \$ au 31 décembre 2020). Voir la note 18 pour plus de renseignements. Au 31 décembre 2021, la Société disposait d'environ 186 000 \$ de liquidités additionnelles disponibles (285 000 \$ au 31 décembre 2020), sous réserve des clauses financières restrictives.

La direction est d'avis qu'en tenant compte des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et des ressources financières mises à sa disposition, le risque de liquidité de la Société est adéquatement atténué.

Les échéances contractuelles et les paiements d'intérêts estimatifs futurs des passifs financiers de la Société se présentent comme suit :

| | Au 31 décembre 2021 | | | |
|--|---------------------|---------------------------|-------------------|-------------------|
| | Valeur comptable | Échéance de moins d'un an | Un an à trois ans | Plus de trois ans |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Instruments financiers non dérivés | | | | |
| Créditeurs et charges à payer ⁽¹⁾ | 297 426 | 297 426 | — | — |
| Intérêts à payer | 909 | 909 | — | — |
| Solde de prix d'achat, montant net | 43 | 43 | — | — |
| Dette à long terme (à l'exception des obligations locatives et des frais de financement) | 235 392 | 8 | — | 235 384 |
| Obligations locatives – véhicules | 4 071 | 2 215 | 1 755 | 101 |
| Obligations locatives – bâtiments | 98 526 | 24 792 | 38 024 | 35 710 |
| Débiteurs convertibles | 78 327 | — | — | 78 327 |
| Dépôts de garantie des marchands membres | 5 585 | 93 | — | 5 492 |
| | 720 279 | 325 486 | 39 779 | 355 014 |

⁽¹⁾ Le montant des créditeurs et charges à payer exclut des charges salariales à payer de 29 787 \$ et des intérêts à payer de 909 \$.

21 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

| | Au 31 décembre 2020 | | | |
|---|---------------------|------------------------------|----------------------|----------------------|
| | Valeur comptable | Échéance de moins d'un an | Un an à trois ans | Plus de trois ans |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Instruments financiers non dérivés | | | | |
| Créditeurs et charges à payer ⁽¹⁾ | 290 393 | 290 393 | — | — |
| Intérêts à payer | 2 128 | 2 128 | — | — |
| Solde de prix d'achat, montant net | 1 796 | 1 796 | — | — |
| Dettes à long terme (à l'exception des obligations locatives et des frais de financement) | 318 414 | 35 | 318 379 | — |
| Obligations locatives – véhicules | 7 372 | 3 107 | 3 670 | 595 |
| Obligations locatives – bâtiments | 101 057 | 25 200 | 37 419 | 38 438 |
| Débetures convertibles | 87 728 | — | — | 87 728 |
| Dépôts de garantie des marchands membres | 6 105 | 64 | — | 6 041 |
| | 814 993 | 322 723 | 359 468 | 132 802 |
| Instruments financiers dérivés | | | | |
| Contrats de change à terme | 932 | 932 | — | — |
| Swap de taux d'intérêt | 454 | 454 | — | — |
| Contrats de swap sur actions | 3 193 | 3 193 | — | — |
| | 819 572 | 327 302 | 359 468 | 132 802 |

⁽¹⁾ Le montant des créditeurs et charges à payer exclut des charges salariales à payer de 21 079 \$ et des intérêts à payer de 2 128 \$.

III. Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. À l'occasion, la Société utilise des contrats à terme afin de limiter l'effet des variations du dollar canadien ou de la livre sterling par rapport au dollar américain et à l'euro sur les flux de trésorerie prévus.

La Société détient certains investissements dans des filiales étrangères (États-Unis et Royaume-Uni) dont les actifs nets sont exposés aux variations des taux de change. La Société couvre l'exposition au risque de change lié à ces investissements avec des instruments d'emprunt libellés en dollars américains ou en livres sterling (note 18).

La direction considère qu'une hausse ou une baisse de 5 % des taux de change, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs, n'aurait eu aucune incidence importante sur le résultat net de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Ces variations, fondées sur l'observation des conditions courantes du marché, sont considérées comme raisonnablement possibles.

IV. Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition équilibrée entre sa dette à taux fixes et sa dette à taux variables et en concluant des swap consistant à échanger des flux de trésorerie à taux variables contre des flux de trésorerie à taux fixes. Au 31 décembre 2021, compte tenu de l'incidence des contrats de swap de taux d'intérêt et des débetures convertibles, la portion à taux fixes de la dette financière représente approximativement 58 % (46 % au 31 décembre 2020). Voir la note 18 pour plus de renseignements.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, une hausse ou une baisse de 25 points de base des taux d'intérêt, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs, n'aurait eu aucune incidence importante sur le résultat net de la Société, mais aurait eu une incidence de 876 \$ sur les AÉRG. Ces variations, fondées sur l'observation des conditions courantes du marché, sont considérées comme raisonnablement possibles.

22 - CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

| | Écart de conversion cumulé | Pertes (gains) de change latent(e)s sur la conversion de la dette désignée comme couverture des investissements nets dans les filiales étrangères | Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie | Total |
|------------------------------------|----------------------------|---|--|-----------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Solde au 1er janvier 2020 | 19 826 | (46 414) | (242) | (26 830) |
| Autres éléments du résultat global | 4 104 | 1 798 | (93) | 5 809 |
| Solde au 31 décembre 2020 | 23 930 | (44 616) | (335) | (21 021) |
| Autres éléments du résultat global | (2 180) | 284 | 499 | (1 397) |
| Solde au 31 décembre 2021 | 21 750 | (44 332) | 164 | (22 418) |

23 - ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Engagements

La Société n'a signé aucun contrat de location n'ayant pas encore débuté au 31 décembre 2021.

Garanties

En vertu des conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à un prix équivalant à 60 % du coût des stocks pour un montant maximum de 41 604 \$ au 31 décembre 2021 (à un prix équivalant à 60 % et pour un maximum de 44 162 \$ au 31 décembre 2020). Dans l'éventualité d'une défaillance par un client, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Société. Ces conventions sont de durées indéterminées. De l'avis de la direction et selon l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis en vertu de ces conventions et que des pertes soient subies puisque la valeur des actifs détenus en garantie est supérieure aux obligations financières de la Société.

24 - OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (membres de la direction et non membres de la direction) et les dirigeants de la Société. La rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|--|--------------------------------|---------------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Salaires et avantages à court terme du personnel | 4 302 | 4 065 |
| Indemnités de départ et primes de rétention | 5 705 | 849 |
| Avantages fondés sur des actions, selon la valeur à la date d'attribution | 6 933 | 6 806 |
| Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions aux régimes à prestations définies) | 218 | 200 |
| | 17 158 | 11 920 |

Il n'y a pas eu d'autres opérations entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.

25 - GESTION DU CAPITAL

Guidée par une philosophie de maintenir sa base d'actifs à son minimum tout en maximisant l'utilisation de celle-ci, la Société surveille les ratios suivants afin de maintenir une flexibilité dans la structure de son capital :

- un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres;
- un ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres;
- un rendement du total des capitaux propres moyens; et
- un ratio de la dette financée sur le résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat.

Aux fins de la gestion du capital, la Société inclut le total des capitaux propres, la dette à long terme, les débetures convertibles et les dettes bancaires, déduction faite de la trésorerie.

La Société gère sa structure du capital et ajuste celle-ci en fonction des variations de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société dispose de plusieurs outils, notamment des facilités de crédit lui permettant de bénéficier d'une certaine souplesse lorsque se présentent des opportunités d'affaires. La Société analyse constamment le niveau de son fonds de roulement, notamment les stocks afin de s'assurer que ceux-ci soient maintenus à un niveau optimal, et procède régulièrement à des ajustements tant au niveau des quantités à maintenir afin de satisfaire la demande qu'au niveau de la diversification requise par sa clientèle. La Société a aussi mis sur pied un programme de financement des comptes fournisseurs selon lequel le paiement de certains fournisseurs est reporté.

La Société évalue la gestion de son capital au moyen de divers indicateurs, notamment les suivants :

| | | Exercices clos les | |
|--|---|--------------------|-------|
| | | 31 décembre | |
| | | 2021 | 2020 |
| Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres ⁽¹⁾ | % | 35,0 | 39,7 |
| Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres | % | 58,7 | 75,6 |
| Rendement du total des capitaux propres moyens | % | 0,2 | (6,5) |
| Ratio de la dette financée sur le résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat | | 3,37 | 5,73 |

⁽¹⁾ Les débetures convertibles sont présentées en tant que passif dans l'état consolidé de la situation financière, mais sont considérées comme des capitaux propres aux fins de calcul de ces ratios.

Au 31 décembre 2021, le taux d'intérêt applicable sur les facilités de crédit renouvelable est établi en fonction de l'atteinte d'un niveau minimal de liquidités et de résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat excluant certains ajustements mentionnés dans la convention de crédit.

La Société respectait toutes ses clauses restrictives aux 31 décembre 2021 et 2020. La stratégie globale de la Société en ce qui a trait à la gestion du risque lié au capital est la même que celle de l'exercice précédent.

26 - INFORMATION SECTORIELLE

La Société fournit des informations sur quatre secteurs isolables :

- FinishMaster États-Unis :** distribution de peintures automobile, de revêtements industriels et d'accessoires connexes représentant FinishMaster, Inc. au sein du marché américain;
- Produits automobiles Canada :** distribution de produits destinés au marché secondaire de l'automobile, incluant la peinture automobile, les revêtements industriels et les accessoires connexes, par l'entremise du réseau canadien;
- GSF Car Parts Royaume-Uni :** distribution d'équipements d'origine et de pièces du marché secondaire de l'automobile, servant des clients locaux et nationaux à travers le Royaume-Uni; et
- Siège social et autres :** dépenses du siège social et autres dépenses principalement liées à la structure de financement.

La mesure de rentabilité utilisée par la Société pour évaluer la performance des résultats obtenus par secteur est le résultat sectoriel.

| | | | | | | | | | | Exercices clos les 31 décembre |
|--|----------------------------|---------|-----------------------------------|---------|------------------------------|---------|---------------------------|----------|-----------|-----------------------------------|
| | FinishMaster États-Unis | | Produits automobiles Canada | | GSF Car Parts Royaume-Uni | | Siège social et autres | | Total | |
| | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Ventes | 672 124 | 653 720 | 540 879 | 485 388 | 399 797 | 332 708 | — | — | 1 612 800 | 1 471 816 |
| Résultat sectoriel ⁽¹⁾ | 31 472 | 5 403 | 43 682 | 29 001 | 18 126 | 1 351 | (30 532) | (38 765) | 62 748 | (3 010) |
| Rémunération à base d'actions ⁽²⁾ | 1 367 | 88 | 1 649 | 219 | 948 | 67 | 7 416 | 3 606 | 11 380 | 3 980 |
| Éléments spéciaux (note 5) | 2 119 | 8 319 | 1 032 | 6 748 | 3 006 | 5 208 | 15 657 | 3 893 | 21 814 | 24 168 |
| Autres ajustements ⁽³⁾ | 20 600 | — | 948 | — | 71 | — | 6 132 | 4 146 | 27 751 | 4 146 |
| Résultat sectoriel présenté ⁽⁴⁾ | 7 386 | (3 004) | 40 053 | 22 034 | 14 101 | (3 924) | (59 737) | (50 410) | 1 803 | (35 304) |
| Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat | | | | | | | | | 908 | (3 773) |
| Résultat net | | | | | | | | | 895 | (31 531) |

⁽¹⁾ Le principal décideur opérationnel utilise essentiellement une mesure du résultat pour prendre des décisions et évaluer la performance, soit le résultat avant impôt sur le résultat plus la rémunération à base d'actions, les éléments spéciaux et certains autres ajustements.

⁽²⁾ Composée principalement des charges de rémunération relatives aux régimes de rémunération à base d'actions (note 16) ainsi que des variations de la juste valeur des contrats de swap sur actions, si applicable.

⁽³⁾ Composés du changement d'estimation relatif à l'obsolescence de stocks (note 5), de la radiation des frais de financements différés (note 7) et de l'amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de Parts Alliance (maintenant connue sous le nom de GSF Car Parts).

⁽⁴⁾ Corresponds au « Résultat avant impôt sur le résultat » selon les états consolidés des résultats.

26 - INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

La Société exerce ses activités aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni. Les principaux renseignements financiers par région géographique se présentent comme suit :

| | Exercices clos les 31 décembre | |
|-------------|-----------------------------------|------------------|
| | 2021 | 2020 |
| | \$ | \$ |
| Ventes | | |
| États-Unis | 672 124 | 653 720 |
| Canada | 540 879 | 485 388 |
| Royaume-Uni | 399 797 | 332 708 |
| | 1 612 800 | 1 471 816 |

| | Au 31 décembre 2021 | | | |
|--|---------------------|--------|-----------------|---------|
| | États-Unis | Canada | Royaume- Uni | Total |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Immobilisations corporelles | 42 560 | 53 804 | 51 290 | 147 654 |
| Immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée | 75 667 | 23 222 | 34 517 | 133 406 |
| Immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée | 7 900 | — | 30 508 | 38 408 |
| Goodwill | 201 951 | 62 830 | 75 129 | 339 910 |

| | Au 31 décembre 2020 | | | |
|--|---------------------|--------|-----------------|---------|
| | États-Unis | Canada | Royaume- Uni | Total |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Immobilisations corporelles | 45 250 | 54 612 | 55 209 | 155 071 |
| Immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée | 84 008 | 24 850 | 39 363 | 148 221 |
| Immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée | 7 900 | — | 30 742 | 38 642 |
| Goodwill | 201 951 | 62 673 | 75 704 | 340 328 |